

RIVISTA INTERNAZIONALE DI SCIENZE ECONOMICHE E COMMERCIALI

Anno VI

Aprile 1959

N. 4

Pubblicazione mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo III



SOMMARIO

I. Rapidité des perspectives et politique monétaire	Pag. 301
PIERRE DIETERLEN	
II. I modi di contribuire allo sviluppo delle aree e delle spinte depresse	» 319
(RED.)	
III. Obblighi e responsabilità dell'iniziativa privata nei paesi in fase di sviluppo	» 321
ENRICO MARCHESANO	
IV. Il mondo afroasiatico nella attuale situazione interna- zionale	» 330
ANNAMARIA STERNBERG MONTALDI	
V. L'avvenire dell'emigrazione occidentale verso i paesi sottosviluppati	» 335
GIOVANNI DEMARIA	
VI. La questione dei grandi canali navigabili nella Valle Padana	» 344
EUGENIO PAOLANTONIO	
VII. Giurisprudenza commerciale. - Obbligazioni dei soci e garanzia con ipoteca navale	» 360
(I. U. B.)	
VIII. Gli strumenti del mercato del danaro di New York	» 366
RENATO GUADAGNINI	
IX. Il mercato del danaro e dei capitali in Svizzera	» 375
ALFRED HIRS	
X. Studi di mercato. - Les perspectives des valeurs d'ura- nium	» 380
XI. SUMMARIES-ZUSAMMENFASSUNGEN	» 388
XII. Recensioni	» 394
XIII. Relazioni alle assemblee societarie. - Credito Commer- ciale	» 400



CEDAM - CASA EDITRICE DOTT. A. MILANI - PADOVA

UNIVERSITÀ COMMERCIALE LUIGI BOCCONI - MILANO

COMITATO DI DIREZIONE:

F. BRAMBILLA (Università Bocconi) - U. CAPRARA (Università di Torino)
G. DELL'AMORE (Università Bocconi, Milano) - G. DEMARIA (Università Bocconi,
Milano) - A. GRAZIANI (Università di Napoli) - FRZ. MACHLUP (The Johns
Hopkins University, Baltimore) - A. MAHR (Universität, Wien) - C. MASINI (Uni-
versità di Parma) - S. SASSI (Università di Napoli) - E. SCHNEIDER (Christian -
Albrechts - Universität, Kiel) - A. SCOTTO (Università di Genova) - N. TRIDENTE
(Università di Bari).

DIRETTORE RESPONSABILE:

TULLIO BAGIOTTI (Università Bocconi).

DIREZIONE e REDAZIONE: Milano, Via Sarfatti, 25 - Telefoni 830-125/130/131/132
133/134 (C.C. postale 3-32561, Milano).

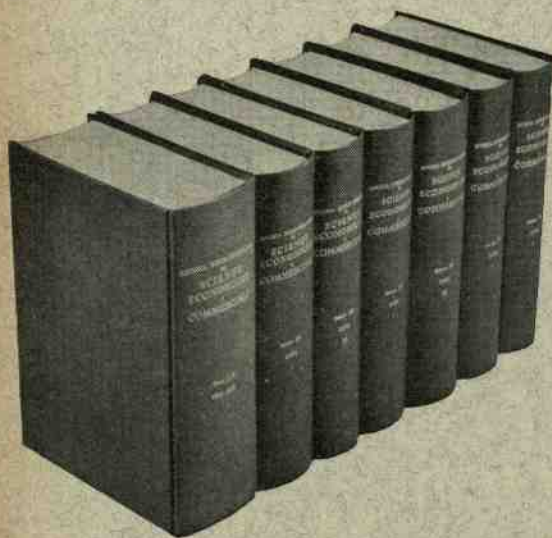
DISTRIBUZIONE: Padova, CEDAM, Via Jappelli, 5 (c/c postale 9/429).

ABBONAMENTO ANNUALE: 12 numeri, Italia Lire 4.000; Estero Lire 6.000.

RIVISTA INTERNAZIONALE DI SCIENZE ECONOMICHE E COMMERCIALI

- ◇ NELLO STUDIO DEL PROFESSIONISTA
- ◇ NELLA BIBLIOTECA DELLO STUDIO
- ◇ NELL'UFFICIO DEL DIRIGENTE

la collezione completa della
RIVISTA INTERNAZIONALE.



*Il pregio di una collezione
si accresce nel tempo. Domanda-
te gli arretrati!*

Fascicoli sciolti		Fascicoli rilegati (*)	
1954/5	L. 4.000	1954/5	L. 5.200
1956	» 4.000	1956	» 5.600
1957	» 4.000	1957	» 5.600
1958	» 4.000	1958	» 5.600

(*) In tela bucram con impressioni in oro. La collezione completa è di 7 volumi, come nell'illustrazione.

RIVISTA INTERNAZIONALE
DI
SCIENZE ECONOMICHE
E
COMMERCIALI

Anno VI

Aprile 1959

N. 4

RÉCIPROCITÉ DES PERSPECTIVES
ET POLITIQUE MONÉTAIRE

Nulla è più opposto all'irenismo che caratterizzava il pensiero liberale dell'agonismo che traduce i fenomeni monetari e la politica relativa. Il ruolo della banca centrale consiste nel frenare e arbitrare gli appetiti. Fondamentalmente, l'equilibrio si mantiene, bene o male, con una serie d'antagonismi complementari tra acquirenti e venditori, prestatori e gente che prende a prestito le cui previsioni sono imperfette. A un altro livello d'astrazione, le relazioni reciproche della massa monetaria e della velocità di circolazione costituiscono anche un fenomeno doppiamente specificato come complementarità antagonica.

L'autore studia più particolarmente come gioca, in periodo d'inflazione, la reciprocità delle prospettive tra imprenditori e salariati. Questa reciprocità asimmetrica gli sembra spieghi il processo inflazionistico e la sua amplificazione progressiva. L'elasticità di previsione degli imprenditori, normalmente più elevata, costituisce l'elemento ritardatore. Ma l'elasticità delle previsioni degli imprenditori è una funzione crescente delle reazioni dei salariati; il ritardo di reazione di questi ultimi, una funzione decrescente dell'elasticità di previsione degli imprenditori. Quando quest'ultima diventa infinita e i ritardi di reazione nulli, l'inflazione si trasforma in iperinflazione.

La politica monetaria consiste dunque nell'agire sulle elasticità di previsione degli imprenditori e delle banche commerciali dove nascerebbero domanda e offerta di credito insieme all'accrescimento conseguente della massa monetaria, sia per correggerle quando risultino eccessive, sia, preferibilmente, per prevenire che diventino tali. E' per questo che l'azione della banca centrale va quasi sempre nel verso opposto di quel che richiederebbero coloro che fanno ricorso al credito e le banche commerciali. Essa è necessariamente impopolare, perchè la sua prospettiva costringente affronta una prospettiva costretta. L'asimmetria è allora al suo colmo e la complementarità pure.

« Les objets sont séparés et exclusifs; les consciences sont réciproques ».

GABRIEL MADINIER,
Conscience et signification, p. 109.

S'il est un domaine de la vie économique où l'observation dément l'existence d'une harmonie préétablie, de cet *irénisme* que la pensée libérale avait tenté d'accréditer et qui atteint son paroxysme sous la plume de Bastiat, c'est bien celui des mécanismes et de la politique monétaires.

Un regard tant soit peu attentif y verra au contraire affrontement quotidien des volontés. Tandis qu'aux yeux de l'industriel, le banquier n'accorde jamais assez de crédit, la banque centrale veille à ce qu'il n'en accorde pas trop. Le même conflit persiste sporadiquement et se manifeste parfois avec violence entre la banque centrale et le Trésor. Leur complicité occasionnelle est pareillement avérée. En revanche, la geste monétaire, oublieuse des gouverneurs complaisants, glorifie ceux-là seuls qui, bravant une impopularité passagère, surent faire front contre les forces d'inflation déchaînées et les mâtèrent, un Einaudi, par exemple.

Ce qui compte alors, c'est, liée à la force des caractères autant qu'à la clairvoyance des jugements dans un contexte incertain par nature, la hiérarchie des pouvoirs qu'atteste matériellement, de l'emprunteur initial à l'ultime prêteur, la succession des signatures données ou refusées. Ainsi, le « papier » qui débouche finalement dans le portefeuille de la banque centrale et d'où dépendra en majeure partie le volume de la masse monétaire sera passé par une série de cribles au travers desquels le risque commercial se mue en risque monétaire, selon les perspectives propres aux agents habilités à l'apprécier l'un après l'autre.

En fait, ces deux catégories de risques procédant d'une même origine, à savoir : l'éventualité d'un faux calcul économique, ne se distinguent que par une différence d'échelle. Non point tellement celle qui, selon une terminologie récemment mise en vogue ⁽¹⁾, distinguerait les *micro-décisions* des sujets des *macro-décisions* de l'Etat, les premières pouvant être inflationnistes à l'égal des secondes, mais parce que le risque commercial est individualisé, quasiment immédiat, assez aisément perceptible, alors que le risque monétaire est un risque collectif, encouru à l'échelle

(1) Cf. FRANÇOIS PERROUX, *Les macro-décisions*, in « Economie Appliquée », n. 2, 1949.

nationale, à plus ou moins longue échéance et, de ce fait, beaucoup plus difficile à apprécier.

L'essentiel du problème monétaire réside dans cette différence d'horizon. Un monde à la Don Patinkin où règnerait la prévision parfaite serait purgé de tout risque commercial et, du même coup, de tout risque monétaire. Industriels et commerçants agiraient comme des notaires scrupuleux, et le rôle de la banque centrale se réduirait à celui de caisse enregistreuse. Dans un monde habité au contraire par des appétits plus ou moins clairvoyants, mais toujours turbulents, dans un monde *agoniste*, pour tout dire, il est normal que les responsabilités se partagent, que les horizons se limitent et se complètent, que la convergence idéale des intérêts fasse place au conflit réel des antagonismes, que la multiplicité des risques commerciaux se dissocie fonctionnellement de l'unicité du risque monétaire, qu'entre intérêts privés d'une part, mais aussi entre la masse de ceux-ci et l'intérêt public se perpétue une lutte organique, tant bien que mal organisée, sans qu'il puisse être affirmé — ce qui est l'essence du totalitarisme — que l'intérêt privé doive nécessairement céder à ce qu'on appelle l'intérêt public, lequel n'est pas moins sujet à caution que le premier.

Entendue de la sorte, la politique monétaire se ramène à une série d'arbitrages issus d'une série parallèle d'apories : arbitrage exercé par l'entrepreneur lui-même entre les divers emplois possibles de sa trésorerie et de ses moyens de crédit, par le banquier entre les diverses sollicitations de ses clients, par la banque centrale, enfin, entre les demandes des banques et, le cas échéant, celles du Trésor. Il se peut qu'en fait, et suivant la conjoncture politique, la banque centrale soit l'instrument docile de la classe dirigeante, de telle catégorie d'intérêts, voire de l'État tout puissant. Idéalement et conformément aux normes d'une monnaie saine, elle est au-dessus de tout cela : elle est l'arbitre des appétits.

Arbitre, elle l'est au sens le plus complet du terme, car, pas plus que ceux qui se sont exercés avant le sien et dont elle a à connaître en dernière instance, son arbitrage n'est exempt d'incertitude : il est donc arbitraire, et, sinon partial, il est partiel. De même que les arrêts de la Cour de Cassation se fondent sur des considérations de forme et laissent le fond de côté, les arrêts de la banque centrale sont des arrêts purement monétaires. Elle n'a pas, du moins ne devrait-elle pas avoir à connaître de l'opportunité économique spécifique des crédits qu'elle accorde ou refuse. Son contrôle n'est pas, du moins ne devrait pas être et, au surplus, ne peut pas être dans l'état actuel de la connaissance, un contrôle *quali-*

tatif. Exercé sous couleur de la combattre, le contrôle qualitatif dégénère toujours en inflation ⁽²⁾.

Sélectionner les investissements suivant leur plus ou moins grande utilité et promouvoir certains d'entre eux, c'est là un pouvoir, nous dirions plutôt une prétention que l'Etat et ses planificateurs éclairés ou, plus efficacement, l'entrepreneur pionnier cher à Schumpeter peuvent bien s'arroger. Tel n'est pas le rôle de la banque centrale. Etant donné que, sur le papier, tout investissement est utile et qu'on n'investit jamais assez, ce rôle consiste à empêcher des investissements utiles, fût-ce, selon une expression chère aux technocrates, au risque de « sacrifier l'économie à la monnaie ».

De bons esprits ont pu juger imparfaite cette division des tâches entre responsabilités économiques et responsabilités monétaires et proposer de les unifier en une seule « tour de contrôle » ⁽³⁾. C'est d'ailleurs ce qui s'est fait, avec des fortunes diverses, au sein des démocraties populaires. Le moins qu'on puisse dire de cette monnaie asservie à une planification autoritaire, c'est qu'elle est conforme à un régime qui, né selon son propre dogme de la dialectique de l'histoire, tend à purger son présent de toute dialectique. Refuser, en revanche, l'autonomie de la politique monétaire et prétendre en même temps préserver l'essentiel des libertés est contradictoire; plus précisément la politique monétaire ainsi jugulée conduisant inéluctablement, comme l'expérience l'a prouvé, à l'inflation séculaire ⁽⁴⁾, n'est guère qu'un moyen de spoliation déguisée dont il n'est pas certain qu'elle couvre une politique optimale de développement. Comme l'épargne spontanée, l'épargne forcée vaut par l'usage qui en est fait. L'une n'échappe pas plus que l'autre aux aléas du calcul économique.

La division des tâches entre responsables de l'économie et responsables de la monnaie s'est imposée au lendemain des catastrophes monétaires, par exemple en France après les assignats, et réaffirmée à la suite de chacune d'elles. Que cette division soit parfaite, nul ne le soutient. En raison des incertitudes qui la fondent, elle est pourtant la moins imparfaite possible.

Des discussions entre un industriel et un banquier peut naître un

⁽²⁾ Pour des raisons que nous ne pouvons développer ici, mais que nous avons énoncées ailleurs. Cf. *Quelques enseignements de l'évolution monétaire française de 1948 à 1952*, Paris, Armand Colin, 1954.

⁽³⁾ Cf. FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ, *Les voies du salut pour les dix années à venir*, in « Réalités », décembre 1957.

⁽⁴⁾ Cf. notre article : *La monnaie, auxiliaire du développement. Contribution à l'étude de l'inflation séculaire*, in « Revue Économique », juil. 1958.

financement erroné. Il aura toutefois moins de chance de l'être que si l'industriel est son propre banquier et se prête à lui-même son propre argent, comme cela advient presque toujours, à un taux d'intérêt nul. De même, si la direction du budget ampute systématiquement les demandes de crédits formulées par les ministères dits techniques ⁽⁵⁾, bien que ce ne soit pas toujours à bon droit, on se demande à quel niveau s'élèveraient les prévisions budgétaires faute d'un tel freinage. De même encore, n'est-il pas absolument superflu que le concours de la banque centrale ne soit point assuré au Trésor automatiquement et sans limite.

Ce contact entre interlocuteurs tous faillibles n'est qu'un pis aller. Il laisse la porte ouverte à bien des surprises. Il est pourtant conforme à la nature des choses. Qu'est-ce que l'usage de la monnaie, sinon un dialogue entre un acheteur et un vendeur, un emprunteur et un prêteur? L'ordre monétaire n'est pas un ordre mécanique, mais un ordre dialectique. Acheteurs et vendeurs, emprunteurs et prêteurs sont en un sens des antagonistes, puisque agents d'un marchandage quelquefois explicite à l'échelle individuelle et toujours implicite à l'échelle sociale. Toutefois, leurs fonctions respectives sont complémentaires, puisque vente et achat, emprunt et prêt sont contre-parties mutuelles. Il n'est aucun aspect de la vie économique qui ne ressortisse à cette *complémentarité antagonique*.

C'est pourquoi, tout ordre économique, sous quelque étiquette qu'il se place, quelles que soient ses modalités et ses institutions, tout ordre monétaire, en particulier, est ordre dialectique. Que cette dialectique, la complémentarité antagonique qui le fonde puisse s'énoncer en termes de structures logiques, d'ailleurs plus complexes et plus subtiles que celles de l'algèbre et de la géométrie analytique élémentaires, c'est là une question que le Professeur G. Demaria ⁽⁶⁾ a admirablement posée et à laquelle il convient, semble-t-il, de répondre avec lui par l'affirmative. Notre dessein n'est pas de l'aborder ici à notre tour. Afin d'éclairer la suite de nos développements, nous nous bornerons à une rapide esquisse de ce que nous entendons par complémentarité antagonique.

L'analogie que d'illustres devanciers ont empruntée à Euler et à Lagrange, notre thèse la trouve ni plus ni moins valablement chez Bohr ⁽⁷⁾. En voici un exemple, parmi beaucoup d'autres possibles.

(5) Ces expressions se réfèrent à l'usage français.

(6) Cf. G. DEMARIA, *Principi generali di logica economica*, Milan, C.E.A., 1944; J. C. MÉNARD, *La pensée épistémologique de Giovanni Demaria*, in « Revue d'Economie Politique », n. 1, 1959.

(7) On sait que la complémentarité de Bohr comporte deux cas limites :

a) position fixée ($Dx = 0$) et vitesse indéterminée ($Dp \rightarrow \infty$);

Soit Dx , la variation du volume de la masse monétaire, Dpx la variation de sa vitesse de circulation. Attributs *complémentaires*, puisque toute monnaie exerce sa fonction suivant une certaine masse circulant à certaine vitesse (ou, selon une formulation qui nous paraît meilleure ⁽⁸⁾, mais qui revient au même : suivant un certain rapport de la monnaie *active* et des encaisses *oisives*). Or, la monnaie circule d'autant plus vite que sa masse est plus faible relativement au volume des transactions, d'autant moins vite que cette masse est plus forte. Les variations respectives de ces deux attributs complémentaires, masse et vitesse, jouent donc en sens inverse l'une de l'autre. C'est pourquoi leur complémentarité peut être qualifiée d'*antagonique*. A la limite, deux cas sont concevables :

- a) masse fixée ($Dx = 0$) et vitesse indéterminée ($Dpx \rightarrow \infty$).
- b) vitesse fixée ($Dpx = 0$) et masse indéterminée ($Dx \rightarrow \infty$)

Bien entendu, ni l'un ni l'autre de ces deux cas limites ne sont jamais atteints. Leur signification est purement conceptuelle. En fait, masse et vitesse varient toujours simultanément. Ce qui est intéressant, c'est que, suivant les circonstances historiques et pour autant que celles-ci sont influencées par une structure concrète, la vitesse varie proportionnellement plus que la masse, comme ce fut le cas au temps de l'étalon or, ou, au contraire, la masse varie proportionnellement plus que la vitesse, comme c'est le cas aujourd'hui. Nous voyons là un autre aspect de la complémentarité antagonique : autrefois la rigidité de la masse entraînait, de manière d'ailleurs chaotique, une plus grande flexibilité de la vitesse, engendrant de sérieuses tensions du fait, que, conformément à nos hypothèses, cette flexibilité tend vers l'infini, mais n'est cependant pas infinie. Aujourd'hui le facteur originel serait plutôt la trop grande flexibilité de la masse ⁽⁹⁾ entraînant des variations désordonnées de la vitesse (ou des encaisses oisives). L'étalon or avait sa propre logique. Les systèmes monétaires contemporains ont la leur qui n'est ni complètement la même, ni complètement différente. C'est assez dire que les structures concrètes se reflètent dans les structures logiques, et ne deviennent complètement intelligibles qu'une fois logiquement structurées ⁽¹⁰⁾.

b) vitesse fixée ($Dpx = 0$) et position indéterminée ($Dx \rightarrow \infty$). C'est ce qu'on appelle les deux aspects complémentaires entre position et mouvement.

(8) Pour des raisons que nous avons exposées ailleurs. Cf. *Quelques enseignements*, op. cit., pp. 16-30.

(9) Cf. notre étude sur *L'élasticité de la masse monétaire*, « Bulletin d'information de la Banque Nationale de Belgique », mai 1957.

(10) La logique à laquelle nous faisons allusion n'est pas la logique formelle

Le propos auquel est consacré la présente étude se situe cependant à un niveau d'abstraction un peu moins élevé. Il vise à appliquer à l'analyse monétaire un concept sociologique de nature dialectique, mais relativement contingente : celui de réciprocité des perspectives.

* * *

Dans deux ouvrages qui ont fait quelque bruit ⁽¹¹⁾, Georges Gurvitch élargit et multiplie les voies de la sociologie. Sa tentative est féconde à deux titres : elle met en garde contre l'assagissement prématuré auquel se laissent aller ses contradicteurs ; les idées, formules, directives, prolégomènes qu'elle prodigue et qui se décanteront sur le terrain, aideront à son défrichement, et cela, jusque sur des confins que disputent au sociologue des disciplines voisines ou parentes, mais cependant jalouses de leur autonomie, comme l'analyse économique.

En dépit des résultats remarquables obtenus par cette dernière, peut-être même à cause d'eux et de leur degré d'achèvement dans les limites qu'elle s'était tracées, leur prolongement appelle, semble-t-il, par analogie avec la sociologie en profondeur proposée par Gurvitch, une économie en profondeur. Par exemple, après avoir considéré les élasticités prix ou revenu comme des *données*, peut-être le moment est-il venu d'élucider à leur tour les composantes de ces élasticités. On trouvera pareillement dans certaines recherches récentes, notamment celle de Jean Marchal sur la répartition ⁽¹²⁾, l'analogue, au moins les prodrômes de ce que Gurvitch appelle une *typologie différentielle des groupements*. Surtout, pour qui a souci, selon une expression dont on abuse, mais qui n'en désigne pas moins une nécessité actuelle, de dialectiser l'analyse, le concept de *réciprocité des perspectives* offre l'instrument.

Si, comme nous l'avons indiqué en passant, la complémentarité antagonique constitue le fondement *logique* des structures économiques, la

stricto sensu, mais, selon l'expression de J. L. DESTOUCHES, une logique adéquate quelconque quasi-formelle. Logique « affaiblie », ainsi que la qualifie le même auteur, conforme à ces ensembles *indécidables*, parce que non *saturés* au sens de Gödel, que constituent les structures économiques. Sur ce point encore, nous croyons que nos vues se rapprochent de celles exposées par G. DEMARIA.

(11) Cf. *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, 1950. *Déterminismes sociaux et liberté humaine*, Paris, 1955.

(12) Cf. JEAN MARCHAL et JACQUES LECAILLON, *La répartition du revenu national*, 3 volumes, Paris, Ed. M. Th. Génin, 1958-1959.

réciprocité des perspectives en est le fondement *humain* ⁽¹³⁾. Plus précisément, ce fondement humain s'intègre à ce fondement logique; celui-ci formalise celui-là. On commencera donc par ce commencement.

Une autre précaution liminaire doit être prise. La réalité offerte à l'observateur paraîtra d'abord difficilement pénétrable, presque chaotique. Nous devinons bien, sous-jacent au modèle fonctionnel de l'interdépendance générale qui en est le reflet schématisé, l'existence d'un *modèle dialectique complexe* qui traduirait l'interaction de tous les comportements en cause, mais dont il faut avouer qu'il demeure indiscernable. Rien ne s'oppose, en revanche, — l'enseignement de la cybernétique nous y invite au contraire — à ce que nous dégagions de ce complexe d'interactions laissé en friche quelques relations typiques *binaires* dont l'importance et la signification peuvent être tenues pour *plausibles* et qui nous offriront autant de *modèles dialectiques simples*.

Bien que les *types idéaux* proposés par Max Weber n'aient pas aujourd'hui bonne presse, cette notion reste commode. Aux types *monospécifiés* de Max Weber et de son disciple Schumpeter, nous serions cependant enclins à substituer des types *bispécifiés* en fonction de la réciprocité des perspectives : par exemple, un « couple » typique entrepreneur-exploitant ou encore innovateur-imitateur, un couple typique capitalistes-salariés ⁽¹⁴⁾, de la même manière que le sociologue La Fontaine accouplait le savetier et le financier ou le rat de ville et le rat des champs. Envisagé de la sorte, le dialogue des groupes, qui avait paru tout d'abord se fondre en un mélange discordant de strophes et d'anti-strophes, révèle les linéaments qui structurent l'ensemble et les couples typiques qui le composent.

Mélange discordant? Comment en serait-il autrement! Un mécanisme qui grince est une machine qui tourne mal. Au contraire, d'une collectivité humaine on ne dira point qu'elle grince parce qu'elle tourne, mais qu'elle tourne parce qu'elle grince; ses grincements ne sont pas bon signe; ils sont un signe. Loin de nous boucher les oreilles, soyons attentifs à ce bourdonnement. Ce qui s'exprime ici trop bruyamment nous instruira sur ce qui se tait là-bas, sur les voix paralysées, les mutismes léthargiques, le cas échéant, sur l'unisson de pacotille des unanimités con-

(13) Ou *psychologique*, ou *sociologique* ou encore *géopolitique*, comme on voudra. Le qualificatif le mieux approprié serait sans doute : *intersubjectif*, familier à la psychanalyse.

(14) PARETO avait accouplé le spéculateur et le rentier. Cf. *Traité de Sociologie Générale*, § 2233 et suiv.

trefaites. Ces rumeurs et ces silences auxquels l'homme politique prête attention par métier ne sont pas moins éclairants pour l'économiste. Mais tandis que le premier en tirera un jugement de valeur ou d'opportunité, voire de vulgaires effets oratoires, le second y cherchera et y trouvera le plus souvent les indices d'une complémentarité antagonique, d'une réciprocité de perspectives, données fondamentales du problème.

Ainsi définie, la réciprocité des perspectives est d'ordre *qualitatif*. On se méprendrait en prétendant la déchiffrer parmi les grandeurs statistiques communément disponibles. Celles-ci n'enregistrent, dans la mesure où elles les expriment effectivement, que des comportements *moyens*, alors que les seuls comportements significatifs en l'espèce, parce que les plus efficaces, sont les comportements *extrêmes* : d'un côté celui du patron de combat, du spéculateur téméraire et non point celui de l'entrepreneur routinier qui gère ses affaires « en bon père de famille » ; de l'autre, le comportement du syndicaliste de choc, de l'ouvrier politiquement « engagé », et non point celui du travailleur besogneux, hanté par ses fins de mois et la peur d'être mis à pied. On s'attachera davantage, selon une vue sorelienne, aux minorités agissantes qu'au troupeau moutonnier qui ne vaut que par sa masse. C'est à cette condition que l'illusion des automatismes se dissipera, laissant apparaître la réalité des stratégies. Et c'est afin de la discerner que l'investigation ira, à travers eux, au delà des chiffres statistiques.

Une fois élue cette voie d'approche, il n'est aucune situation économique qui ne puisse se réduire à un énoncé binaire en termes de réciprocité des perspectives. Cela, à une exception près : la concurrence parfaite *stricto sensu*, où n'existent pas de perspectives réciproques, la seule perspective étant celle du prix imposé au grand nombre par la loi du marché, situation que l'on s'accorde de plus en plus à tenir pour irréaliste. Quant aux situations de concurrence imparfaite, monopolistique ou praticable, sans parler du monopole pur ou libéral, du monopsonne et de l'oligopole, la réciprocité des perspectives n'en est jamais absente, et l'on infère de cette simple énumération que cette réciprocité est essentiellement antagonique et asymétrique.

La réciprocité asymétrique des perspectives et la complémentarité antagonique informent de manière particulièrement suggestive l'analyse monétaire. Les opérations usuelles évoquées dans notre introduction nous l'ont déjà suggéré : comment naît le crédit, sinon de la réciprocité asymétrique de deux perspectives, celle du banquier et de son client ? Comment son montant se fixe-t-il, sinon par leur complémentarité antagoni-

que? Les situations pathologiques sont celles où ces complémentarités deviennent *harmoniques*. Lorsque les perspectives déflationnistes tarissent à la fois offre et demande de crédit, lorsque l'inflation stimule à la fois l'une et l'autre, lorsque clients et banquiers sont d'emblée d'accord, l'harmonie sans limite des certitudes efface les limites que suscite normalement l'équilibre des incertitudes. Un crédit « dédialectisé », c'est une monnaie qui se dégrade.

Envisagée sous ce nouvel angle, l'intervention de la banque centrale s'interprétera de deux façons : comme passage de la dialectique binaire entre banquiers et clients à une dialectique ternaire où la banque centrale tient sa partie au même rang que ses deux partenaires; comme passage d'une dialectique binaire, qui se situe à son rang, à une autre dialectique pareillement binaire, mais de rang supérieur, où la banque centrale s'oppose à la coalition banquier-client. Cette seconde version paraît plus exacte, surtout en période d'inflation. La banque centrale assume alors la plénitude de son rôle : elle est, si l'on ose dire, « l'empêcheur de danser en rond ».

Ramener tous les mécanismes monétaires à la réciprocité des perspectives serait probablement outrancier. Nous n'irons point jusque-là, mais devons confesser que si, avant d'en trouver la formulation dans l'oeuvre de Georges Gurvitch, nous avons en quelque sorte préconçu l'idée de réciprocité des perspectives, c'est qu'une réflexion prolongée sur les événements monétaires nous y avait conduit. Il n'est pas inutile d'ajouter que ce concept est instrumental, en aucune façon nouménal. Il connote une structure, structure changeante, plus exactement turbulente, comme toute structure vivante, comme le sont aussi celles de la micro-physique. On tentera d'en convaincre le lecteur en exposant avec quelque détail la genèse d'une relation dynamique entièrement fondée sur la réciprocité des perspectives.

Les questions posées sont les suivantes : comment se fait-il qu'entre le moment où surgit un facteur quelconque d'inflation et celui où cette inflation atteint son paroxysme, qui est aussi son terme, s'écoule un délai (*lag*) plus ou moins prolongé et qui atteint parfois plusieurs années? L'inflation et les facteurs qui la déterminent sont grossièrement mesurables. Comment se fait-il que l'inflation soit presque toujours *disproportionnée* à ses causes originelles, qu'elle les *amplifie* le plus souvent?

Quantitativistes ou non, les théories courantes de l'inflation laissent ces deux questions dans l'ombre, l'explication qu'elles fournissent étant

de pure statique et, pour les plus évoluées d'entre elles, de statique comparative ⁽¹⁵⁾.

La première question implique un élément retardateur, la seconde, un élément d'amplification. Reste à découvrir ces deux éléments, étant entendu que l'inflation est un phénomène lié quant à sa durée et à son amplitude, que, comme le montrent toutes les statistiques, sa durée est une fonction décroissante de son amplitude, son amplitude une fonction croissante de sa durée, que par conséquent l'élément retardateur et l'élément d'amplification doivent être liés par deux relations réciproques de même forme.

Une investigation statistique aussi poussée que possible et dont nous ne retiendrons ici que l'essentiel devait, en dépit de l'insuffisance des données disponibles, nous mettre sur la voie. Dans un domaine où le matériel est relativement abondant, encore que lacunaire, quelques *constantes* significatives se révèlent. Il est constant, en particulier, qu'en période d'inflation prolongée, la hausse des salaires suit la hausse des prix *avec retard*, que ce retard *s'abrège* au fur et à mesure que l'inflation se prolonge et s'amplifie et que, lorsqu'il devient *nul*, l'inflation dégénère immédiatement en hyperinflation. Comment expliquer ce retard, le fait qu'il s'abrège jusqu'à devenir nul et que, corrélativement, l'inflation s'amplifie jusqu'à devenir infinie (hyperinflation)? Tout naturellement, l'attention de l'analyste est attirée sur trois points : le phénomène du retard, le phénomène de l'amplification, le fait que ces deux phénomènes sont *liés*.

En langage logique, le phénomène du retard s'énonce à l'aide d'un prédicat dyadique : tel élément, en l'espèce l'élément salaire, est en retard sur tel autre, en l'espèce l'élément prix. Cet énoncé implique la réciproque suivante : l'élément prix est *en avance* sur l'élément salaires.

C'est ici que la réciprocité des perspectives entre en jeu : l'évolution des salaires traduit un comportement, celui des salariés dont il constitue la perspective principale. Pour l'entrepreneur, les salaires qu'il paye ne sont qu'une composante des frais généraux, même si cette composante est la plus importante, ce qui est de plus en plus rarement le cas. Sa perspective principale réside dans son ou ses prix de vente. Le comporte-

(15) Cette remarque vaut pour l'Ecole de Cambridge, en particulier pour Keynes, mais non pas pour Robertson. Bien que son analyse soit dynamique, elle ne met pas l'accent sur les phénomènes de retard, d'accélération et d'amplification, non plus d'ailleurs que les remarquables travaux des écoles suédoise et hollandaise. Au contraire, le célèbre ouvrage de C. BRESCIANI-TURRONI : *Economics of Inflation*, n'a pas peu contribué à nous éclairer.

ment de l'entrepreneur s'exprime au premier chef par sa politique de prix, à titre accessoire seulement par sa politique de salaires. Si donc les prix évoluent plus rapidement que les salaires — ce qui est vrai en déflation comme en inflation, bien que les deux processus ne soient pas symétriques — c'est que les prix comportent un élément d'anticipation que les salaires ne comportent pas. Cet élément est la prévision. Plus précisément, puisque toute grandeur économique et singulièrement le revenu revêt pour commencer forme de prévision, on dira que la nature ou la structure des prévisions n'est pas la même chez l'entrepreneur que chez le salarié, en langage courant, que l'entrepreneur voit plus loin, avec Tinbergen, que son *horizon économique* est plus étendu, avec Hicks, que son *élasticité de prévisions* ⁽¹⁶⁾ est plus forte. Nous nous en tiendrons à cette dernière notion, la mieux élaborée, la seule au surplus qui se prête à une mesure précise.

Comme Kaldor l'a démontré ⁽¹⁷⁾, compte tenu d'un niveau quelconque de l'élasticité moyenne de la demande par rapport aux prix, l'élasticité de prévisions exerce une action stabilisatrice ou déstabilisatrice selon qu'elle est inférieure ou supérieure à 1. Or, non seulement l'élasticité de prévisions des entrepreneurs est normalement, on pourrait dire fonctionnellement, plus élevée que celle des salariés, mais plus l'entrepreneur est dynamique, plus ses élasticités de prévisions sont élevées. En dépit de vertueuses dénégations, sa fonction de producteur ne se dissocie pas de sa fonction de spéculateur. Il spéculé parce qu'il prévoit, et il prévoit parce qu'il produit. Si donc, parmi les élasticités de prévisions, à l'extrémité la plus élevée de leur éventail, il en est de supérieures à 1, elles sont manifestement le fait des entrepreneurs-spéculateurs. Les salariés se situent au contraire dans la partie la moins élevée de l'éventail où ne se trouvent que des élasticités de prévisions voisines de zéro, stabilisatrices et retardatrices.

Les élasticités de prévisions mettent en évidence les deux éléments nécessaires à l'analyse : l'élément déstabilisateur, propagateur et amplificateur, à savoir l'élasticité de prévisions maximale des entrepreneurs; l'élément retardateur et stabilisateur, à savoir l'élasticité de prévisions minimale des salariés. A partir d'une incitation inflationniste initiale (laquelle peut fort bien être purement imaginaire), l'élasticité de prévisions

(16) Nous ne croyons pas utile d'exposer ici en quoi consiste l'élasticité de prévisions, cette question étant traitée dans tous les manuels modernes.

(17) Cf. M. KALDOR, *Speculation and Economic Stability*, « Review of Economic Studies », vol. VII, 1939-1940.

des entrepreneurs déclanche l'inflation; la faible élasticité de prévisions des salariés en retarde la propagation et, en ce sens, la prolonge.

Le premier aspect de notre relation dynamique : déclenchement et prolongation est ainsi élucidé. Il se fonde sur la disparité des élasticités de prévisions, disparité où réside l'*asymétrie* des perspectives en présence.

Reste le second aspect : l'amplification et l'accélération. Il s'explique par référence à un autre concept : celui de *minimum sensible* emprunté à Wicksteed ⁽¹⁸⁾. Si l'élasticité de prévisions des salariés est normalement voisine de zéro, il ne s'ensuit point qu'ils soient insensibles à la baisse de pouvoir d'achat qui correspond pour eux à la hausse des prix. Ils n'y sont toutefois sensibles qu'à partir d'un certain *seuil*, atteint au bout d'un certain temps. Une modification infime ne les affecte pas et, d'autre part, en raison d'autres inerties, la hausse des prix de gros ne se répercute pas immédiatement sur le coût de la vie. Leur réaction est simplement tardive. Mais si la hausse des prix ne se résorbe pas promptement, par suite d'une intervention énergique de la banque centrale ou pour toute autre raison, cette réaction finit par se produire. Selon l'expression de Rosenstein-Rodan, le *retard de réaction* s'inscrit dans un *délai* de réaction. A l'expiration du délai, que se passe-t-il? Les syndicats demandent le rajustement des salaires, le plus souvent au niveau des prix alors atteint, comme si ceux-ci devaient s'y stabiliser, ce qui veut dire que leur élasticité de prévisions est alors égale à zéro. Non sans tergiversations, entraînant un nouveau délai, la hausse est généralement accordée. Le rajustement ainsi opéré ne signifie ni qu'une position d'équilibre soit atteinte, ni que, s'il en est ainsi, cet équilibre soit stable. En effet, en vertu de leurs élasticités de prévisions élevées, les entrepreneurs mis en présence d'une hausse des salaires augmenteront de nouveau les prix et cela plus que proportionnellement si leurs élasticités de prévisions sont supérieures à 1. Le désajustement initial était leur fait; sous forme d'un nouveau désajustement, l'*amplification* l'est également. Il pourra même advenir que ce nouveau désajustement se produise en prévision de la hausse des salaires qui va être accordée et avant qu'elle l'ait été effectivement.

Mais il est clair que cette hausse des prix se répercutera d'autant plus rapidement sur le coût de la vie qu'elle sera plus forte. La réaction des salariés sera pareillement plus forte, d'autant plus que leurs élasticités de prévisions, instruites par la répétition de l'expérience, s'élèvera à son tour. Leur délai de réaction, c'est-à-dire l'échéance où le rajustement des salaires sera exigé et obtenu, sera d'autant plus bref, d'où s'en-

(18) *Commonsense of Political Economy*, 2^{ème} partie, ch. I et II.

suivra un nouveau désajustement et ainsi de suite jusqu'au moment où les délais de réaction étant devenus tous nuls, les élasticités de prévision toutes infinies, l'inflation se sera muée en hyperinflation, nécessitant une novation monétaire radicale. L'*accélération* et la limite du phénomène sont ainsi expliquées.

A partir d'une incitation inflationniste initiale quelconque, exogène ou endogène, l'élasticité de prévisions des entrepreneurs est une fonction croissante des réactions des salariés; le retard de réaction de ces derniers, une fonction décroissante de l'élasticité de prévisions des entrepreneurs. Considérées dans leur ensemble, les élasticités de prévisions croissent en raison inverse des délais de réaction; ceux-ci décroissent en raison inverse des élasticités de prévisions. Mais l'élément essentiel de la relation dynamique réside dans la disparité des élasticités de prévisions et les retards de réaction qui en découlent, c'est-à-dire dans une réciprocité asymétrique des perspectives.

* * *

Telle est la trame. Selon le langage courant mais, à notre avis, très improprement, on parlera de mécanisme, alors que nous sommes en présence d'une structure de comportement bi-spécifiée. Ces comportements sont-ils, au sens de Stackelberg, dépendants ou indépendants? Ils sont à la fois l'un et l'autre. Dépendants, puisqu'ils découlent de deux horizons reflétés l'un par l'autre. Indépendants, puisqu'ils laissent place à une certaine liberté de manoeuvre faute de laquelle on ne saurait parler de stratégie, à une certaine latitude, à un certain flou qui n'est pas l'aspect le moins déconcertant pour l'observateur.

Bien entendu, si nous avons l'ambition d'intégrer ce modèle binaire dans la structure multi-spécifiée qui est celle qui s'offre à nos yeux, de le combiner avec d'autres relations binaires, par exemple celles qui s'établissent entre revenus industriels et revenus agricoles, entre revenus privés et finances publiques, etc., l'impression de flou s'accuserait encore et nous ne tarderions guère à perdre pied.

L'aspect politique trahit le même embarras. Il est significatif de constater que la banque centrale elle-même, lorsqu'elle se propose de justifier son action, ne se réfère presque jamais à un complexe de motivations qu'il lui serait malaisé de formuler et qui ne vaudrait guère mieux qu'une caricature. Pour les besoins de son plaidoyer, elle privilégie tantôt tel phénomène, par exemple la hausse des salaires, tantôt tel autre, par exemple le déficit budgétaire. Or, il s'agit dans l'un et l'autre cas, sous une dénomi-

nation uniciste, d'un phénomène bi-spécifié, soit la relation salaires-prix, soit la relation déficit budgétaire-pouvoir d'achat nominal.

Ce n'est pas tout : le phénomène évoqué n'est ni linéaire, ni même continu. Il mériterait plutôt l'appellation anglaise de « clumsy », pareil à la démarche hésitante d'un *homéostat* ⁽¹⁹⁾ monté sur deux pattes (ou, ce qui revient au même, sur deux paires de pattes), oscillant de l'une sur l'autre au hasard des obstacles imprévus qu'il rencontre sur sa route, à la poursuite d'un équilibre dont il s'approche plus ou moins sans jamais l'atteindre parfaitement. L'homéostat serait-il un mille-pattes, sa démarche n'en serait pas mieux assurée. Manoeuvrière, tâtonnante, elle procède par étapes : elle est essentiellement *discontinue*.

Cette discontinuité fondamentale qui est le propre de tout dynamisme économique est évidemment à l'opposé des présupposés commodes sur lesquels repose l'analyse statique. Nous avons parlé de fonctions croissantes ou décroissantes, en hommage au bon usage de l'École, et bien qu'il soit clair, à la lumière de notre contexte, que cet artifice de langage confine à la mauvaise métaphore et ne doit point dégénérer, sous peine de travestir dangereusement les données de notre problème, en artifice de pensée.

Ce scrupule, que dicte l'interprétation du phénomène monétaire, s'impose davantage encore à son antidote, c'est-à-dire à la *politique* monétaire.

De celle-ci, l'opinion mal avertie se plaît à dénoncer les hésitations et la brutalité. Comment en irait-il autrement ? La banque centrale hésite par crainte d'être brutale et elle est conduite à l'être finalement d'autant plus qu'elle a davantage hésité. Cette alternative ne concerne évidemment pas l'action quotidienne par laquelle la banque centrale intervient en tiers arbitre dans le dialogue du banquier et du client mais, conformément à la distinction précédemment énoncée, les mesures spectaculaires, volontairement telles, qu'elle prend de temps à autre lorsqu'il lui apparaît nécessaire de s'ériger contre la coalition banquier-client et de la neutraliser, en d'autres termes de faire prévaloir sa propre perspective sur la leur.

Envisagée sous ce second angle, celui qui importe le plus, la politique monétaire est, au même titre que l'évolution qu'il lui incombe de redresser, essentiellement *discontinue*.

En présence d'un homéostat qui s'égare parce qu'il se détache, elle est le guide commis au soin de suppléer aux « automatismes » défaillants.

(19) Le néologisme *homéostasie* désigne, d'après Walter Cannon, la faculté, pour un organisme vivant, de maintenir relativement constant un certain état d'équilibre. On connaît l'homéostat d'Ashby. On pourrait en imaginer d'autres. S. P. DE LATIL, *La pensée artificielle*, Paris, Gallimard, 1951, pp. 271 et suiv.

L'inflation, ce mal monétaire par excellence, ne se guérit pas toute seule. Or ses manifestations sont grossièrement prévisibles, difficiles à interpréter; d'où les hésitations de la Banque. Aux *traumatismes* qui se produisent, elle ne peut obvier que par des traumatismes *de sens inverse*; d'où sa brutalité. Les incertitudes du diagnostic commandent les excès de la posologie. Non seulement celle-ci ne se mesure pas avec précision, mais elle vaut surtout par sa sévérité. Pêche-t-elle par défaut, elle aggrave le mal. Au contraire, les récriminations du malade sont le commencement de sa guérison.

De quoi s'agit-il en effet? De rajuster le volume exagérément gonflé de la masse monétaire? Ce résultat ne s'obtiendra que progressivement, au bout d'un certain temps, une fois la psychose inflationniste apaisée. Il s'agit d'aller à la racine de cette dernière, c'est-à-dire aux élasticités de prévisions en visant les plus élevées d'entre elles, non point celles, par conséquent, des salariés, mais bien celles des entrepreneurs spéculateurs.

C'est pourquoi une politique de blocage des salaires ou la remise en équilibre du budget ne sont qu'adjuvants et ne sauraient constituer l'instrument principal de l'assainissement monétaire. La menace d'inflation persiste aussi longtemps que les entrepreneurs-spéculateurs, manieurs du capital et usagers du crédit, conservent, pour quelque motif que se soit, une élasticité de prévisions supérieure à 1. Or ces agents sont aussi, avec les banques commerciales dont le portefeuille courant se valorise ou se déprécie en fonction de la baisse ou de la hausse du taux d'intérêt en vigueur, les plus sensibles à la manoeuvre du taux de l'escompte. La hausse de ce dernier, répercutée sur le marché monétaire, puis sur le marché des capitaux, réduit donc la demande de crédit. Mieux encore — et c'est ce qui échappe au commentateur superficiel — la simple *éventualité* d'une telle hausse freinera simultanément la demande de crédit par les spéculateurs, l'offre de crédit par les banques ⁽²⁰⁾, en abaissant du même coup leurs élasticités de prévisions.

La hausse du taux de l'escompte et les techniques connexes du contrôle quantitatif — élévation des pourcentages de réserves obligatoires, ventes sur le marché libre — répondent donc à une double nécessité : en premier lieu et de manière immédiate, mécanique pourrait-on dire, comprimer la masse monétaire; en second lieu et de manière permanente, entretenir par la crainte de leur éventualité dans l'esprit des praticiens une in-

(20) Cet ultime effet, le plus important, et le plus méconnu, a été clairement dégagé par R. V. ROOSA, cf. « Interest Rates and the Central Bank », *Money, Trade and Economic Growth*, pp. 270-295.

certitude endémique propre à limiter de part et d'autre l'offre et la demande de crédit. Sous ce second aspect, les techniques du contrôle monétaire sont de nature dialectique.

Qu'est-ce à dire? La politique monétaire est placée dans une autre alternative. Il lui appartient de *prévenir* ou de *rectifier*. Bien que certaines banques centrales aient été, il n'y a pas si longtemps, des institutions fort prospères, le lucre n'est point leur raison d'être, alors qu'il est celle, du moins en régime capitaliste, des entreprises — banques commerciales, sociétés industrielles, haut ou bas négoce — qui ont recours au marché monétaire. Ce régime fonctionne normalement, la monnaie demeure saine, tant que les chances de profits restent raisonnables et n'*excluent pas tout risque de perte*. Ce régime se trahit, la monnaie se dégrade lorsque ces chances se muent en quasi-certitude. Car rien ne vient alors limiter l'inflation de crédit. Celle-ci se nourrit elle-même. Pour les raisons précédemment indiquées, elle est auto-entretenu et auto-accélérée.

Le rôle de la banque centrale revêt, en pareille conjoncture, un aspect vraiment paradoxal : il consiste à provoquer artificiellement des pertes, ou, pour parler le langage à la mode, *une récession*, c'est-à-dire une situation où les prévisions étant démenties devront, bon gré mal gré, être réformées. Cette action correctrice n'est pourtant pas inéluctable et l'on doit lui préférer une action consistant à prévenir le recours abusif au crédit, non point en mettant tardivement en perte des affaires malencontreusement engagées, mais en rendant constamment sensible à l'esprit de leurs initiateurs l'éventualité d'une perte, que celle-ci soit imputable à une récession possible ou à quelque autre cause. Si le calcul économique est forcément faillible, il l'est d'autant plus qu'il s'opère avec moins de rigueur. Tout le monde peut se tromper. Une politique monétaire saine fait supporter à leurs auteurs le poids des décisions fautives; une politique de facilité transfère ce poids à la collectivité tout en y faisant proliférer des « enrichissements sans cause » ⁽²¹⁾. Un calcul économique digne de ce nom, où les perspectives ne soient pas d'avance faussées dans un sens perceptible aux plus obtus, n'est certes point une panacée; mais on ne peut durablement s'en passer. L'un des objectifs de la politique monétaire consiste à lui conserver ou, si besoin est, à lui restituer sa rigueur.

Compromet-elle, ce faisant, l'expansion, la croissance, le développement, le plein-emploi, le bien-être collectif, le bien commun, l'intérêt général et autres entéléchies dont personne n'est parvenu à donner une défi-

(21) Au sens juridique de l'expression dont on doit remarquer que, du point de vue économique, elle est un non-sens.

dition claire? C'est ce que d'aucuns lui objectent, et c'est là un risque qui, à court terme, est indéniable. Probablement tend-on à l'exagérer. Mais cette exagération même est dans la logique propre à la politique monétaire; puisque ou bien celle-ci n'est rien ou, si elle ne démissionne pas, fait figure de gêneuse quand ce n'est point d'épouvantail.

Elle n'évite les coups de boutoir qu'à force de coups d'épingle. La fréquence de ses interventions vaut mieux que leur vigueur, et sa tutelle est d'autant plus efficace qu'elle est plus vigilante. Indiscreète, intempestive, elle le paraît toujours. Cette bonne fée a vilaine mine. Les applaudissements ne sont pas son lot.

Son lot est de canaliser et, lorsqu'il le faut, d'aller à contre-courant des forces enclines à se déchaîner. A ce titre déjà, elle est antagonique. Sa perspective *contraignante* affronte une perspective *contrainte*. L'asymétrie est ici à son comble, la complémentarité aussi.

PIERRE DIETERLEN

Paris, Centre National de la Recherche Scientifique.

SUI MODI DI CONTRIBUIRE ALLO SVILUPPO DELLE AREE E DELLE CIVILTÀ DEPRESSE

Qui di seguito pubblichiamo tre articoli esprimenti altrettanti modi da tenere nei confronti dei paesi sottosviluppati, specialmente afroasiatici.

Enrico Marchesano, uomo di finanza e d'industria, considera doveroso l'intervenire nei paesi sottosviluppati e suggerisce un'azione comune sotto l'egida di organizzazioni internazionali, sì che non s'abbia a sospettare nell'azione d'uno stato soltanto i vecchi sistemi di colonialismo. Egli ritiene che questa politica verso le aree depresse economicamente e civilmente debba essere affrontata fidando soprattutto sull'iniziativa privata, cui gli stati dovrebbero assicurare le condizioni generali di proficuo svolgimento. L'assenteismo degli imprenditori potrebbe provocare, all'interno come all'estero, interventi di stato poco conformi, con conseguenze strutturali irrimediabili. L'azione nelle aeree e nei paesi sottosviluppati, condotta dall'iniziativa privata sorretta dalla coordinazione politica degli stati in cui essa costituisce ancora uno stile di vita, dovrebbe essere impegnativa e immediata, in modo da contrastare l'azione di paesi a differente stile economico, la cui superiorità, lungi dall'essere effettiva, starebbe solo nella simultaneità dell'aiuto con l'offerta, alla cui quadratura immediata le popolazioni arretrate sono estremamente sensibili.

Annamaria Sternberg Montaldi, già fellow del Bologna Center della Johns Hopkins University, deriva dagli insegnamenti negativi del passato e soprattutto dell'ultimo periodo la convinzione che gli europei dovrebbero assumere un atteggiamento nuovo, diverso, distaccato dal carattere del colonialismo ottocentesco, al quale gli arabi e i popoli africani possano rispondere senza il miope fanatismo che distingue la loro azione politica attuale. Ma le possibilità di un ritorno alla collaborazione su questa base sono minime, stante che il moto panarabo e panafricano si svolgeranno probabilmente sino alle estreme conseguenze.

Il Professor Demaria è invece per un impegno ancora maggiore di quello preconizzato da Enrico Marchesano. Il suo tema, specifico all'emigrazione occidentale verso i paesi sottosviluppati, si amplia in disegno generale, ad un tempo ricco di riferimenti e proposte concrete. Di massima, la collaborazione occidentale dovrebbe superare le pavidie mosse di compromesso, da cui trae le maggiori ragioni di successo la concorrente azione comunista, coltivando rapporti e iniziative coi paesi arretrati sino a renderli emancipati e addirittura oltre, giacchè sarebbe senza senso ad esempio combattervi una lotta per il prezzo quando le loro strutture economiche non fossero ancora assestate. La collaborazione dovrebbe essere a un livello di comprensione tale da non disarmare di fronte alla stessa indolenza delle genti aiutate, spesso restie alla disciplina del progresso.

Ciò è detto in maniera quasi polemica verso "coloro i quali oggi pensano che a seguito delle nuove forme di solidarietà europea, che avranno effetto con la costituzione del Mercato comune, non sarà più possibile avviare verso i paesi arabo-asiatici che intratterranno con la Comunità più intense relazioni di collaborazione economica e politica, contingenti considerevoli di popolazione attiva occidentale, come per contro avveniva prima per certe nazioni europee sotto l'effetto delle vecchie politiche coloniali,,. Parimenti l'autore argomenta con "coloro i quali pensano che, salvo certe circostanze, il movimento in senso contrario delle popolazioni attive dei paesi arabo-asiatici sarà ugualmente arrestato. Cioè che i gruppi indigeni che fino a ieri trovavano occupazione nel territorio europeo, specie in Francia, non potranno più lasciare i loro paesi d'origine per essere ammessi nei paesi della Comunità economica europea in maniera, se non permanente, almeno in parte continuativa e beneficiarvi quindi dei vantaggi d'un più elevato livello di vita,,. (RED.).

OBBLIGHI E RESPONSABILITÀ DELL'INIZIATIVA PRIVATA NEI PAESI IN FASE DI SVILUPPO

In un mondo in cui, dal tempo di Mazzini, s'è fatto sempre più raro il parlare di « doveri », mentre spesso si parla di « diritti », di « rivendicazioni » e simili, non è forse privo di significato riflettere sugli obblighi e responsabilità dell'iniziativa privata nei paesi in fase di sviluppo.

L'argomento fa parte del tema più vasto degli obblighi e responsabilità degli imprenditori nella vita economica nazionale e internazionale, sul quale peraltro non indugio.

Vorrei aggiungere che il problema non è di ordine astratto, teorico; è invece concreto, attuale, e si riferisce al singolare e palpitante dinamismo del mondo che ci circonda nella pur tormentata epoca in cui viviamo.

E qui è forse opportuno accennare alle caratteristiche più peculiari di questa nostra epoca. Il mondo è diventato una piccola aiuola; su di essa, nessun isolamento è più consentito ad alcuno; l'abolizione delle distanze e il superamento di ogni ostacolo naturale o voluto dall'uomo, è senza dubbio una delle caratteristiche più marcate della nostra era nucleare; cosa che mette fuori dubbio come i destini siano ormai comuni per tutti i Paesi uniti da una comune civiltà. Così, dopo l'ultimo conflitto abbiamo visto il vincitore tendere la mano al vinto, per aiutarlo a sollevarsi. Ciò significava in sostanza: il tuo problema è anche il mio.

In altre parole, i compiti fondamentali che ogni Stato tradizionalmente assumeva di fronte ai suoi sudditi per realizzare la più ampia diffusione della ricchezza attraverso un equilibrato sistema di giustizia contributiva e distributiva e per assicurare un soddisfacente ritmo di progresso ed una sufficiente stabilità sociale, sono andati dilatandosi sempre più. Ciò in uno col ritmo stesso delle conquiste dell'uomo sulla natura, le quali assumono, ormai, specie nei Paesi dotati di maggiori mezzi, ampiezza e raggio internazionali. Nessun Paese potrebbe ormai illudersi di poter godere della propria stabilità sociale o del grado altissimo di benessere raggiunto,

senza curarsi di ciò che avviene anche sui più lontani continenti, o in Paesi ad esso remoti sulla via del progresso, altrettanto quanto lo sono nello spazio. E questa caratteristica fondamentale del mondo è portata, da tutti i segni, ad accentuarsi ancor più nell'avvenire.

Orbene, è alla luce di questa basilare constatazione che anche ogni ordine di problemi riguardante categorie o insiemi del corpo sociale va considerato ove si voglia restare aderenti alla realtà. Lo stesso vale, in particolare, per la categoria degli imprenditori liberi, in cui si esprime la forza e l'opera dell'iniziativa privata. Riguardo a questa, una domanda di ordine pregiudiziale può subito porsi: e cioè se la sua funzione sia ancor oggi fondamentale per il mondo al quale apparteniamo, com'è stata finora; in altre parole, risulta tale funzione mortificata dalle circostanze attuali sì da passare in seconda linea, o risulta per contro tuttora essenziale, o forse anche esaltata, nel quadro delle concrete prospettive?

Pare non vi sia da esitare per rispondere che la funzione degli imprenditori non solo è confermata, ma rafforzata. E infatti, se è vero che la gara o sfida, in atto nel mondo intero, si pone fundamentalmente fra due sistemi economici, quello a fondamento collettivistico o quello a fondamento liberale, questa si fonda sul presupposto di dimostrare la maggiore efficienza e vigore nell'utilizzare proficuamente le risorse dei Paesi anche meno sviluppati, sì da promuoverne il rapido sviluppo e benessere.

Con ciò voglio riferirmi anche ad un concetto che ho sentito esprimere recentemente dal signor Spaak, nel senso che questa sfida — come tutte le competizioni — varrà in definitiva a provocare un più rapido ritmo di progresso sulla via in cui l'umanità è comunque chiamata a procedere, con o senza siffatte sfide. Certamente il nostro è un procedere più pericoloso in ragione dell'incombente minaccia che la competizione possa sboccare in un tragico urto, ma, ciò malgrado, dobbiamo confidare che questi contrasti abbiano a tradursi in una spinta salutare per il progresso e la migliore convivenza dei popoli.

Da molti è stato eloquentemente sottolineato la caratteristica che distingue i due sistemi economici. Da un lato, la « concorrenza » che per naturale selezione assicura la maggiore produttività nell'interesse comune. Dall'altra parte il « monopolio » che, nelle sue forme diverse, direttamente o indirettamente altera questa selezione, facendo muovere i concorrenti da punti di partenza ineguali, o attribuendo armi e diritti diversi che falsino la parità di condizioni tra le imprese concorrenti, pubbliche o private che siano.

Se si tiene fede al « principio-motore » della concorrenza — cui l'imprenditore libero deve sottostare esigendo con tutte le sue forze che val-

ga per tutti — si tiene fede all'economia di mercato, il cui obiettivo è la formazione dei prezzi (qui meritano controllo molte considerazioni che si sentono fare in materia di loro fissazione), e per ciò stesso attuante la sola genuina difesa del consumatore oltre ad assicurare un più alto livello di produttività con l'offerta di beni e servizi a prezzi tendenzialmente sempre più vicini ai costi e un più rapido ritmo di progresso economico e sociale.

Oserei dire — per quell'indissolubile legame che esiste fra sistema economico e ordinamenti della vita pubblica — che, anche nel campo politico, ciò che distingue o dovrebbe distinguere il mondo libero dall'altro, è parimenti la libera « concorrenza ». Alla maggiore « produttività » economica che la concorrenza assicura con la salutare selezione, fa riscontro la selezione competitiva tra le varie tendenze e tra gli uomini che si offrono per servire il proprio Paese nella delicata amministrazione della cosa pubblica. Soltanto se, e nella misura in cui, il sistema funziona facendo cadere la scelta su chi dà le migliori garanzie di adempiere alle promesse del programma, esso può dimostrare la propria capacità competitiva nei confronti dei sistemi che da tale libera competizione prescindono.

Uno dei banchi di prova è la spesa pubblica. E poichè sulla spesa pubblica ha un diretto riflesso l'azione che lo Stato svolge nel campo economico, diventa palese come sia errato presentare sotto forma di anti-tesi la funzione economica dell'iniziativa libera e di quella dello Stato. Esse invero si integrano e si completano, pur restando nettamente distinte nelle caratteristiche e nei fini. Non di rado si attribuisce ai sostenitori della libertà dell'iniziativa privata l'intenzione di negare il diritto dello Stato (che è un dovere) di « governare » anche in materia economica. Non v'è nulla di più errato. Ciò su cui v'ha dissenso sono soltanto le caratteristiche e i limiti dell'azione dello Stato in questa sfera.

* * *

Che gli interventi pubblici e quelli privati non siano da considerare sotto il profilo di contrapposizione tra funzione pubblica e funzione privata, ma sotto l'aspetto di una necessaria ripartizione di compiti riguardo alle complesse esigenze e alle rispettive concrete possibilità, appare ancor più evidente quando si considerino i problemi di cui ci occupiamo, cioè la azione concreta da svolgere nei confronti dei Paesi o territori sottosviluppati. Questa non può evidentemente essere soltanto dei singoli, ma ricade sulle collettività nazionali, e più sovente ancora su più nazioni insieme.

Come sappiamo, il problema si presenta diversamente a seconda delle varie situazioni. Tra i Paesi sottosviluppati, ve ne sono di quelli la cui

economia si basa ancora sulla monocoltura o sulla coltivazione di un paio di prodotti, il cui destino è quindi legato alla fluttuazione della domanda da parte dei Paesi consumatori e alle ricorrenti crisi o recessioni. Il problema, ovviamente, consiste nel come si possa intervenire per dare a questi Paesi un minimo di stabilità economica, assicurando ai loro prodotti uno smercio che dia una sufficiente contropartita d'acquisto.

E' compito delle categorie imprenditoriali, cui quelle materie e prodotti interessano, di contribuire attraverso le loro organizzazioni nazionali e internazionali affinché un intervento concordato possa realizzarsi nel migliore dei modi da parte dei rispettivi Paesi. Ciò nella premessa di neutralizzare possibilmente interventi che, apertamente o meno, vengano condizionati dall'instaurarsi in loco di influenze politiche avverse al sistema economico e sociale cui apparteniamo. Quest'opera, d'altra parte — rendendo i territori beneficiati capaci di assorbire con un ritmo più costante beni strumentali e di consumo e servizi in contropartita dei loro prodotti — può in definitiva risultare di qualche giovamento per gli stessi Paesi che attuano l'intervento. Può anche soggiungersi, per quel che riguarda il ceto imprenditoriale, che la partecipazione, in un modo o nell'altro, a simili interventi, servirebbe ad evitare, nell'interno del Paese, talune deviazioni a carattere continuativo rispetto alle normali correnti dei traffici, che possono venire determinate dal modo con cui — con l'intervento statale — avviene l'immissione, sui rispettivi mercati, delle materie e dei prodotti di provenienza dai paesi sottosviluppati.

Allo stadio intermedio v'è l'altra categoria di Paesi in fase di sviluppo, la cui economia, avendo superato gli stadi primitivi, è avviata per quella industrializzazione che da un secolo a questa parte ha determinato, per l'effetto stesso della produttività, un grado di diffuso benessere insieme al poderoso ritmo di progresso civile e sociale che caratterizza la civiltà moderna. Conquista e merito anzitutto di pionieri, e poi dei tanti operatori che nei modi della libera intrapresa, impegnando lavoro e risparmio, hanno reso possibili a strati sempre più numerosi della popolazione il godimento di beni e servizi prima esclusivi di pochi. Sono questi i Paesi nei quali — pur avendo raggiunto un certo grado di sviluppo — l'entità relativa del reddito nazionale non consente ancora la formazione di un sufficiente volume di risparmio interno per assicurare con adeguato investimento un soddisfacente ritmo di sviluppo e di progresso.

Analogamente, per qualche aspetto, si presenta il problema di Paesi — come il nostro — che, pur raggiunto un elevato grado di progresso economico, lamentano tuttora la presenza di zone cosiddette « depresse ».

Obbligo e responsabilità dell'iniziativa privata riguardo ai Paesi e alle zone depresse è indubbiamente di non mancare alla propria funzione — oggi come ieri decisamente sociale, creando, a proprio rischio, ricchezza per la collettività in cui opera — assumendosi per l'appunto il massimo di rischio senza che l'intrapresa degeneri tuttavia in avventura e in gioco d'azzardo. A meno che essa non abbia la possibilità di andare al di là di tale limite, consapevolmente in vista di un obiettivo che ancora non si presenta come pacifica contropartita. E' peraltro regola comune, che là dove si naviga tra maggiori pericoli e dove pochi hanno l'ardimento di avventurarsi, maggiori sono i margini di beneficio. L'analogia è consona per chi cerca di creare nuovi mercati, tentando vie nuove di produzione o di traffici. In breve, occorre che l'imprenditore non si sottragga — specialmente in queste circostanze — alla legge del rischio, essenza stessa della funzione imprenditoriale. Bisogna anche si renda conto che il non fare, per sottrarsi al rischio, può comportare una responsabilità negativa, ma non meno grande, della stessa azione sbagliata; ciò non fosse altro in quanto la carenza di iniziativa può imporre altri interventi pubblici da cui derivano deviazioni durevoli e perniciose al sistema di economia libera in cui ha titolo di cittadinanza.

Ciò premesso, è anche ovvio che a ogni responsabilità e obbligo va congiunta una corrispondente facoltà e libertà di operare. Diversamente: « *ad impossibilia nemo tenetur* ». E la difesa di queste facoltà e libertà fa anch'essa parte dei doveri primordiali dell'imprenditore, in veste di cittadino anzitutto e — se la democrazia, mi fa venia — in veste di cittadino « qualificato ». Chè una cosa è essere ossequienti alle leggi, osservando fedelmente i principî costituzionali del Paese, ed altra cosa è cadere in un conformismo che sia indolenza o malintesa disciplina; o — peggio ancora — errato calcolo, nel senso di attendersi, a fronte di un diritto che si lascia conculcare con la creazione di un indebito privilegio a vantaggio di altri, compenso dall'una o dall'altra provvidenza, aiuto o benevolenza più o meno illusoriamente riparatrice.

In concreto, per la libera intrapresa, il problema sta in linea generale nella ricerca degli elementi necessari e sufficienti affinchè essa possa « assumersi il suo rischio ». Di massima, nella richiesta di una politica economica tendente ad eliminare gli ostacoli che ne inceppano il libero operare. Questi, sappiamo — per enumerarne qualcuno dei più importanti — sono instabilità monetaria, persistente squilibrio del bilancio statale e della bilancia dei pagamenti, incertezza del diritto, particolarmente di quello fiscale, minaccia di nazionalizzazioni, creazione di enti privilegiati ecc. Relativamente all'attività in Paesi esteri, si chiamano, in aggiunta

a quelli dianzi elencati: doppia imposizione, discriminazione a danno di imprese strauiere, limitazione al trasferimento di utili e al rimpatrio di capitali, e così via. Si chiamano, ancora, incertezza dei confini che limitano il campo riservato alla iniziativa privata da quello in cui lo Stato intende intervenire; diseguali condizioni di concorrenza con l'iniziativa statale stessa. Con la conseguenza di determinare, oltre al pregiudizio di ordine materiale, quello ancora più grave di un'atmosfera di minor considerazione e addirittura di diffidenza. Credo sia giusto dire che l'iniziativa privata manca al suo compito categorico senza giustificazione allorquando si verifichi una carenza della stessa pur sussistendo le premesse per la sua azione. Mentre non le si può imputare responsabilità allorquando, pronta ad operare, si trova la strada sbarrata da ostacoli e difficoltà che da sola non è in grado di rimuovere.

Per i Paesi sviluppati, ma con presenza di « zone depresse » o con un ritmo di sviluppo cui non sono sufficienti le risorse domestiche (tale il nostro Paese, per il quale anche lo schema del compianto Ministro Vannoni ritiene indispensabile l'apporto estero), l'eliminazione degli ostacoli del tipo sopra richiamato e l'eventuale adozione di incentivi si presentano come necessari e sperabilmente anche sufficienti affinché l'intervento privato dell'estero si realizzi in modo sostenuto con quel flusso di investimenti internazionali di capitali, auspicato come indispensabile al benessere e al progresso economico del mondo. Questo flusso deve essere in prima linea agevolato dalla politica economica dei paesi bisognosi dell'apporto estero. E' quanto qualcuno ha espresso efficacemente osservando che « se si è a uno dei capi della fune, non si può spingere la fune stessa; si può solo lasciarsi tirare ». Nulla di più esatto.

L'immagine si precisa con quanto scriveva Harold E. Stassen in un articolo su « Foreign Affairs », dal titolo *The case for private investments abroad*, nell'aprile 1954:

« ...è necessario chiarire che gli investimenti non sono cose che accadono da sè. Nè cose che spuntano naturalmente. Essi traggono origine sostanzialmente dalle decisioni che vengono prese dai Governi che desiderano vedere i capitali stranieri investiti nei rispettivi Paesi. Gli investitori desiderano realizzare utili che possano essere pagati loro liberamente nella propria valuta. Essi desiderano non essere sottoposti a trattamenti discriminatori ed a rischi anormali. E poichè gli investitori americani hanno enormi possibilità di scelta sul loro Continente, Canadà incluso, dove non esiste nessuna vitale difficoltà, se si vuol creare un clima capace di attrarre gli investimenti in altri Paesi, è necessario che vi si

creino condizioni di attrattività che si avvicinino e possibilmente superino quelle che esistono nel Nord America ».

Per quanto riguarda l'azione da svolgere nei confronti dei Paesi a sviluppo generalmente arretrato, in cui vi è accentuata disparità di condizioni sociali, economiche e politiche, in cui mancano ancora le infrastrutture essenziali o più grave è la carenza di sicurezza, non bastano, normalmente, i mezzi e le iniziative dei singoli; in molti casi non bastano neppure i mezzi che un singolo Paese può apportare. Si prospetta pertanto, nelle varie sedi internazionali, piuttosto la forma di interventi collettivi attraverso organi nuovi o organi già esistenti a cui altre funzioni si aggiungano accentrando ulteriori mezzi. Questo è giustificato con due chiare ragioni di base: la prima è che noi siamo impegnati con qualcuno che agita la sua spada come vuole, senza bisogno di chiedere nulla a nessuno, qualcuno che può promettere quello che vuole, fare gli interventi che crede e effettuarli prontamente, sicchè dando subito, sembra proprio dia due volte. L'esigenza di avere, anche da questo lato, la spada affidata ad una sola mano è pertanto una necessità di assoluta evidenza per l'efficacia degli sforzi e degli interventi dell'Occidente.

La seconda ragione è che più di un Paese occidentale viene definito « colonialista », con una fioritura di slogans che condannano l'intera opera passata anche là dove è risultata sommamente benemerita.

Ora, quando nell'uno o nell'altro luogo, dove vi sia un'acuta crisi che faccia temere lo scoppio di una conflagrazione, si presentano le truppe dell'O.N.U., con reparti forniti da numerosi Paesi, l'esperienza ci prova come le popolazioni locali non si abbandonano mai a manifestazioni di insofferenza o di suscettibilità nazionalistica; ciò perchè quelle truppe non arrivano sotto la bandiera di un solo Paese, ma sotto un emblema internazionale esprimente civiltà e inteso a un'opera umana di indiscutibile interesse generale. Con un concetto analogo, quando si svolge un'azione nel campo economico-finanziario attraverso organi internazionali collettivi, s'ha il vantaggio di presentarsi in modo che più facilmente arrivi a far comprendere il valore altamente umanitario dell'iniziativa.

Si può aggiungere, che l'intervento collettivo, attraverso un organo o ente interstatale, in luogo dell'intervento dell'uno o dell'altro singolo Stato, lascia ancor meglio aperte le possibilità del successivo intervento dell'iniziativa privata non appena sussistano le condizioni necessarie e sufficienti. Questo è anche l'auspicio che nelle varie competenti istanze internazionali non si tralascia di formulare.

La Camera di Commercio Internazionale, in ogni occasione, e gli organi ufficiali della Assemblea Generale delle Nazioni Unite (Consi-

glio Economico e Sociale), che si sono occupati del problema degli aiuti e dell'esportazione di capitali all'estero, oltre al noto rapporto Randall ad Eisenhower del 1954, hanno sempre insistito sulla necessità di promuovere con ogni mezzo opportuno l'intervento dell'iniziativa privata. In sostanza perchè si conviene come essa dia maggior affidamento in ragione della responsabilità economica che l'operatore porta. Questa responsabilità difatti autorizza la presunzione che le sue scelte siano economicamente sane e che la sua azione si svolga su una linea di maggiore produttività.

* * *

Da tutte queste considerazioni può dirsi risulti chiaramente confermato come la funzione dei liberi imprenditori, nel quadro della situazione attuale, e in particolare di fronte ai problemi di portata sempre più vasta che stanno loro innanzi, sia insostituibile e impegnativa.

E' dunque ancora attraverso la libera impresa che occorre vieppiù sollecitare la formazione del risparmio e il suo affluire verso investimenti realmente produttivi, in un ambito sempre più vasto, esteso anche ai Paesi e alle zone in ritardata fase di sviluppo, sì da poter mettere in valore per il bene comune le immense risorse mondiali. La stabilità generale ne guadagnerebbe enormemente.

Sotto qualunque cielo e in qualunque regime, è la disponibilità di risparmio da investire e la capacità degli imprenditori a determinare il ritmo del progresso economico, e, con esso, del progresso sociale. La sfida in atto, richiamata all'inizio di queste note, dovrà in sostanza dire, come già accennato, se si attinge maggiore efficienza col risparmio spontaneamente formatosi e liberamente affidato alla responsabilità dell'imprenditore privato, o col risparmio forzato, gestito da funzionari statali o di partito.

In aggiunta vorrei sottolineare come soltanto una tendenziosa propaganda possa far apparire l'imprenditore un'artificiosa invenzione dei regimi liberali, come un *ex machina* con finalità di classe. Ogni iniziativa economica è, di necessità, affidata ad un imprenditore, privato o pubblico. La differenza consiste nel diverso modo del rispondere della propria azione. Il primo sopporta le dirette conseguenze economiche dei propri errori e insuccessi in uno con chi gli ha dato fiducia affidandogli il proprio risparmio; mentre l'imprenditore pubblico (i funzionari che ripetono dallo stato la direzione delle cose economiche) risponde solo a un'eventuale istanza politica e amministrativa, di non sempre identificabile consistenza.

Perchè la lotta tra i due modi d'intrapresa non sia impari occorre tuttavia sia assicurato all'imprenditore privato il rispetto dei presupposti essenziali affinchè possa debitamente e compiutamente portare la responsabilità che gli compete. In breve, che siano mantenute al sistema che vige sulla nostra riva le caratteristiche fondamentali ad esso proprie.

È ciò non solo sul terreno di una contrapposizione astrattamente ideologica, bensì nella determinante evidenza che attraverso il sistema della libertà economica si può raggiungere un alto livello di benessere collettivo in uno con l'elevazione della personalità umana.

E' quindi in definitiva azzardato affermare — come non di rado si sente da taluna parte — che alle popolazioni in fase di ritardato sviluppo possa riuscire più attraente il « pane quotidiano » loro offerto dai regimi a ideologia materialistica e a fondamento collettivistico, che non la « libertà » — nella versione civile del benessere — offerta dai regimi a fondamento liberale.

ENRICO MARCHESANO

Milano.

IL MONDO AFROASIATICO NELLA ATTUALE SITUAZIONE INTERNAZIONALE

Ad una analisi spregiudicata dei fatti, la solidarietà seppure formale che si va determinando nel mondo afroasiatico ha qualche cosa di paradossale.

Si tratta certo di una solidarietà a carattere negativo innanzitutto perchè si è sviluppata, si sviluppa e continuerà a svilupparsi sul leit-motiv dell'anticolonialismo e dell'indipendenza. E' un leit-motiv che da una parte muove da una candida e fanatica convinzione e dall'altra costituisce un'ottima base per l'imperialismo nasseriano che ha bisogno di ideologie intuitive ed immediate che riflettano i confusi sentimenti latenti nelle masse.

Ma questa solidarietà negativa non può nascondere i dissensi. Nulla è meno uniforme, meno omogeneo dell'agitato mondo arabo, dove i nuovi corsi politici e le nuove tendenze si accavallano in una spesso incoerente e affascinante successione di fatti.

L'accordo che si realizza solo nella condanna dell'« imperialismo europeo » nasconde il caos profondo che resta dalla mancata soluzione di tutte le controversie interne. E le riunioni della Lega Araba ce lo confermano tutte le volte.

Un'analisi del documento redatto al Cairo (1 gennaio 1958) in occasione della II. Conferenza Afroasiatica che seguiva quella di Bandung dell'aprile 1955, ci permette di renderci conto della posizione formalmente assunta e del genere di accordo che può realizzarsi. Si tratta di decisioni e raccomandazioni che portarono alla creazione di un Consiglio Permanente della Solidarietà Afro-Asiatica, con sede al Cairo. Sono documenti interessanti anche se verbosi e prolissi. Dopo una parte introduttiva e generica viene il capitolo intitolato alle decisioni politiche. Questo capitolo ripete con varianti la condanna del colonialismo mutando le espressioni:

« Le ambizioni delle Potenze coloniali conducono ad un'interferenza negli affari interni dei paesi ed alla conclusione di patti ed alleanze militari e politiche minaccianti la pace mondiale ». « Si condanna il colonialismo in tutti i suoi aspetti ».

Poi di nuovo :

« I patti e alleanze militari e politiche che creano sfere di influenza ».
 « I trattati che influiscono sulla sovranità nazionale dei paesi ». « Lo sfruttamento dell'economia nazionale di un paese a beneficio di potenze coloniali ».

Il florilegio fatto di tautologie e pleonasmi potrebbe continuare. Il secondo capitolo, dedicato alle « Armi ed esperimenti nucleari », inizia :

« Consideriamo gli esperimenti nucleari un pericolo per l'umanità... per questo chiediamo a tutti i governi interessati di por termine immediatamente agli esperimenti nucleari... Punto 3) Denunciamo la fornitura di armi nucleari a paesi che non le producono... Punto 5) Chiediamo che sia iniziato immediatamente un graduale disarmo ».

Che significato ha questa diversificazione prolungata di un medesimo processo? Sembra che l'elencazione ripetuta serva a valorizzare le richieste che si risolvono in scontata inutilità.

Il punto 8) poi afferma testualmente :

« I partecipanti alla Conferenza ritengono che i progressi illimitati, soprattutto in materia di razzi teleguidati e di energia nucleare, rappresentino un grande pericolo per l'umanità, *tanto più* che essi saranno utilizzati a scopi di distruzione. Chiediamo che le risorse scientifiche vengano usate a fini pacifici nell'interesse dell'umanità ».

L'affermata inevitabilità dei fini distruttivi verrebbe a togliere qualsiasi significato alla richiesta successiva.

Nel capitolo dedicato alla cooperazione economica, dopo il solito preambolo contro il colonialismo, si postulano delle richieste che non si vede in che modo possano condizionare la realtà. Che cosa significa infatti « La Conferenza chiede lo stabilimento sul mercato mondiale di prezzi favorevoli delle materie prime »? (Lettera B).

A parte l'imprecisione e la vaghezza dell'aggettivo « favorevole » (che significherà alto per i produttori e basso per i consumatori) l'inutilità pratica di una simile affermazione appare ovvia, quasi che le leggi economiche della domanda e dell'offerta, in campo internazionale, seguissero le affermazioni di principio ed i desiderata di una conferenza.

Così per affermazioni come « La Conferenza chiede l'incremento dei commerci fra tutti i paesi, qualunque sia il loro sistema economico e sociale ». Evidentemente queste richieste sono solo frasi ad effetto, di buona sonorità. Non esiste certo una norma di diritto internazionale che vieti allo Stato italiano di legiferare sulla Manciuuria se i nostri deputati han-

no piacere di impiegare così il loro tempo. Si tratta di vedere poi come le norme votate potranno essere applicate in Manciuria.

Il Capitolo sulla Cooperazione Economica può avere qualche cosa di positivo quando viene inteso a incrementare e favorire gli scambi fra i paesi membri, le riforme, la industrializzazione.

Rimane il problema della preparazione tecnica sufficiente, che un atteggiamento molto miope verso il contributo europeo non può certo favorire. A lettera F) leggiamo infatti :

« Il Mercato Comune Europeo mira a limitare il campo economico dei paesi dipendenti (sic!), rendendoli *proprietà* dei sei stati europei; esso mira inoltre, con una massiccia concentrazione di capitali stranieri, ad opporsi all'aspirazione dei popoli di liberarsi dalla dominazione coloniale; esso infine mira a distaccare tali paesi dalle nazioni indipendenti afroasiatiche ».

Una visione così semplicistica e sviata del MEC appare quanto mai significativa per indicare la psicosi in cui si svolgono queste conferenze. I fatti soprariferiti, dati per scontati, portano come conseguenza :

1. Liberazione contro la nuova oppressione coloniale.
2. Richiesta ai governi dell'Africa e dell'Asia di rispettare la libertà dei sindacati (?).
3. Denuncia del MEC e dell'inclusione in esso dei paesi non indipendenti. (Non è peraltro chiaro come avvenga la denuncia di un trattato di cui non si è parte).

Considerando il capitolo relativo allo sviluppo sociale, vediamo che

« l'oppressione, i massacri di massa, la discriminazione razziale, il disconoscimento dei diritti sociali sono la caratteristica della politica coloniale che alla fine è giunta alla distruzione dei fondamenti della struttura sociale e della solidarietà nazionale ».

Pur non volendo difendere il colonialismo in nessun modo, essendo esso certamente superato nella sua forma tradizionale, si devono tuttavia rifiutare certe generalizzazioni e certa retorica.

Parlando di « distruzione dei fondamenti della struttura sociale » a che si vuole alludere, se queste strutture erano, nella maggior parte dei casi, inesistenti prima dell'intervento europeo?

Sappiamo tutti che i quadri dirigenti e le élites dell'attuale mondo afroasiatico si sono formati nell'ambito della cultura europea, e questa non è una *diminutio capitis*, ma solo una constatazione di circostanze storiche.

Non vi sono commenti da fare circa le raccomandazioni nell'ambito sociale del capitolo seguente, a parte forse le dubbie attribuzioni al colonialismo di ostacolare il benessere della famiglia provocando la sua disgregazione (la poligamia di cui si auspica l'abolizione è dunque una istituzione europea?).

Le misure di uguaglianza fra i due sessi, di assistenza sociale, di servizi sanitari sarebbe davvero augurabile potessero venir realizzate, come auspicato dalla Conferenza.

Gli scambi culturali accentuano le relazioni nell'ambito afro-asiatico esclusivamente, con altre ripetute puntate anticolonialiste.

Il punto 3) di questo Capitolo lascia molta perplessità:

« La Conferenza afro-asiatica raccomanda che sia scritta un'opera, sotto forma di enciclopedia storica e geografica, sulla storia delle nazioni asiatiche ed africane, descrivendone la vita e le risorse ambite dal colonialismo. La stessa opera dovrà esporre le partecipazioni di ogni popolo alla lotta nazionale, ponendo in rilievo i *risultati disastrosi* del colonialismo e la lotta per ottenere la libertà... Stabilisce che l'opera sia redatta in conformità coi principi stabiliti dall'UNESCO per la redazione dei testi storici, al fine di rafforzare i *legami di amicizia* fra gli uomini [... Vedi paragrafo precedente], e suggerisce che sia organizzato un comitato di storici afro-asiatici che prepari il programma dell'opera ed inizi il lavoro ».

Un'indagine del genere, se obiettiva, potrebbe essere un pericolo per la solidarietà afro-asiatica.

Che cosa ricorderà questa storia per rafforzare i « secolari legami fra le due razze »? I massacri che gli schiavisti arabi compivano nei villaggi africani? I fiorenti traffici di schiavi negri organizzati dal Sultano di Zanzibar? O forse un uomo bianco: lo scozzese David Livingstone che mise piede in Africa nel 1840 e dedicò tutta la sua vita a lottare contro il turpe mercato, rendendosi popolare in tutta l'Africa per la sua azione in difesa dei diritti degli indigeni?

Ci sarebbero indubbiamente dei punti un po' contrastanti da risolvere. Si possono ammirare le vibranti condanne al minimo attentato alla libertà personale ed all'indipendenza, ma dimenticare che in uno dei paesi membri della Conferenza, l'Arabia Saudita, è tuttora tollerata la schiavitù e le pene variano dal taglio del naso all'amputazione delle orecchie, secondo lo « *jus taglionis* ».

Non volendo dunque negare la realtà di un risorgimento arabo e di una nuova consapevolezza politica, è opportuno ricordare i profondi in-

distruttibili legami che questo movimento presenta con la cultura e la civiltà europea, il cui influsso è stato determinante, sia positivamente sia, purtroppo, negativamente.

Gli europei dovrebbero assumere un atteggiamento nuovo, diverso, distaccato dal carattere che il colonialismo ottocentesco doveva assumere, a cui gli Arabi ed i popoli africani potrebbero rispondere senza il miope fanatismo che li distingue nella loro azione politica.

Tutto questo tuttavia ha poche possibilità di realizzarsi.

Il moto panarabo e panafricano si svolgeranno probabilmente fino alle loro estreme conseguenze, troppi errori essendo stati commessi sia da parte loro che da parte europea. Inoltre un ideale imperialistico, quale quello nasseriano, prospera nel contrasto, nella guerra psicologica, nelle parole altisonanti e nelle stesse sconfitte che, per errore tattico avversario, si risolvono in vittorie.

Il problema africano e medio-orientale, forse il più appassionante del momento attuale, è sorto e continua a svolgersi all'insegna dell'equivoco.

ANNAMARIA STERNBERG MONTALDI

Firenze.

L' AVVENIRE DELL' EMIGRAZIONE OCCIDENTALE VERSO I PAESI SOTTOSVILUPPATI (*)

I

Sono molti coloro i quali oggi pensano che a seguito delle nuove forme di solidarietà europea, che avranno effetto con l'istituzione della Comunità Economica Europea, non sarà più possibile avviare verso i territori d'oltremare dipendenti dai paesi della Comunità, e anche verso i paesi arabo-asiatici che intratterranno con la Comunità stessa più intense relazioni di collaborazione economica e politica, contingenti considerevoli di popolazione attiva occidentale, come per contro avveniva prima per certe nazioni europee sotto l'effetto delle vecchie politiche coloniali. Sono pure molti coloro i quali pensano che, salvo certe circostanze, il movimento in senso contrario delle popolazioni attive dei paesi arabo-asiatici sarà ugualmente arrestato. Cioè i gruppi di lavoratori indigeni che fino a ieri trovavano occupazione nel territorio europeo, specie in Francia, non potranno più lasciare i loro paesi d'origine ed essere ammessi nei paesi della Comunità Economica Europea in maniera, se non permanente, almeno in parte continuativa e beneficiarvi quindi dei vantaggi d'un più elevato livello di vita.

Entrambi questi modi di vedere il futuro sembrano però infondati, tranne alcuni casi ben precisi. Per quanto sembrino a prima vista abba-

(*) Il giorno 29 e 30 settembre 1958 si tenne alla Fondazione Cini a Venezia la seconda sessione della « Table Ronde des Problèmes de l'Europe ». La sessione fu presieduta da Edgar Faure e fu dedicata in gran parte ai problemi africani. Larga fu la partecipazione straniera. Tra le maggiori personalità straniere che presero parte alle discussioni furono Maurice Faure, François Mitterand, Jean Duvieusart, André Mutter. Il prof. Demaria presentò la comunicazione che qui si pubblica e prese parte in seguito alla discussione con un intervento che è pubblicato successivamente, sul quale si accese un ampio dibattito.

stanza ragionevoli e siano largamente condivisi da molti, essi sono in contraddizione radicale non soltanto con i caratteri probabili della migliore etica internazionale futura, ma anche con quelli della presente situazione economica e politica. Tali idee potevano avere un certo fondamento di verità nel sistema strettamente capitalista d'un tempo quando non esistevano, da un lato, che degli Stati imperialisti e sfruttatori e quando d'altro lato vi erano solo Stati coloniali e sottomessi. Allora gli Stati imperialisti erano in grado di imporre agli Stati assoggettati ogni sorta di condizioni economiche e politiche, compresa l'emigrazione occidentale, ed erano anche in condizione di difendere i loro lavoratori contro l'atteggiamento ostile dei paesi di immigrazione. Per di più importava poco ai paesi capitalisti di un tempo che, per effetto dell'emigrazione dei loro lavoratori, le possibilità di impiego dei lavoratori indigeni si riducessero quasi esclusivamente al lavoro manuale, con pochissime speranze, anche nel lungo andare, d'ottenere impieghi o d'esercitare professioni di qualificazione più elevata. Anzi questo era proprio lo scopo più o meno recondito della loro politica. Col pretesto della disoccupazione interna il loro obiettivo era di inserire nei differenti settori dell'economia dei paesi soggetti elementi sicuri che la potessero controllare e governare secondo gli interessi generali della madre patria. E' vero che uomini d'affari e talvolta anche uomini politici indigeni riuscivano a formarsi, ma la loro attività restava generalmente limitata o era di secondaria importanza. Essi non erano indispensabili nemmeno nel loro paese. Si aggiunga che sul piano costituzionale ogni funzione pubblica veniva amministrata da una schiacciante maggioranza di occidentali, in contrasto clamoroso con la schiacciante maggioranza, fra gli amministrati, degli indigeni.

Bisogna avere il coraggio di riconoscere tutto ciò per rendersi conto della causa maggiore dell'attuale reazione anticoloniale e per accettare di buon grado la soluzione che la storia ci impone; nonchè per impedire ugualmente che in avvenire si formino nuove occasioni di rottura tra i due mondi. Se le nazioni occidentali si ostinassero a trascurare queste verità sarebbero continuamente in pericolo. Non tanto di morte, quanto di perdere quella parte di autorità che loro rimane e che si annette generalmente alla situazione economica più evoluta. Per conseguenza non si potrebbero che difficilmente ristabilire le antiche correnti d'emigrazione occidentale che una volta, con le pressioni politiche più varie e a prezzo di gravi sacrifici da parte dei paesi assoggettati, trovavano nei paesi coloniali un largo sbocco. A questo riguardo una critica aperta non è affatto sterile in quanto può condurre a ristabilire relazioni internazionali

soddisfacenti con i paesi sottosviluppati e a eliminare ogni possibilità di equivoco.

Un primo aspetto di questa critica costruttiva e insieme salutare consiste nel riconoscere esplicitamente che nel passato le nazioni occidentali si erano trovate, nei confronti dei paesi sottosviluppati, in una situazione storica particolarissima, ben diversa dalla situazione storica presente. Allora un'autentica collaborazione tra paesi progrediti dal punto di vista economico e paesi meno progrediti era impedita da innumerevoli ostacoli. Con altrettanta spregiudicatezza bisogna pure riconoscere che le sofferenze e le miserie causate da questo stato di cose obbligano oggi le nazioni occidentali ad una riparazione. Una riparazione la quale dovrebbe essere stabilita in accordo con i paesi che soffersero per questa situazione. Questa prima misura potrebbe sembrare ingenua e utopistica. Data però l'enorme animosità che circonda attualmente i paesi occidentali nulla è più urgente e necessario che purificare i loro rapporti internazionali dalle conseguenze di una vecchia e spiacevole speculazione.

E' poi chiaro che ogni eventuale emigrazione di lavoratori occidentali nei paesi sottosviluppati dovrebbe presentarsi solo sotto forma di un ingresso di « puri lavoratori » nel mercato del lavoro dei popoli meno progrediti, *ingresso da concordarsi sempre con essi*. Nè più nè meno di ciò che viene fatto negli accordi bilaterali di emigrazione fra Stati sovrani. Per esempio, fra Italia e Brasile, fra Italia e Francia. E' indispensabile che il significato di una soluzione di questo genere sia unicamente quello di mera emigrazione di fattore-lavoro, e che risulti che questo lavoro è da una parte scarso e dall'altra abbondante. Dunque non si deve mai pensare ad un'emigrazione legata ad altri interessi la quale per conseguenza potrebbe provocare animosità e disordini. Questa emigrazione dovrebbe essere concepita e realizzata unicamente a scopo professionale, conformemente alla volontà generale della collettività alla quale è destinata e agli interessi privati, o, meglio detto, conformemente agli interessi professionali.

Se ciò non potrà essere realizzato, la formazione d'una barriera tra emigrati e indigeni diventerà inevitabile. Per contro, se questi ultimi si abitueranno a valutare i vantaggi che al loro paese deriverà da forze di lavoro straniere, non mancheranno di desiderare di vederne aumentato il numero. Alla stessa stregua, se la situazione economica esigesse la riduzione del numero dei lavoratori stranieri, il paese d'emigrazione dovrebbe essere pronto a rimpatriare quelli che non saranno più necessari.

Soltanto con questa politica strettamente economica il sistema capitalista occidentale potrà percorrere con successo un altro tratto di quel

cammino che ancora oggi si chiama penetrazione demografica coloniale. Un cammino peraltro che potrà essere infinitamente più lungo di una volta dato che il risollevarsi economico dei paesi arretrati è ben lontano dal poter essere realizzato in breve tempo. E' anche chiaro che man mano che questi paesi progrediranno, il vantaggio di attrarre nuove forze di lavoro qualificato straniero si rivelerà sempre più evidente e cospicuo. Qualche aspetto particolare può chiarire opportunamente l'esattezza di questo assunto.

Il successo di tutti i movimenti economici evolutivi — siano essi realizzati sotto forma di piani di industrializzazione o con l'industrializzazione spontanea — richiede sempre un aumento crescente del numero di lavoratori qualificati che invano alcun paese arretrato potrebbe pretendere di formare da sé. E' anche nella natura stessa di ogni movimento economico evolutivo che nuove e più elaborate tecniche produttive debbano formarsi per restare meglio legate alle esportazioni. Sarebbe estremamente dannoso che le nuove strutture produttive richieste dai paesi arretrati fossero poco moderne. Tali imprese non potrebbero resistere a lungo alla minaccia da parte delle imprese straniere che nel frattempo saranno ulteriormente progredite.

Gli imperativi del progresso economico esigono dunque che anche nei paesi sottosviluppati la legge del minimo costo sia sempre rispettata e che nessuno s'arresti su questo cammino. Financo il paese arretrato più sciovinista del mondo si ribellerebbe a lungo andare contro i propri uomini politici i quali, avendo stimato sufficiente il primo quantum di progresso realizzato col concorso straniero, decidessero in seguito di fare completamente da sé e di non più riconoscere gli accordi di collaborazione economica e di accesso di forze di lavoro straniere che furono firmati in precedenza.

Il vivo desiderio dei paesi arretrati di elevarsi è esattamente la migliore delle ragioni che possono costringerli a guardare continuamente più in alto. E' la formula magica per realizzare quel tipo di simbiosi fra le differenti classi economiche e sociali del mondo intero che è auspicata da tutti. Questa collaborazione non deve dunque mai arrestarsi, non solo perchè è soltanto grazie ad essa che lo sviluppo dei paesi poveri sarà assicurato ma anche perchè è da essa che discenderà uno sviluppo ininterrotto.

Guai se il desiderio di elevarsi economicamente, nato oggi con molta forza nei paesi ex coloniali, facesse difetto o venisse contenuto per effetto di una politica di tipo imperialista. I paesi che ne fossero vittime si unirebbero con molto più successo d'una volta attorno ai paladini del nazio-

nalismo e ciò sarebbe un danno generale. In effetti non soltanto l'ideologia nazionalista non troverebbe più ostacoli decisivi all'interno ma, a differenza di una volta, esistono oggi, accanto ai paesi capitalisti tutti malvisti senza eccezione, paesi aventi sistemi economici differenti il cui successo ispira una seduzione facile e meritata ai paesi che desiderano sbarazzarsi dei complessi politici che sinora li hanno aiutati in maniera non decisiva.

L'avvenire dell'espansione demografica occidentale verso i paesi arretrati non è dunque necessariamente tinto di nero, purchè questa espansione riposi sulla base di una franca collaborazione reciproca e non venga minacciata da nuove e più o meno occulte forme di imperialismo, del resto facilmente individuabili. Qualsiasi altro atteggiamento ritarderebbe una possibile e benefica evoluzione, peggio ancora l'escluderebbe l'attitudine bellicosa.

Da questo lato la superiorità dei metodi occidentali di espansione demografica rispetto al metodo comunista è evidente. Il metodo comunista è consistito finora nel trasferire masse intere di popolazione occidentale nei paesi sottosviluppati la cui economia viene in seguito vincolata, grazie al meccanismo rigido della specializzazione delle attività economiche, alla economia dello Stato più forte.

Non solo questo metodo non dà alcuna garanzia per il futuro ma, ciò che è peggio, non è immune da reazioni latenti. Esso richiede soprattutto uno straordinario impiego di costrizione politica nella sfera della condotta economica. Tra l'altro è difficile evitare interventi politici di grande disinvoltura, a volte senz'altro eccessiva. Se questo metodo fosse imitato dai paesi occidentali, si taglierebbero inequivocabilmente i ponti tra occidente e paesi arretrati.

Cercando ora di giudicare con obiettività l'ampiezza della possibile migrazione occidentale verso i paesi di colore, da attuarsi sotto forma di accordi bilaterali, bisognerebbe naturalmente prendere in considerazione le statistiche degli anni passati. Un simile fenomeno non ha però raggiunto mai proporzioni considerevoli. Nei limiti dell'osservazione praticamente possibile, si dispone oggi solo di un caso, vale a dire l'India.

La libertà politica raggiunta da questo paese ha consentito di intensificare, durante questi ultimi anni, importanti correnti migratorie inglesi. Grazie ad esse si è accelerato il processo d'industrializzazione indiana. Mai come nell'attuale periodo storico si è avuta una emigrazione occidentale tanto importante. Essa ha alimentato in maniera cospicua, con nuova linfa, le attrezzature produttive disposte dai piani di sviluppo che in parte sono stati finanziati dall'estero.

Uno sguardo anche superficiale alle statistiche indiane mostra come la creazione su vasta scala di nuove ferrovie, linee aeree, alberghi, grandi irrigazioni, centrali energetiche, raffinerie, industrie automobilistiche, industrie chimiche, industrie del cemento, e la coltivazione di miniere, si sono potute attuare in parte con lavoro occidentale. Per di più la rapida modernizzazione di un dato settore ha prodotto, e produce ancora in questo momento, una furiosa esigenza di modernizzazione di altri settori. Nuovi fabbisogni di popolazione attiva occidentale sono quindi nati e nascono continuamente.

Convieni a questo proposito anche notare — e questo è stato messo in evidenza dai rapporti alle assemblee di varie società commerciali occidentali che hanno preso parte allo sviluppo economico indiano — che la crescente indisciplinazione dei lavoratori indigeni, non ancora preparati alle nuove e sempre più ordinate forme di lavoro industriale ma facilmente disposti a denunciarne gli aspetti negativi, richiede, a volte improvvisamente, l'impiego di nuovi lavoratori stranieri più sperimentati e disciplinati. E' molto improbabile che questa tendenza si arresti tanto presto perchè la disciplina al lavoro industriale non si impara in breve tempo.

Non si tratta qui che di un esempio, tuttavia il suo peso logico è considerevole. E' la prova che una volta incominciata una catena di autentici ammodernamenti industriali, altri « devono » seguire rapidamente se non si vuole compromettere l'avvenire delle nuove industrie già realizzate o ridurle in rapida obsolescenza.

Questo aspetto viene spesso trascurato quando si parla del declino dell'influenza occidentale nei paesi di colore. Spesso questo declino esiste, anzi a volte è abbastanza grave, ma una politica realistica dei rapporti di lavoro tra questi due mondi così differenti per abitudini di vita e grado di civiltà, può permettere tuttavia di correggere e forse di rovesciare la situazione. Ciò che è strano è che i mezzi della soluzione si trovino nelle mani dei paesi che più temono per il loro avvenire.

II

Ognuno sa come le relazioni africane con l'Europa (poichè questo è il soggetto della nostra riunione, e ricordo come il Presidente nell'avvertire che l'ordine del giorno non è obbligatorio, abbia però inteso, in certa maniera, di notare anche che è stato privilegio di qualche autore il parlare di tutt'altra cosa che di quella che interessa in questo momento), non sono più altrettanto buone che un tempo. Mi riferisco naturalmente alle relazioni etiche e culturali e soprattutto a quelle politiche. In certi casi esse

sono decisamente cattive, soprattutto tra le élites superiori dei paesi africani e quelle dei paesi dell'Europa. Gli spiriti sono profondamente divisi. Fortunatamente, soprattutto da un punto di vista sociologico, la posizione delle famiglie e degli abitanti in generale, dell'« homo africanus » medio, è molto migliore. Queste popolazioni, infatti, considerate da un punto di vista medio, intendono conservare le loro relazioni economiche con l'Europa e persino di aumentarle nell'avvenire. Questo è anzi il loro scopo principale.

Ciò suggerisce una importante illazione: l'Europa sarà unita alla Africa soltanto quando troverà i mezzi per legare l'individuo medio dell'Africa all'individuo medio dell'Europa.

Ma l'Europa deve però tendere a prepararsi per un grande sforzo d'ordine economico nei confronti dell'individuo medio. Per di più questo sforzo non deve, a mio avviso, limitarsi a qualche settore economico soltanto, come invece ho sentito dire or ora.

L'Africa oggi è composta di popolazioni che hanno sete di arrivare ad un alto livello di vita. Il suo sviluppo economico deve perciò interessare tutti gli abitanti. Non deve essere limitato a pochi settori come il settore del petrolio o il settore costruzioni o il settore dell'elettricità. Per conseguenza i mezzi debbono essere tali da arrivare a realizzare questa concezione d'insieme integrale della vita economica. Essa è la sola politica conforme alla realtà dei fatti.

Se pensassimo soltanto a sviluppare i settori che presentano maggiore interesse economico per le « imprese » europee in Africa, cioè dal punto di vista del profitto di qualche capitale o di qualche lavoro, ciò sarebbe insufficiente. Si avrebbe sì uno sviluppo marcato di alcuni settori, come è accaduto nei paesi arabi, ma gli altri settori resterebbero arretrati. Tutti conoscono la questione del petrolio nel Medio Oriente. Non ci sono molti americani in quest'aula, e nemmeno molti inglesi, e quindi si può anche parlare distesamente. Si sono create nuove attività in questi paesi. Ma sono stati impiegati lavoro e capitali non africani nè asiatici, in gran parte americani e inglesi. La conseguenza è stata che la circolazione delle produzioni e dei redditi si è effettuata solo tra individui bianchi.

La prima necessità invece è che la circolazione economica si allarghi in maniera da comprendere tutti gli individui dei paesi arretrati. Occorre cioè sviluppare tutti i settori o almeno il numero massimo possibile. In linea generale si dovrebbe arrivare ad una politica di sviluppo che impegnasse contemporaneamente l'industria, l'agricoltura, l'artigianato, il commercio, i trasporti, le comunicazioni ed anche la stessa istruzione professionale delle masse africane.

Diversamente, se questa politica non venisse seguita dai Sei Paesi, si avrebbe nell'avvenire una opposizione d'ordine tanto culturale e spirituale quanto politico. Una opposizione di civiltà. Una nuova cortina ne sorgerebbe, di ferro o di altra materia, la quale ancora più profondamente dividerebbe le varie civiltà del mondo.

Dunque non soltanto si deve pensare ad una soluzione economica, ma si deve attuare una precisa politica economica che interessi tutti i settori economici. Si dovrebbe tuttavia capire subito che un tale sforzo non può essere intrapreso da un solo paese, nemmeno da un grande paese come la Francia. Ciò anche perchè un tale sforzo dovrebbe essere rapido. La tensione politica, che viene soprattutto dalla giovinezza africana (come ha detto il precedente oratore), è oggi tale da escludere ogni soluzione molto lontana nel tempo. Diversamente questa tensione si accrescerebbe ancora di più.

Per realizzare qualche cosa di veramente pratico in modo da attuare una politica totale, è chiaro che questa dovrebbe essere concertata attorno ad una tavola rotonda la più ampia possibile. Una tavola rotonda di autorità politiche sia dell'Africa che dei Sei Paesi, nonchè delle forze economiche occidentali interessate ai paesi africani.

La politica di collaborazione dovrebbe tendere anzitutto alla realizzazione d'uno stesso sistema istituzionale, affinchè le varie energie e iniziative di ciascuno dei Sei Paesi possano incontrarsi a parità di condizioni. Per sistema istituzionale intendo la necessità di leggi generali comuni. Anche un'amministrazione e relazioni estere comuni.

Per accelerare il ritmo di sviluppo (e mi riferisco ad una questione che sarà trattata domani, la questione degli investimenti), occorrerebbe poi programmare uno sforzo comune per la vendita dei beni d'equipaggiamento alle piccole imprese indigene, per aiutarle a superare lo stadio molto arretrato in cui si trovano, di maniera da permettere loro d'arrivare il più possibile ad uno stadio il più vicino a quello moderno della produzione.

A questo riguardo va asserito esplicitamente, e con la massima fermezza consentibile, che l'intervento pubblico nelle economie di questi paesi è assolutamente indispensabile anche se ciò importa gravi costi. L'affidarsi semplicemente alle iniziative private significherebbe procedere come si è fatto in passato, giacchè l'imprenditore occidentale agisce soltanto quando può sperare in un guadagno immediato considerevole.

Questa azione dovrebbe svolgersi in vari modi, soprattutto con la concessione di capitali europei a basso tasso di interesse o addirittura senza tasso di interesse, per un certo numero di anni.

Penso ugualmente che sarebbe necessario creare missioni comuni per organizzare l'aiuto tecnico, missioni formate soprattutto da industriali e banchieri dei Sei Paesi.

Penso ancora, e questo mi separa in notevole misura dalla tesi sostenuta dal mio amico e collega prof. Papi, che date le condizioni arretrate delle popolazioni africane non possiamo richiedere loro, immediatamente, di esporsi agli effetti di una concorrenza indiscriminata da parte delle imprese europee, tecnicamente molto più progredite. Si dovrebbe pertanto aiutarle con privilegi. Questa è l'opinione di un economista che in Italia passa per liberale. La soluzione basata sulla pura libertà è molto pericolosa. Attualmente e soprattutto nelle circostanze di tensione politica in cui viviamo, l'idea di libertà deve significare insieme libertà contro i privilegi dei più forti e difesa privilegiata dei più deboli. Una libertà dunque attenuata. Pertanto si dovrebbe pensare anche a importazioni ed esportazioni a prezzi garantiti almeno per un certo periodo di tempo, dopo il quale, naturalmente, la protezione dovrebbe attenuarsi e poi sparire nel momento in cui legittimamente si potrà affermare che queste popolazioni potranno veramente resistere ai colpi del gioco semplicemente economico della concorrenza internazionale.

GIOVANNI DEMARIA

Milano, Università Bocconi.

LA QUESTIONE DEI GRANDI CANALI NAVIGABILI NELLA VALLE PADANA

1. — Subito dopo l'ultimo conflitto mondiale, il problema idroviario padano è tornato a sollecitare l'attenzione degli enti pubblici e degli operatori economici, ridestando, con nuovi temi, una polemica antica. Quanti sono venuti partecipando al dibattito concordano però circa un punto fondamentale: la convenienza economica del trasporto per via d'acqua interna. Acquisita questa comune premessa, avanti di inoltrarci nell'esame dei diversi progetti idroviari tendenti ad attuare il collegamento fra il mare Adriatico ed il lago Maggiore, sarà bene epilogare alcuni argomenti essenziali circa l'economicità di costruzione e d'esercizio di una simile nuova via. L'esecuzione di una via d'acqua navigabile viene, in generale, richiesta dalla dimostrata insufficienza presente o futura, del mezzo ferroviario e di quello stradale a soddisfare adeguatamente il volume di traffico delle materie prime e delle merci di un Paese, dirette dal mare verso l'interno e viceversa, e di quelle destinate a località intermedie. La soluzione viene, a volte, favorita dall'esistenza, in una regione, di una o più vie d'acqua naturali (fiumi e laghi), ed è particolarmente sollecitata da ragioni d'ordine produttivo in virtù dei particolari vantaggi che possono essere ottenuti dalle industrie con il suo sfruttamento. La navigazione interna ha però alcuni precisi limiti di esecuzione e d'impiego. Il primo, è rappresentato dall'indole fisica delle regioni implicate; il secondo, dal genere delle merci conferite a questo mezzo di trasporto. In altre parole, le contrade montuose sono ovviamente fra quelle che non si prestano alla costruzione di tali opere; così pure le merci più adatte ad essere trasportate su percorsi navigabili sono, in generale, quelle povere, di massa, alla rinfusa e non facilmente deperibili.

2. — Diversi sono gli elementi che concorrono ad accordare alla navigazione interna l'importante ruolo che detiene nel settore dei trasporti. Esaminiamo i più importanti.

L'impiego di forza motrice di un natante per trasportare 1000 kg. di merce è mediamente di $\frac{1}{2}$ - 1 HP, purchè la pendenza della via d'acqua sia normale e convenientemente regolata; sale ad 1 - 3 HP per la ferrovia ed a 8 - 15 HP per la strada, in relazione al tipo di autocarro ed al tracciato stradale. Sulla via d'acqua, un uomo concorre a trasportare circa 92 tonn. di merci; cifra che si riduce a 5 - 6 tonn. per la ferrovia ed a non più di 2 tonn. e mezza per la strada con normale autocarro. L'impiego di un natante di 1200 tonn. di portata utile, corrispondente a circa 60 autotreni con rimorchio e ad un convoglio ferroviario di 60 vagoni, richiede anche un minor impiego di personale, equivalente cioè a 4 unità per turno (1 capitano, 2 marinai, 1 mozzo per il primo mezzo); contro le 120 unità richieste dal mezzo stradale (ogni autocarro con rimorchio si compone di un autista e di un aiuto) e rispetto alle 5 unità richieste dal mezzo ferroviario (macchinista, aiuto e frenatori), cui vanno aggiunte un imprecisabile numero di unità disposte lungo la linea. Un natante del tipo ora considerato occupa, rispetto ai concorrenti mezzi della ferrovia e della strada, una minor zona d'ingombro, rispettivamente così calcolata :

- natante da 1200 tonn = 85-90 ml.;
- colonna di 60 autotreni con rimorchio = circa 6900 ml. compresa, naturalmente, la distanza regolamentare richiesta fra questi mezzi in movimento;
- convoglio ferroviario di 60 carri = circa 450 ml.

Pure molto diverse risultano le spese d'acquisto dei tre differenti mezzi, rispettivamente di :

- 126 milioni di lire circa per un natante di 1200 tonn.;
- 600 milioni di lire circa per 60 autotreni con rimorchio;
- 405 milioni di lire circa per 60 carri ferroviari più una locomotiva.

Per effetto di simili vantaggi, la navigazione interna consente di ottenere economiche tariffe di trasporto, che agevolano, in misura notevole, il ridursi dei costi di produzione industriale per le aziende che possono direttamente fare uso di tale mezzo.

3. — Diversi sono i fattori che concorrono alla formazione del nolo di trasporto per via d'acqua, ma i principali sono :

- a) la capacità di carico di un natante e la durata effettiva del suo impiego;
- b) la distanza esistente fra le località di provenienza e quelle di destinazione delle merci;
- c) il tempo richiesto per compiere l'intera navigazione;
- d) la natura delle merci da trasportare;
- e) le eventuali possibilità di carico per i viaggi di ritorno;

- f) le tariffe richieste per le operazioni di trasbordo;
 g) le tariffe praticate dai mezzi di trasporto concorrenti.

I noli praticati sulle vie d'acqua navigabili italiane sono, in media, di 3,50 - 5 lire per tonn./km., mentre quelli corrispondenti della ferrovia e della strada oscillano attualmente intorno alle 9 lire per tonn./km. ⁽¹⁾.

Su vie d'acqua interne all'estero, tale differenza risulta però più accentuata. Sul Reno, ad esempio, per il tratto navigabile Strasburg-Basel di circa 125 km., vengono applicati i seguenti noli :

Tipo della merce	Via d'acqua Tonn.	Ferrovia Tonn.
Carbone		10,50 Fr. sv.
Nafta	6-7 Fr. sv.	11,85 »
Cereali		9,20 »
Merce minuta		13-16 »

Sul canale Alberto, che collega Anversa con Liegi, il trasporto idroviario praticava non più di 5 anni fa, un nolo di Fr. 0,23 per tonn./km. di merce, contro i Fr. 0,94 della ferrovia. Sui canali navigabili della Germania, l'economia d'impiego del mezzo idroviario è stata calcolata anche sulla base del rapporto nolo/ore lavoro. Se ne desume così che, mentre oltre 40 anni fa il trasporto di una tonnellata di merce per ferrovia o su strada su una distanza di circa 120 km. rappresentava il 54% di una giornata media lavorativa di un operaio, circa 15 anni dopo, con l'entrata in esercizio del mezzo idroviario, tale percentuale è scesa, secondo i dati più recenti, gradualmente fino al 14% circa. Anche su distanze di poco inferiori ai 100 km. con percorso pressochè parallelo ad una strada o ad una ferrovia, la navigazione interna ottiene sensibili vantaggi economici di trasporto, purchè esistano le seguenti condizioni :

- a) deve trattarsi di merci non imballate;
 b) l'industria a cui le merci sono destinate deve avere i suoi impianti sulla via d'acqua;
 c) i carichi da trasportare non devono essere inferiori alle 900 tonn.

Ad uguale potenzialità ed a parità, o quasi, di costo d'impianto, la via d'acqua richiede, rispetto ai mezzi concorrenti (strada e ferrovia), un costo di esercizio notevolmente inferiore, valutato cioè nel rapporto di

(1) Attrezzature adeguate ed accresciuta massa di traffico rappresentano, per l'odierno sistema idroviario padano, condizioni indispensabili per conseguire noli migliori per l'utente, intorno cioè alle 2-2,50 lire per tonn./km.

1 : 3 a favore del primo mezzo. Oltre al trasporto di merci povere e di massa (minerali di ferro, rottami, carbone, nafta, laterizi, pietre, cemento, prodotti chimici, olio grezzo, ecc.), a tariffe economiche, una via d'acqua navigabile favorisce il sorgere di attività industriali che possono definirsi suoi « prodotti derivati ». Intendiamo riferirci alle centrali idroelettriche che possono venire costruite a fianco delle conche di navigazione. Vediamone un esempio tipico.

A fianco della biconca di Kembs, sul Reno, sorge una Centrale idroelettrica che produce circa 900 milioni di KWh all'anno, sfruttando un salto d'acqua di oltre 15 metri equivalente al dislivello totale della biconca. Tale biconca è stata costruita e viene mantenuta in esercizio a spese della società idroelettrica ed il transito dei natanti attraverso questa biconca non viene gravato di pedaggio. Analoghe opere vengono attuate anche su alcuni costruendi canali navigabili europei. In questo modo si è così potuto ottenere un beneficio reciproco fra navigazione e produzione industriale.

4. — Nel nostro paese, la possibilità di fare uso della navigazione interna come economico mezzo di trasporto, si limita, quasi esclusivamente, alla Valle Padana dove le vie d'acqua navigabili (laghi esclusi), hanno uno sviluppo complessivo di 2.117 km., con un movimento di merci pari a circa 2.830.000 tonn. Questa rete di vie d'acqua navigabili comprende :

- a) la Litoranea Veneta che ha uno sviluppo di 556 km. ed è navigabile con natanti da 160/600 tonn. secondo i diversi tratti della linea;
- b) i Navigli Padovani per complessivi 150 km.;
- c) la Rete Polesana d'interesse locale per il collegamento Brondolo-fiume Po;
- d) i Navigli Ferraresi che hanno uno sviluppo di circa 300 km.;
- e) i Navigli Milanesi composti dal naviglio Grande e di Pavia, i quali fanno capo alla darsena di Porta Ticinese a Milano;
- f) il corso del Po da foce Mincio al mare per complessivi km. 140, navigabile con natanti di 600/800 tonn.

L'ordinamento giuridico che dispone per l'impiego di questo sistema idroviario come via di trasporto, è stato sanzionato dal Testo Unico sulla navigazione interna approvato con R.D.L. 11 luglio 1913 n. 959, il cui art. 1 precisa : « La navigazione è l'oggetto principale a cui servono i laghi, i canali ed i fiumi navigabili. A questo fine sono subordinati tutti gli altri vantaggi che possono ottenersi dalle loro acque e gli usi a cui queste possono applicarsi ».

Le linee navigabili, secondo tale R.D.L., si dividono nelle quattro seguenti classi :

- 1^a classe - quelle di interesse militare;
- 2^a classe - fiumi e canali o laghi che, da soli o collegati fra loro, mettono capo a porti marittimi (o parificati ai marittimi) e giovano al traffico di un esteso territorio;
- 3^a classe - canali senza tali requisiti, ma che giovano al movimento commerciale di centri abitati considerevoli per industrie e prodotti agricoli;
- 4^a classe - tutte le altre.

Le spese d'impianto e d'esercizio delle linee di 1^a classe sono a totale carico dello stato; quelle di 2^a classe sono per $\frac{3}{5}$ a carico dello stato e per gli altri $\frac{2}{5}$ a carico delle provincie e dei comuni interessati; quelle di 3^a classe sono rispettivamente per $\frac{3}{5}$ a carico di comuni e provincie e per i rimanenti $\frac{2}{5}$ a carico dello stato; per quelle di 4^a classe, infine, la aliquota di spesa da ripartirsi fra stato, comuni e provincie, subirà lievi variazioni rispetto alle precedenti.

5. — Futuro obbiettivo principale della navigazione interna nella Valle Padana è quello di collegare direttamente il mare Adriatico al lago Maggiore mediante l'idrovia Venezia-Locarno. Tale collegamento potrà essere indifferentemente attuato con due diversi tracciati previsti da altrettanti progetti (o tesi), redatti, si afferma, secondo il principio della maggior convenienza tecnica-economica e sociale.

Prima tesi, quella proposta dal Consorzio del canale Milano-Cremona-Po costituito con Legge 24 agosto 1941 n. 1044, di cui fanno parte la Provincia ed il Comune di Milano, la Provincia ed il Comune di Cremona. Il relativo progetto prevede il seguente tracciato: mare Adriatico fiume Po - Mantova (foce Mincio) - fiume Po - Cremona - Canale artificiale - Milano sud (porto commerciale) - Canale navigabile e Ticino regolato - lago Maggiore. Il percorso complessivo previsto per questo tracciato dal mare al lago Maggiore è di circa 465 km. per un dislivello di circa 194 m. da superarsi (nel tratto Cremona - lago Maggiore), mediante 19 conche; percorso e dislivello che si calcola saranno coperti in circa 54,30' ore di navigazione per il solo viaggio di andata. La spesa per la costruzione di una parte di quest'opera idroviaria (canale Cremona - Milano di oltre 70 km.), è stata preventivata, nel 1952, in 24 - 26 miliardi di lire, a cui vanno sommati altri 11 miliardi di lire per la costruzione dei due porti relativi ai capoluoghi (Cremona e Milano) ed un imprecisabile numero di miliardi per opere e sistemazioni sul Po, (ponti, argini, regolazione dell'alveo, dragaggi, ecc.), il cui termine d'esecuzione, per ottenere la necessaria « costante efficienza » di navigazione, è attualmente, altrettanto imprecisabile. Questo fiume, che rappresenta una seria incognita per la progettata via

navigabile Venezia - Locarno, ha il deflusso delle acque a carattere cosiddetto torrentizio con percorso tortuoso e va soggetto a frequenti fenomeni di piene e di magre eccessive che disturbano il regolare svolgersi della navigazione. Infatti, dopo un lungo periodo di anni dedicato a sistemazioni che sono costate alcune decine di miliardi di lire, la navigabilità di questo fiume è solo lievemente migliorata ⁽²⁾.

Nel tratto mare Adriatico - foce Mincio (Mantova), l'insufficienza di fondali determina l'arrivo di motocisterne da 700 - 1000 tonn. di portata, caricate per metà, limitazione questa che riduce in misura sensibile la possibilità di conseguire noli economici e che rende assai difficile una navigazione costante, soprattutto con merci solide, così come lo richiederebbe l'esigenza di approvvigionamento di molte industrie lombarde. Trascurabilissima invece la quantità finora trasportata da Marghera a Cremona che, nel periodo compreso fra il 1° gennaio ed il 31 settembre 1958 è stata di sole 3000 tonn. In altre parole, i trasporti di olio grezzo fra Venezia e Mantova che dal 1° gennaio al 31 agosto sono stati di complessive 240.000 tonn., corrispondono solamente ad un quinto circa della quantità che si sarebbe potuto effettivamente trasportare su una via d'acqua regolarmente navigabile ⁽³⁾. Alla non ancora risolta incognita del Po, vanno inoltre aggiunte le negative conseguenze che seguirebbero alla esecuzione del canale Cremona - Milano - lago Maggiore, il quale, oltre a richiedere un elevato e quindi antieconomico numero di conche, non attraversa zone di importanza industriale e va ad incidere un fitto e complicato sistema di canali derivatori, distributori e di scolo della rete d'irrigazione e di bonifica delle ricche zone agricole del lodigiano del comprensorio di Muzza.

Seconda tesi, quella esposta a Mantova il 10 novembre 1957 in occasione di un Convegno interregionale denominato del Canale navigabile

(2) In nove anni, e cioè dal 1949 al 1957, ad avvenute sistemazioni del Po per il 75% (!), sul tratto Cremona-Carbonara Po, la lettura dei diagrammi stampati a cura della « Sezione autonoma del Po di Parma », ha dato i seguenti risultati: giorni 332 per anno nei quali non si è raggiunto il fondale di m. 2,50; giorni 302 per anno nei quali non si è raggiunto il fondale di m. 2,00, oltre a molte altre zone segnalate, dove, quasi sempre, si sono verificate altezze d'acqua inferiori a m. 1,20.

(3) Nel 1957, nel tratto Marghera-Cremona, la flotta di motocisterne in servizio sul Po, ha effettuato 24 viaggi per complessive 7.242 tonn. di olio grezzo trasportato, pari cioè ad un quantitativo medio per viaggio di 301 tonn. (Da « la verità su l'idrovia padana » gennaio 1959, pag. 10).

Nei primi dieci mesi del 1958, nel tratto Marghera-Mantova, la stessa flotta ha effettuato 666 viaggi per complessive 337.291 tonn. di olio grezzo trasportato, pari cioè ad un quantitativo medio per viaggio di 505 tonn. (Da « La gazzetta di navigazione interna », n. 1, pag. 20).

Mincio - Ticino. Il progetto predisposto dai tecnici del suddetto canale navigabile, prevede il seguente tracciato: mare Adriatico - Tartaro - Canal Bianco - Mantova (laghi) - Pozzolo sul Mincio - Canale artificiale - Milano nord (porto industriale) - Canale artificiale e Ticino regolato - lago Maggiore. Il percorso complessivo previsto da questa via d'acqua fra il mare Adriatico ed il lago Maggiore è di circa 380 km. con un dislivello di circa 194 m. da superarsi mediante 9 conche; percorso e dislivello che si calcola potranno essere coperti con circa 51 ore di navigazione per il solo viaggio di andata. Circa la spesa richiesta per la esecuzione di quest'opera, (da Pozzolo sul Mincio a Milano Nord), dovendosi necessariamente aggiornare il preventivo di costo del canale Cremona - Milano, (anno 1952 = 24 - 26 miliardi) al valore attuale della lira, ne risulterà che il canale navigabile Mincio - Ticino, pur prevedendo un maggior percorso di circa 47 km. di canale, richiederà una spesa complessiva di costruzione pressochè uguale a quella del Cremona - Milano, ma sarà adatto alla navigazione di natanti da 1350 tonn. a pieno carico.

Analoghi risultati tecnici ed economici non potranno invece venire garantiti dal canale navigabile Cremona - Milano che prevede un maggior numero di conche (un minimo di 9) ed è progettato per natanti da 600 tonn. A favore del canale navigabile Mincio-Ticino, possono inoltre essere fatte le seguenti considerazioni:

- a) permetterà più facili e meno costosi collegamenti con i laghi alpini;
- b) si inserirà, senza variazioni, nel tracciato idroviario per Torino;
- c) si svilupperà fra le provincie più industrializzate della Lombardia;
- d) garantirà fondali d'acqua di m. 3,50 ed una navigazione sicura per 365 giorni all'anno (*).

Queste ed altre finalità di carattere economico e sociale che potranno venire attuate con la esecuzione e l'esercizio del canale navigabile Mincio - Ticino, sono state opportunamente sintetizzate in una « Dichiarazione Comune » che accompagnò la presentazione di tale progetto ⁽⁵⁾.

(4) Il tracciato idroviario per la navigazione nella Valle Padana, a seconda che si svolga prevalentemente su fiume o su canale artificiale dovrà essere formulato tenendo pure presente due sensibili e sostanziali differenze fra la prima e la seconda via. A) La velocità dell'acqua del Po in condizione di piena ordinaria è di circa m. 1,20 al secondo, mentre nel caso di un canale navigabile tale velocità scende a soli 8-10 cm. al secondo. La portata d'acqua del Po ai fini della navigazione deve essere mediamente di 450 mc/sec. portata che si riduce a soli 4-5 mc/sec. per il canale. Ciò interessa soprattutto ai fini della utilizzazione (già proposta) dell'acqua del Po (circa 230 mc) per scopi irrigui.

(5) « I sottoscritti Rappresentanti affermano pertanto: essere del tutto evidente

6. — Come altre vie di comunicazione e di trasporto, anche la via d'acqua navigabile ha una sua limitata zona d'influenza che nel caso della Idrovia mare Adriatico - lago Maggiore (considerati insieme i due diversi tracciati), risulta piuttosto vasta, comprendente cioè le provincie di Cremona, Parma (a cui i vantaggi derivanti dall'esercizio della navigazione verranno comunque, entro certi limiti, assicurati dal Po di cui sono rivierasche), Bergamo, Brescia, Como, Mantova, Trento, Verona, Novara, Varese e Milano. Il ruolo che queste provincie hanno nel quadro dell'economia agricola ed industriale del sistema regionale lombardo-veneto-piemontese, può essere, grosso modo, stabilito attraverso la lettura della seguente tabella, aggiornata sulla base di recenti censimenti provvisori.

Provincie	Popolazione attiva	Addetti Agricolt.	Addetti Industr.
Parma	190.000	58,6%	24,8%
Bergamo	286.780	22,3%	56,4%
Brescia	326.704	41,5%	39,7%
Como	—	35,0%	54,1%
Mantova	181.943	53,9%	24,1%
Verona	263.537	45,0%	34,0%
Novara	204.971	37,3%	42,7%
Varese	206.002	13,3%	68,8%
Milano	1.183.667	7,0%	60,0%
Cremona	149.650	43,0%	32,0%

Relativamente ai principali prodotti agricoli (frumento, granturco, ortofrutticoli, cereali, foraggi, piante industriali, ecc.), la produzione di tali provincie è risultata mediamente così ripartita :

Parma	q.li 7.732.000	Mantova	q.li 15.202.100
Bergamo	» 7.817.700	Verona	» 11.813.000
Brescia	» 15.254.745	Novara	» 1.426.040
Como	» 4.341.300	Varese	» 1.753.867

7. — Ma, come abbiamo in precedenza accennato, è la produzione industriale quella che possiede specifiche caratteristiche e quindi particolari esigenze d'ordine qualitativo e quantitativo che ben si adattano all'impiego del mezzo idroviario.

« che le zone della Valle Padana suscettibili di servirsi con adeguato vantaggio dei
 « trasporti per via d'acqua, sono quelle dove risulta più elevato l'indice di concentra-
 « zione industriale a ridosso della zona alpina piemontese e prealpina lombardo-veneta,
 « particolarmente puntualizzata fra il Ticino ed il Mincio nelle provincie di Varese,
 « Como, Milano, Bergamo, Brescia, Verona, Trento, Bolzano, Mantova e con speciale

In ordine d'importanza esse sono: l'industria siderurgica, quella chimica, l'industria per la raffinazione di olio grezzo, quella del cemento, l'industria dei marmi e di altre pietre pregiate, quella della carta e del cartone.

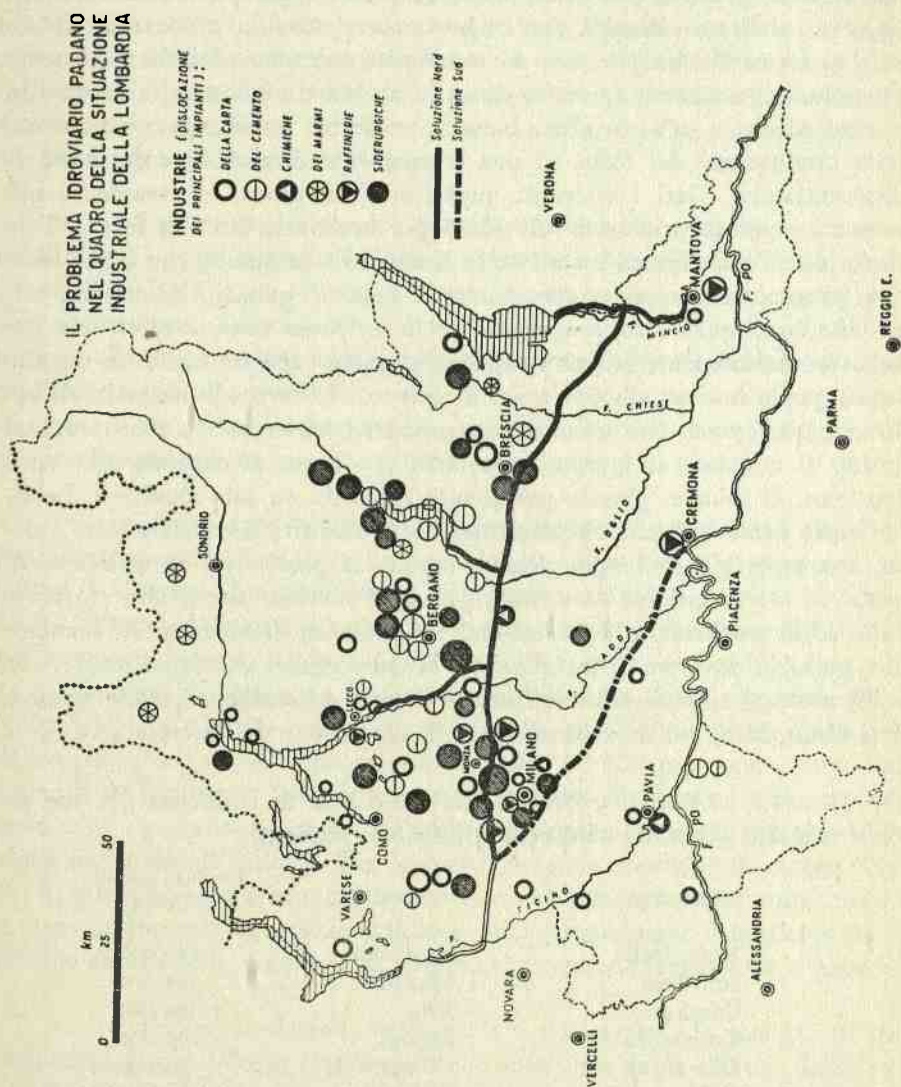
Premettiamo che: a) da un punto di vista finanziario è certamente meno oneroso portare una via d'acqua navigabile fra le industrie che non creare o spostare industrie lungo una via d'acqua navigabile; b) un'idrovia deve prestarsi al collocamento di impianti industriali (di carico, scarico ed approvvigionamento mediante silos) vicinissimi al corso d'acqua, allo scopo di evitare lunghi e costosi raccordi fra i natanti ed i magazzini di deposito od i reparti di trasformazione. Esaminiamo ora l'importanza e il sito delle industrie del tipo sopra considerato, in relazione ai due diversi tracciati idroviari (Cremona - Milano - Po e Mincio - Ticino), al fine di stabilire il diverso ruolo che tali tracciati potranno avere nel settore della economia industriale, settore ormai unanimemente riconosciuto come il più bisognevole ed il più idoneo a servirsi della via d'acqua navigabile con sensibili vantaggi. Una valida testimonianza di quanto abbiamo testè affermato ci viene fornita da una memoria sull'esercizio del canale Alberto e da una monografia sul Mittellandkanal ⁽⁶⁾.

8. — La produzione siderurgica nazionale del 1956, è stata la seguente: ghisa, tonn. 1.873.400 — ferroleghie, tonn. 122.400 — acciaio, tonn. 5.907.600 — laminati, tonn. 4.436.600. A questa produzione la Lombardia ha contribuito con 140.300 tonn. di ghisa grezza pari al 7,5% della produzione nazionale; con 1.767.700 tonn. di acciaio grezzo pari al 29,9% della produzione nazionale; con 1.420.000 tonn. di laminati pari al 32,0% della produzione nazionale e con 45.600 tonn. di ferroleghie, pari al 37,3% della produzione nazionale. Le industrie della Lombardia che hanno dato il maggior apporto a questa produzione siderurgica sono dislocate

« riguardo ai complessi siderurgici localizzati a Sesto S. Giovanni, Dalmine, Brescia ». (*Dichiarazione Comune* sottoscritta a Mantova il 10 novembre 1957 da Camere di Commercio, Amministrazioni Provinciali, Comuni ed Associazioni Industriali partecipanti al Convegno interregionale per il canale Mincio-Ticino).

(6) « Sul traffico di merci aventi determinate tariffe che nel 1951, per le Regioni « industriali di Liegi e della Campine fu di 182 milioni di tonn./km., ben 120 milioni « di tonn./km. si riferiscono a materie prime e a prodotti dell'industria metallurgica ». (DELMER A., *Le canal Albert*, Bruxelles, 1952). « Lo sfruttamento dei giacimenti di « minerali di ferro povero nella zona di Salzgitter, fu reso possibile solo mediante « i trasporti per via d'acqua ». (Monografia stampata in occasione dell'entrata in esercizio dell'ultimo tronco di Mittellandkanal).

in provincia di Milano (zona nord), nelle provincie di Bergamo, Brescia e Como.



Quale influenza, oltre a quella già dimostrata, l'idrovia Mincio-Ticino potrà avere sul futuro andamento e sviluppo di queste industrie? L'acciaio, secondo i diversi processi di fabbricazione, si può ottenere o pressochè interamente dalla ghisa (caso del convertitore); o pressochè interamen-

te dal rottame (caso del forno elettrico); o da una carica mista di ghisa e di rottame (caso del forno Martin). In Lombardia l'industria siderurgica non dispone di convertitori in quanto, in questa regione, non esistono impianti di altiforni. Risulta però abbastanza elevata la produzione di acciaio al forno Martin. In base ad esperienze tedesche ed italiane, è stato dimostrato che, quando la carica di un forno Martin è costituita da un'alta percentuale (40 - 50%) di ghisa liquida, ne deriva un sensibile incremento nella produttività dei forni ed una conseguente diminuzione dei costi di trasformazione. Dati i rilevanti quantitativi in gioco, lo strumento più economico per la produzione di ghisa per acciaieria è l'alto forno. Tale mezzo non è stato finora installato in Lombardia in quanto che il suo esercizio presuppone l'approvvigionamento di notevoli quantità di materie prime *che risulterebbe troppo gravoso se il trasporto venisse effettuato per ferrovia*. Attualmente si può considerare, quale capacità media di un alto forno, quella intorno alle 800 tonn. al giorno. Ne deriva la necessità di approvvigionare, per tale quantità da produrre, circa 1600 - 1800 tonn. al giorno di minerali di ferro oltre a circa 700 tonn. di carbone coke ed a 300 tonn. di calcare. Questo per quanto riguarda un solo altoforno. Le cifre sopra citate indicano chiaramente che le quantità necessarie (com'è noto, non reperibili in luogo) presuppongono la possibilità di usufruire di *mezzi di comunicazione economici, pratici e costanti per il loro trasporto dallo scalo marittimo a destinazione*. La presenza di altiforni in Lombardia, potrebbe favorire la installazione di convertitori che attualmente, con i più moderni sistemi ad insufflazione di aria od ossigeno, vanno rivelandosi come mezzi molto economici per la produzione dell'acciaio grezzo.

9. — Le principali raffinerie site nelle zone di influenza dei due diversi tracciati idroviari (sud e nord), sono le seguenti :

Società	Località	Produtz. annua in tonn.
Raff. Italia	Cremona	520.000
Icip-Ozo	Mantova	552.500
Condor	Rho	1.820.000
Lombarda	Monza	260.000
Bianchi	Cologno M.	70.000
Nilo	Milano	200.000
Agip	Cortemaggiore	130.000
Sarpom	Trecate	1.300.000
Purfina	Milano	286.000
Ilsea	Lecco	117.000
Petroli ital.	Fiorenzuola A.	208.000

Come si potrà rilevare, anche questo settore produttivo ha i suoi maggiori impianti prevalentemente addensati nelle zone a nord della Lombardia. Un mezzo che potrà, forse totalmente, sostituire la navigazione interna nel « trasporto » di olio grezzo, è quello dell'oleodotto che a tutt'oggi collega già alcuni porti marittimi con alcune raffinerie (fa esempio la raffineria Sarpom che è collegata al porto di Savona mediante oleodotto); ma in attesa che ciò si verifichi, il mezzo di trasporto più vantaggioso rimane ancora quello per via d'acqua.

10. — I principali impianti per la lavorazione del cemento si trovano in alta Italia e precisamente nelle provincie di Alessandria, Como, Bergamo, Brescia, Verona, Pavia, Trento, ecc. ed in altre ancora ma di minore importanza. La produzione complessiva nazionale supera i 6 milioni di tonn. l'anno, quantità che risulta sufficiente al nostro fabbisogno. Le provincie a più alta produzione sono quelle comprese nella fascia collinare comasco-bergamasca-bresciana. Le medesime considerazioni valgono anche per quanto si riferisce alla produzione di calce e di gesso.

11. — L'industria dei marmi e delle altre pietre pregiate in alta Italia (Liguria esclusa), è tutta disposta lungo l'arco alpino e prealpino da Cuneo a Trieste. La produzione complessiva ammonta a circa 450.000 tonn. all'anno. I maggiori impianti di estrazione e lavorazione si trovano nelle tre provincie di : Brescia, fascia collinare verso il Garda, con sbocco nei Comuni di Rezzato e Virle Treponti; Verona, fascia collinare della Valpolicella, al Garda, con sbocco principale nel Comune di S. Ambrogio di Valpolicella e di Vicenza; colli della Valle del Chiampo, con centro nel Comune di Chiampo. La produzione complessiva di queste tre importanti zone è di 150 - 160.000 tonn. all'anno. Di questa quantità, circa il 90% viene destinato all'edilizia. Fra le pietre pregiate meritano di essere citate : il porfido rosso-grigio del varesotto e del bolzanese; il granito bianco e rosso di Baveno; le ardesie argillose della bergamasca; il botticino ed il marmo aurora della provincia di Brescia che vengono largamente esportati.

12. — Per la produzione della carta e dei cartoni, la materia prima impiegata è, per l'80%, la cellulosa che si ottiene dagli stracci, dalla pasta meccanica di pioppo e dalla paglia di grano. Essa viene importata in grande quantità, circa il 70% del fabbisogno nazionale, dai paesi scandinavi, da Austria e Canada. La quantità importata nell'anno 1957 è stata di 2.920.099 quintali, contro 1.124.597 quintali prodotti sul posto. Alla produzione della carta da imballo concorrono : la Lombardia con il 36%

della produzione totale; il Piemonte con il 21%; il Veneto con il 18%; ed il Lazio con il 14%. La produzione di carta e di cartone del 1957 è risultata di 7.554.071 quintali così ripartiti :

Piemonte	q.li	2.239.034
Lombardia	»	3.254.638
Veneto	»	1.325.412
Emilia	»	545.731
Trentino	»	189.256

Il cartone è una produzione quasi esclusiva del Veneto, Lombardia e Piemonte, le cui produzioni sommate rappresentano il 92% della produzione totale italiana. Le provincie di Milano, Trento, Bergamo, Como, Novara, Brescia e Torino, sono quelle che contano il più elevato numero di complessi produttivi di tale tipo.

13. — Questo breve esame sulla posizione dei più importanti complessi produttivi del sistema regionale lombardo-veneto-piemontese in relazione alle progettate vie d'acqua navigabili, ci porta facilmente a concludere che il tracciato del canale navigabile Mincio-Ticino è quello che potrà meglio assolvere allo scopo per il quale, generalmente, vengono costruite simili vie di trasporto, che giocano un ruolo spesso determinante sul grado di commerciabilità di un prodotto (7).

Se alle quantità di materie prime indispensabili a queste industrie, venissero sommate quelle dei combustibili da approvvigionare per ottenere, attraverso diversi processi di lavorazione la suindicata produzione, si otterrà allora che, il volume di traffico previsto nei primi anni di esercizio del « tracciato nord » (canale navigabile Mincio-Ticino), sarà di circa 8 milioni di tonn. all'anno; risultato questo, che giustificherebbe in misura convincente la spesa richiesta per l'esecuzione dell'opera. La medesima conclusione non può ovviamente essere adottata per l'idrovia Milano-Cremona-Po, la quale prevede un movimento annuo di merci di soli 2 milioni di tonn.

(7) Fatta uguale a 100 la densità industriale della Lombardia, si rileva che oltre il 76% delle Aziende di grande e media importanza del tipo suindicato è addensato lungo il tracciato del canale navigabile Mincio-Ticino e che le corrispondenti produzioni sono percentualmente così ripartite: il 98% dei marmi; il 61% circa della carta e del cartone; il 72% del cemento e del gesso; il 57% dei prodotti di raffinaria; il 90% dei prodotti siderurgici. A sud della Lombardia invece, prevalgono i Caseifici e le Industrie alimentari che trovano scarsa utilità nell'impiego del mezzo idroviario. Di scarsa entità risultano le industrie metallurgiche e meccaniche.

14. — L'urgente necessità della nostra economia produttiva di ridurre le tariffe di trasporto delle materie prime e delle merci povere e di massa, adeguandole, possibilmente, alle tariffe già praticate sulle vie d'acqua di altri Paesi europei, potrà e dovrà essere soddisfatta alla luce di altri aspetti del problema economico ed industriale, aspetti che sono in stretta relazione fra loro e, non meno, con quello dell'idrovia Venezia-Locarno.

L'applicazione dei termini previsti dagli accordi per il Mercato Comune Europeo, esige l'assunzione di nuove responsabilità economiche e sociali che possono identificarsi in iniziative tendenti a semplificare i processi di produzione, riducendone i costi. Tali iniziative, che ciascun Paese aderente al M.E.C. e soprattutto l'Italia, dovrà assumere ed inserire nella propria organizzazione produttiva, economica e sociale, allo scopo di fronteggiare le necessità derivanti dal nuovo sistema di mercato, dovrebbero comprendere :

- 1°) l'ammodernamento degli impianti industriali esistenti e la creazione di nuove aziende le cui produzioni non siano molto diffuse ma richieste;
- 2°) il perfezionamento professionale della mano d'opera occupata e la specializzazione della mano d'opera soggetta ad essere assorbita, in futuro, dalle attività agricole ed industriali;
- 3°) l'adeguamento dei vari mezzi di trasporto (strada, ferrovia, navigazione interna), al livello tecnico, economico e commerciale dei mezzi analogamente impiegati negli altri Paesi europei.

Ed è proprio su quest'ultimo punto che dovrà concentrarsi la nostra attenzione, per il giusto risalto che va dato all'utilità ed all'urgenza di esecuzione dell'opera idroviaria nella Valle Padana, quale riconosciuto mezzo di trasporto pratico ed economico. Una via d'acqua navigabile inoltre, costruita secondo il criterio di soddisfacimento delle specifiche esigenze industriali di alcune regioni della Valle Padana, rappresenterebbe una nuova e considerevole fonte di lavoro che faciliterebbe la soluzione del problema economico e sociale che da decenni ormai, travaglia il nostro Paese : il problema cioè, della produzione a basso costo e della disoccupazione. Trattando del secondo fenomeno, rileviamo che la mano d'opera attualmente disoccupata ammonta a circa 1 milione e 400 mila individui, cifra che per il 1965 dovrebbe teoricamente salire a circa 3 milioni e 700 mila individui, causa il ridimensionamento dell'agricoltura. Orbene, un'opera avente le proporzioni d'impianto della progettata idrovia Venezia - Locarno, potrebbe rappresentare la soluzione di notevole parte di tale problema, causa appunto l'alto assorbimento di mano d'opera che sarà richiesto per la costruzione e l'esercizio di tale opera. In particolare l'esercizio di

questa via d'acqua interna richiederà, grosso modo, personale ed attribuzioni così ripartiti :

- addetti alla navigazione, un natante da 100-1350 tonn. si compone di un equipaggio di 4 persone per turno;
- addetti alla manovra ed alla manutenzione delle conche, si calcolano, in media, 4 persone per turno;
- addetti agli impianti ed agli uffici portuali (operai, tecnici, impiegati), per un movimento annuo di circa 3 milioni di tonn. sono richieste circa 115 unità.

A questa aliquota va naturalmente aggiunta la notevole massa di lavoratori che, per almeno 5 anni, (tempo necessario previsto per l'esecuzione dell'opera), sarà impiegata nella costruzione della via navigabile per un totale di circa 37 milioni di ore lavorative e quella, non trascurabile, di lavoratori che sarà addetta nei cantieri alla costruzione del naviglio necessario a soddisfare il volume dei trasporti. Tale flotta può essere calcolata intorno ad una cifra iniziale di 50 natanti di stazza piuttosto elevata.

15. — Una idrovia che collegasse il lago Maggiore con il mare Adriatico attraverso l'alta Valle Padana, oltre ad un ruolo provinciale e regionale, assumerebbe anche un ruolo internazionale. Infatti, le merci provenienti via mare dal canale di Suez, dalle coste del Mediterraneo orientale e dal mar Nero, avranno convenienza ad essere sbarcate a Venezia. A questo traffico si può aggiungere quello destinato ad alcuni centri italiani e svizzeri provenienti dalla Jugoslavia e da altri Paesi dell'Europa orientale attraverso Monfalcone. Il traffico internazionale di materie prime, di merci in grandi quantità, alla rinfusa e non facilmente deperibili, vale a dire di quelle merci che più si prestano ad essere trasportate su una via d'acqua interna, si aggira, per il nostro Paese, sui 39 milioni di tonn. da compararsi con i 49 importati nel complesso durante il 1957. Una quantità proporzionalmente inferiore potrebbe calcolarsi per le merci di esportazione le quali nel 1957 ammontarono a 14,5 milioni di tonn.

16. — Un'opera idroviaria deve poter rappresentare, per l'Italia, un vantaggio almeno proporzionato alla spesa ed una sicura economia di trasporto per quelle industrie che ne potranno trarre profitto. Tali garanzie, offerte dal canale navigabile Mincio-Ticino, sarebbero annullate dal «tracciato sud» (Po-Cremona-Milano-lago Maggiore), il quale si mantiene lontano di un 50-60 km. dai centri ad alta produzione industriale (Bergamo e Brescia), evita da lungi gli altri importanti centri della provincia di Mi-

lano dove opera l'industria pesante e disterebbe di un 90 km. dai laghi di Como e di Iseo. Quest'ultima impostazione del problema idroviario padano, richiesta, si afferma, dalle esigenze economiche e sociali di alcune aree depresse, produrrebbe però le seguenti negative conseguenze :

- a) doterebbe Cremona di un'opera pressochè superflua in quanto, tale provincia, come altre rivierasche del Po, sarebbe comunque collegata al mare da questo fiume e quindi in grado di attuare lo sviluppo industriale a cui tanto dimostra di tenere per la via che essa medesima va patrocinando;
- b) priverebbe oltre il 76% dell'industria lombarda di una via d'acqua a basso costo di trasporto, proprio quando, in relazione alle scadenze del M.F.C., tali riduzioni di costi si dimostrerebbero sempre preziose, ma spesso indispensabili, per evitare una decadenza possibile;
- c) favorirebbe lo sviluppo e la concorrenza industriale della Svizzera (Canton Ticino) a danno delle nostre industrie situate a nord della Lombardia, dotando quel paese di una via d'acqua navigabile, di 460 km., interamente in territorio italiano.

Orientati, come giustamente bisogna essere, a conseguire risultati i più convincenti ed i meno costosi possibile, allo scopo di sottoporre allo stato un'opera che soddisfi alle esigenze industriali e commerciali del Nord Italia (perchè a questa parte del Paese si limita la possibilità di costruire importanti linee di comunicazione per via d'acqua interna), non si possono non raccogliere simili avvertimenti.

17. — Non valutare sufficientemente le conseguenze che potrebbero derivare da una errata scelta del tracciato idroviario padano determinerebbe una incertezza nell'avvenire sociale di alcune tra le provincie del sistema lombardo-veneto, che danno oggi lavoro ad oltre 1 milione e 300 mila addetti. Il progetto tecnico della grande opera idroviaria padana, nella sua prima fase, dovrà avere per scopo principale quello di favorire le grandi e le medie industrie della zona, sia nella delicata fase produttiva attuale, sia nel loro divenire, quando il mercato comune e le altre forme di miglior assetto internazionale, forniranno ad un tempo più severe condizioni di concorrenza e migliori possibilità di espansione. Uguali danni si farebbero presto evidenti se non si avesse il coraggio di trarre, con piena coerenza, le naturali conseguenze da tali valutazioni.

EUGENIO PAOLANTONIO

OBBLIGAZIONI DI SOCIETÀ E GARANZIA CON IPOTECA NAVALE (*)

Il problema si pone in questi termini. Una società delibera di emettere obbligazioni per un ammontare eccedente il capitale versato ed esistente secondo l'ultimo bilancio approvato, in deroga cioè al limite posto dal primo comma dell'art. 2410 cod. civ. La deroga è possibile alle condizioni previste dai successivi comma della stessa disposizione di legge: in particolare (art. 2410, comma 2, n. 1) « quando le obbligazioni sono garantite da immobili di proprietà sociale, sino a due terzi del valore di questi ». La società non ha immobili, ovvero non li vuole vincolare: decide quindi di garantire le obbligazioni su una nave di proprietà sociale (ed il cui valore, si rileva incidentalmente, è più che doppio rispetto all'ammontare totale delle obbligazioni). Può essere omologata, e quindi iscritta — ciò che equivale, per l'art. 2411, ult. cpv., cod. civ., a renderla eseguibile — la relativa deliberazione?

A prima vista, la risposta sembrerebbe dover essere negativa, dato il tenore letterale della norma: la nave non è un bene immobile, quindi non è applicabile il numero 1 del secondo comma dell'art. 2410. In realtà la questione è più complessa, e merita un approfondimento.

* * *

A favore della tesi per così dire estensiva la Corte di Milano si è pronunciata in base soprattutto al seguente argomento. Se è vero che l'articolo 2410, comma 2, n. 1, esige che le obbligazioni siano garantite da ipoteca su beni *immobili*, e tale non è evidentemente una nave, questa disposizione è tuttavia suscettibile di applicazione analogica. « Il primo comma

(*) La letteratura in argomento è assai limitata, almeno da noi, data la novità della questione. Si conoscono in argomento tre pronunzie: la prima, del Tribunale di Milano, in data 5 febbraio 1957, inedita; la seconda, della Corte d'appello di Milano (17 luglio 1957, in *Tem*, 1957, 376, con breve postilla di CANDIAN; in *Foro it.*,

dell'articolo suddetto, in quanto vieta di emettere obbligazioni per somma eccedente l'ammontare del capitale versato, è norma di carattere eccezionale, giustificata bensì da motivi di tutela sociale, ma non per questo meno singolare; essa, infatti, pone dei limiti all'autonomia contrattuale. Il comma successivo, per contro, poichè consente in taluni casi di superare i detti limiti restringendo così la portata del divieto, si presenta pertanto a riaffermare nella sua essenza (e naturalmente entro i confini delle sue previsioni), il principio della libertà contrattuale ».

E' questo l'argomento principale (peraltro probabilmente sbagliato). La Corte di Milano ne deriva che, poichè la disciplina della nave, dal punto di vista della circolazione, è sostanzialmente affine a quella dei beni immobili, e « dal momento che sotto il profilo della assoggettabilità a garanzia reale, che è il profilo che la norma [dell'art. 2410, comma 2, n. 1] tiene presente, i due beni si trovano, anzichè in una situazione di antitesi, in rapporto di intrinseca corrispondenza di funzione economico-sociale e di regolamento giuridico », ben possono le obbligazioni essere garantite da una ipoteca navale. Tanto più in quanto questa « costituisce garanzia più forte e più completa di quella immobiliare ».

Infine, la Corte considera una serie di motivi di fatto, anch'essi a suo dire favorevoli all'omologazione della deliberazione. Se è vero che la nave è più facilmente soggetta di un immobile a distruzione, perdita od avaria, nella fattispecie tali rischi risultano adeguatamente coperti da assicurazione, con polizza per di più vincolata a favore degli obbligazionisti. Se è vero che la nave è soggetta ad una rapida diminuzione di valore (per l'usura, per l'evoluzione tecnica), questa considerazione non può influire quando, come nella specie, il suo valore è più che doppio rispetto all'ammontare delle obbligazioni, e la durata del prestito è limitata a dieci anni, sì che il necessario svilimento non può essere tale da diminuire sensibilmente la garanzia degli obbligazionisti.

Il CORTESE RIVA PALAZZI, dal canto suo, fonda il proprio convincimento (pure favorevole, come si è detto, all'omologazione) essenzialmente sulla assimilazione fatta dalla legge dei c. d. beni mobili registrati (fra i quali

1957, I, 1270; in *Foro pad.*, 1957, I, 830; nelle medesime riviste, *loc. cit.*, sono pubblicate anche le conformi conclusioni del P. M. CORTESE RIVA PALAZZI); la terza, ancora del Tribunale di Milano (5 febbraio 1958, in *Foro it.*, 1958, I, 631). Di questi tre decreti, il primo e il terzo hanno rifiutato l'omologazione, concessa invece dal secondo (reso in sede di impugnazione del primo). In dottrina non consta siano state formulate opinioni, a parte la già citata brevissima nota di CANDIAN, che ha aderito alla soluzione della Corte milanese, sia pure con la diversa motivazione più oltre illustrata nel testo.

appunto rientra la nave) agli immobili, e sulla *ratio* della norma, la quale è nel senso « che gli obbligazionisti siano garantiti con un vincolo reale munito del *ius sequelae* e tale da essere opposto a qualunque ulteriore acquirente della cosa. Tali però non sono solo i beni immobili ma anche le navi, che, a tali effetti, possono essere addirittura considerate beni immobili suscettibili di ipoteca e, pertanto, idonei a fornire le garanzie richieste dall'art. 2410, n. 1, cod. civ. ».

Taluno di questi argomenti non è privo di pregio, ma è lecito il dubbio sulla loro complessiva fondatezza. Soprattutto inconsistente l'affermazione della possibilità di applicazione analogica dell'art. 2410, comma 2, n. 1 (come giustamente ha rilevato il Tribunale di Milano nel decreto 5 febbraio 1958), norma che si assume derogatrice della disposizione eccezionale contenuta nel comma 1, e quindi riaffermante il principio generale della libertà contrattuale. Si dimentica infatti che la facoltà di emettere obbligazioni non è già una manifestazione di libertà contrattuale (a parte il dubbio, affacciato anche da Trib. Milano, ora cit., sull'esattezza di una simile terminologia), ma una facoltà eccezionalmente concessa alle sole società per azioni e in accomandita per azioni. Dati i facili abusi cui potrebbe portare un indiscriminato ricorso al credito in questa forma, la legge si è preoccupata di regolarlo con la massima cautela, sì che secondo si ritiene unanimemente le sole società cui è consentita l'emissione sono quelle per azioni e in accomandita per azioni: quelle, appunto, per le quali l'emissione è così rigorosamente disciplinata.

Nella disciplina delle obbligazioni, insomma, di eccezionale vi è la facoltà di emetterle, non i limiti relativi, che si ricollegano a esigenze tutelate in via ordinaria dall'ordinamento. Tale facoltà è attribuita originariamente dall'art. 2410, comma 1, in quel modo, cioè con quelle limitazioni: « non è dimostrato, che si possa raffigurarla come il risultato della limitazione di una indimostrata, piuttosto evanescente legittimazione che preesisteva » (CANDIAN, *op. cit.*).

Ne deriva che l'art. 2410, comma 2, n. 1, in quanto amplia la suddetta facoltà, è anch'esso norma eccezionale, insuscettiva di applicazione analogica; col risultato che i beni immobili ivi previsti non possono — almeno con lo strumento dell'analogia — diventare beni mobili, sia pure registrati.

* * *

Il CANDIAN, rifiutato l'argomento della interpretazione analogica, aderisce nondimeno alle conclusioni della Corte di Milano col diverso strumento della « interpretazione logica, sia pure estensiva ». L'emissione di

obbligazioni garantite da ipoteca navale oltre i limiti dell'art. 2410, comma 1, sarebbe perciò consentita sotto il profilo della *voluntas legis*, potendosi considerare raggiunto anche in questo caso lo scopo della norma. Ma anche questo procedimento, pure suggestivo, non appaga forse compiutamente.

Già si può dubitare della possibilità di leggere «beni mobili registrati» dove invece è scritto «beni immobili». Dispiace invocare un argomento, che, per essere letterale, rischia di diventare formalistico; ma può detto argomento letterale essere superato? E, inoltre, bisogna vedere se ad esso per avventura non se ne accompagnino altri, di sostanza. Se cioè proprio la considerazione della «intenzione del legislatore», o scopo della norma, non conduca a risultati opposti a quelli invocati.

Ora, qual è lo scopo della norma contenuta nell'art. 2410, comma 2, n. 1? Fornire agli obbligazionisti una concreta garanzia in ordine ai titoli emessi, se il loro complessivo ammontare supera quello del capitale sociale versato ed esistente secondo l'ultimo bilancio approvato. Si può ritenere raggiunto tale scopo in modo altrettanto sicuro se, anziché da ipoteca immobiliare, le obbligazioni sono garantite da ipoteca navale?

E' incerto che si possa rispondere di sì. Soccorre qui il criterio naturalistico nella distinzione fra beni mobili e immobili (che è poi quello che, secondo la interpretazione corrente, sta a base dell'art. 812 cod. civ.: cfr. BIONDI, *I beni*, Torino, 1953, p. 63). Mobile è un bene che può essere trasportato da un luogo ad un altro; la nave poi, in questo significato fisico, è bene mobile per eccellenza. Quando salpa, nessuno può dire dove arriverà, e se potrà quindi prestarsi a quella funzione di garanzia che teoricamente le connette il fatto di essere ipotecata. Se la nave italiana ipotecata a garanzia degli obbligazionisti ripara in un porto straniero, non sarà facile raggiungerla per realizzare la garanzia dei creditori; se poi il Paese nel quale trova accoglienza non è legato al nostro da convenzioni processuali, raggiungerla diventerà pressochè impossibile.

La garanzia degli obbligazionisti sarà andata letteralmente in fumo. E non è un caso di scuola, perchè al contrario si verifica abbastanza frequentemente ⁽¹⁾. Anche nella ipotesi più rosea, far funzionare concretamente la garanzia sarà impresa costosa, elaborata, prolungata nel tempo.

(1) Qualche esempio: *Un veliero sotto sequestro fugge dal porto di Bari* (La Nuova Stampa, 23 ottobre 1957); *Cargo sequestrato fugge da Savona* (Il Giorno, 31 gennaio 1958; secondo La Nuova Stampa della stessa data si sarebbe trattato invece di furto, non di fuga).

Sembra dunque dubbio che anche col rimedio dell'interpretazione estensiva la soluzione « liberale » possa essere difesa (mentre confusa e poco convincente pare invece al riguardo l'argomentazione di Trib. Milano, 5 febbraio 1958). Nè si dica che quanto sopra prova troppo, perchè finisce con lo svalutare l'istituto stesso dell'ipoteca navale, indipendentemente dalla sua utilizzazione per garantire gli obbligazionisti. Il parametro che si deve avere sott'occhio è quello della ipoteca immobiliare, della quale parla appunto l'art. 2410, comma 2, n. 1: se si prova che l'ipoteca navale fornisce una garanzia minore, tanto basta (e strana appare in proposito l'affermazione della Corte milanese, per cui l'ipoteca navale « costituisce garanzia più forte e più completa di quella immobiliare »). Il tutto, ovviamente, lasciando impregiudicato il problema (peraltro marginale nello studio della questione) dei rapporti fra beni immobili e beni mobili registrati.

Nè si può pensare di giustificare una soluzione, positiva o negativa, con gli argomenti, per così dire di fatto, che sopra si sono visti; ed esatta appare la critica su questo punto di Trib. Milano, 5 febbraio 1958. In particolare, poco rileva ai fini dell'omologazione che la nave ipotecata sia assicurata, o che il suo valore superi l'ammontare delle obbligazioni da garantire; ed ancor meno che la garanzia possa essere considerata congrua, nonostante la rapida deperibilità della nave, solo per la relativa brevità (dieci anni) della durata del prestito. Neppure si può attribuire rilevanza al fatto che la nave sia assicurata anche contro la fuga (rischio che nella tradizione assicurativa è denominato « baratteria »). Tutti questi argomenti che si sono definiti « di fatto » sono istituzionalmente sottratti all'esame dell'autorità giudiziaria, involgendo un apprezzamento di merito ad essa precluso — a differenza del controllo di legalità — almeno secondo ritiene la più autorevole dottrina.

In sostanza, la questione è puramente interpretativa: si possono considerare compresi nella locuzione « beni immobili » i beni mobili registrati, oppur no, e in conseguenza concedere o rifiutare l'omologazione; ma questa dev'essere accordata o no in base al semplice esame di legalità della deliberazione.

Non si può per contro argomentare nè in un senso nè nell'altro dal n. 2 dell'art. 2410, comma 2, cod. civ., che contempla l'altro caso abbastanza affine di deroga al limite all'emissione di obbligazioni — ammontare del capitale versato ed esistente secondo l'ultimo bilancio approvato — posto dal primo comma (il terzo caso non può invece essere preso in considerazione, perchè non riconducibile in alcun modo alla medesima *ratio*). Stabilisce il n. 2 che il limite predetto può essere superato « quando l'ecce-

denza dell'importo delle obbligazioni rispetto al capitale versato (*scil.*, ed esistente secondo l'ultimo bilancio approvato) è garantita da titoli nominativi emessi o garantiti dallo Stato, aventi scadenza non anteriore a quella delle obbligazioni, ovvero da equivalente credito di annualità o sovvenzioni a carico dello Stato o di enti pubblici. I titoli devono rimanere depositati e le annualità o sovvenzioni devono essere vincolate presso un istituto di credito, per la parte necessaria a garantire il pagamento degli interessi e l'ammortamento delle relative obbligazioni, fino all'estinzione delle obbligazioni emesse ». Si potrebbe dire infatti, a favore della tesi « estensiva », che se è ammessa la garanzia mediante i titoli dello Stato od annualità o sovvenzioni, non vi è ragione di escludere quella costituita dalla ipoteca navale, molto più che anche i titoli nominativi dello Stato sono beni mobili registrati; a favore della soluzione restrittiva, che *ubi lex voluit, dixit; ubi noluit, tacuit*; e che questo secondo tipo di garanzia è più sicuro, perchè le cautele prescritte dalla legge escludono il pericolo di « fughe ».

I. U. B.

GLI STRUMENTI DEL MERCATO DEL DANARO DI NEW YORK

1. — Il mercato del denaro è, come s'è visto, il centro dove la domanda e l'offerta di fondi « prestabili » si incontrano e dove si formano i vari prezzi o tassi di mercato. Per il mercato di New York si dovrebbe parlare piuttosto di una famiglia di mercati che vengono a costituire il grande mercato del denaro di questa piazza. Vi sono al riguardo varie classificazioni di questi mercati. Innanzi tutto quella che distingue fra mercati a breve e mercati a lungo termine (quest'ultimo meglio noto come mercato dei capitali, da molti scrittori contrapposto al termine di mercato del denaro che comprenderebbe soltanto i titoli a breve termine). Un'altra classificazione è quella fra mercati negoziati e mercati organizzati, intendendosi con i primi quelli comprendenti la varia gamma di operazioni creditizie che possono essere stipulate fra la banca e i suoi clienti (sia a breve che a lungo termine); con i secondi quelli caratterizzati dalla impersonalità delle operazioni e dalla esistenza di intermediari altamente specializzati (brokers, dealers, underwriters) la funzione dei quali è quella di portare a contatto prestatori e cercatori di credito, di mettere a disposizione degli stessi la loro organizzazione specifica e soprattutto di « fare mercato » ad ogni momento nei titoli di loro specifica competenza.

Esaminiamo a questo punto i vari mercati che fanno capo al cosiddetto mercato organizzato. Essi sono :

- a) il mercato dei fondi federali (*federal funds*);
- b) il mercato dei buoni del tesoro (*treasury bills*);
- c) il mercato delle accettazioni bancarie (*banker's acceptances*);
- d) il mercato della carta commerciale (*commercial paper*);
- e) il mercato dei prestiti a brokers e dealers (*loans to brokers and dealers*).

Un'occhiata alle cifre più avanti riportate darà un'idea più chiara circa la importanza e le dimensioni dei mercati anzidetti, specie se le attuali cifre vengono confrontate con quelle di, ad esempio, una trentina d'anni fa.

(in milioni di dollari)	1925	1958
Fondi federali (volume giornaliero)	100-175	800-1200
Buoni del Tesoro	2500-3000	30.000
Accettazioni bancarie	600-800	1.200
Carta commerciale	600-800	3.000
Prestiti a brokers/dealers	2.500	3.500

Le cifre di cui sopra forniscono anche una chiara idea circa lo sviluppo assunto nel tempo da alcuni di questi mercati e circa la diversa preponderanza degli uni e degli altri allora ed ora. Nel 1925, ad esempio, i prestiti a brokers/dealers erano lo strumento considerato per eccellenza il più liquido e più sicuro fra i vari strumenti del mercato del denaro. Oggi, invece, il predominio è detenuto dai fondi federali e dai titoli a breve del Tesoro (ai buoni del Tesoro potremmo aggiungere i certificates of indebtedness — titoli scadenti entro l'anno — che a fine 1958 ammontavano a circa 35 miliardi di dollari) mentre gli altri mercati hanno, come vedesi dalle cifre, una importanza secondaria, pur assolvendo a funzioni di indubbia utilità per determinati settori del mercato.

Passiamo in rassegna ora le caratteristiche principali dei titoli sopra elencati.

2. - I fondi federali.

I F. F. non sono altro che fondi che una banca — la quale in un certo momento si trova ad avere riserve in eccedenza rispetto ai limiti legali di riserva — può dare in prestito dalle sue riserve in eccedenza ad altre banche. Come è noto, le banche di New York e Chicago e le banche delle « reserve cities » devono settimanalmente e — precisamente ogni mercoledì — aggiustare le loro « reserve requirements » presso la F. R. (le « country banks » devono farlo ogni due settimane). Se una banca si trova in una settimana ad avere riserve in più di quanto per legge dovrebbe mantenere, essa è libera di prestare dette riserve ad una banca che si trovi invece al di sotto del limite legale. Una banca che si trovi in tale situazione può porvi rimedio col fare una delle seguenti cose: o farsi prestare fondi federali da un'altra banca, oppure vendere dal suo portafoglio buoni del Tesoro oppure andare in debito con la F. R. oppure, ancora, richiamare i suoi « call loans » fatti a dealers e brokers. Di queste varie soluzioni la più semplice e gradita è quella di acquistare fondi federali; la più sgradita è quella di indebitarsi presso la F. R. che è una misura in extremis dalla quale le banche americane preferiscono tradizionalmente, se pos-

sibile, rifuggere. Da quanto sopra appare evidente che il mercato dei F. F. è strettamente dipendente e connesso con il livello delle riserve in eccedenza. Appunto per questo è difficile determinare statisticamente le dimensioni di questo mercato e il volume delle transazioni che giornalmente vi vengono effettuate. Secondo recenti calcoli effettuati dall'unica grossa casa di dealers non-bancaria, la « Garvin, Bantel & Co. » di New York, il volume di operazioni giornaliere in F. F. si aggirerebbe sul miliardo di dollari e vi parteciperebbero circa 200 banche che tutte assieme detengono più della metà del volume totale di depositi dell'intero sistema bancario americano. Dette cifre forniscono una idea abbastanza chiara sulle dimensioni raggiunte dal mercato dei F. F., mercato che si è sviluppato rapidamente da dopo l'ultima guerra mondiale.

Come avviene praticamente questo passaggio di fondi da una banca ad un'altra?

Il mercato del denaro di New York tratta due tipi di moneta : i fondi di « clearing houses » e i fondi federali. I primi sono costituiti dagli assegni tratti dai clienti su una banca commerciale, assegni che diventano in effetti denaro soltanto il giorno successivo verso le ore dieci di mattina in sede di stanza di compensazione. I secondi sono costituiti invece da assegni tratti sul « reserve account » mantenuto da una banca commerciale presso F. R.; come tali essi sono pagabili immediatamente ad avvenuta presentazione dell'assegno. In altre parole, la F. R. addebita subito l'assegno al conto della banca trassata contemporaneamente accreditandolo al conto della banca beneficiaria.

In effetti queste operazioni in F. F. vengono compiute attraverso la fitta rete del « bank wire » della F. R. : la F. R. non appena riceve il messaggio della banca venditrice di fondi, compie le due operazioni di addebito e accredito : il tutto avviene nello spazio di pochi minuti. Ciò rende naturalmente possibile ad una banca di N. Y. di vendere o acquistare fondi da una banca di S. Francisco : l'operazione è regolata, come sopra detto, in pochi minuti. Il tutto viene poi confermato da entrambe le banche per iscritto. Per operazioni fra banche della stessa città è sufficiente una telefonata alla F. R. perchè l'operazione sia subito effettuata, seguita naturalmente da conferma scritta.

Che interesse ha una banca a prestare fondi ad un'altra? Semplicemente questo : che mentre la F. R. non corrisponde alcun interesse sulle giacenze mantenute dalle banche membri presso di essa, una banca commerciale ha interesse a prestare tutti i fondi che può per il profitto che essa ne ricava e che è determinato dal tasso dei F. F., tasso che varia giornalmente talvolta con oscillazioni anche notevoli.

Le variazioni del tasso possono essere numerose in una stessa giornata, a seconda della maggiore o minore disponibilità di fondi e della corrispondente richiesta. Dovremmo dire anzi a questo punto che il « F. F. rate » è uno dei più importanti indicatori delle condizioni del mercato del denaro: quando esso è vicino al « discount rate » (tasso ufficiale di sconto gravato dalla F. R. sui prestiti che essa effettua alle banche membri), è segno che le riserve in eccedenza sono scarse e che pertanto il mercato è in un momento di tensione. Se esso è invece al di sotto del « discount rate », ciò è indice di una situazione di liquidità del mercato. E' ovvio comunque che il « F. F. rate » non può andare al di sopra del « discount rate » perchè in tal caso le banche avrebbero maggior convenienza a ricorrere all'indebitamento presso la F. R. anzichè all'acquisto di F. F. Per dare un esempio delle variazioni che può avere il « F. F. rate » in un giorno, prendiamo ad esempio il 31.3 u. s.: tasso d'apertura 2 1/2%, tasso massimo 2 3/4%, minimo 1 1/2%, tasso di chiusura 2%. Ancora, a mo' d'esempio, la vendita di un milione di F. F. per un giorno al 3% annuo frutta ad una banca \$ 83.33; se la vendita si prolunga dal venerdì al lunedì, \$ 249.99. Il tutto dà un'idea della lucratività di queste operazioni, sicure al 100%.

Le vendite di F. F. si mantengono generalmente sulla base di un giorno (overnight lending); possono estendersi per tre giorni in vicinanza del week-end se fatte il venerdì fino al lunedì; eccezionalmente per quattro giorni. L'unità base di transazione è il milione di dollari, benchè ci siano, e frequenti, transazioni anche per \$ 250 mila e multipli. Circa 200 banche negli Stati Uniti partecipano, come dicevamo, a questo mercato: fra esse vi è un certo numero di grosse banche di New York e altri centri, dette « accomodating banks » poichè esse operano su entrambi i lati del mercato nello stesso giorno, come compratrici e venditrici di F. F. nel contempo. In aggiunta alle banche, la precitata « Garvin Bantel & Co » di New York, ditta membro dello Stock Exchange, fa mercato ed è ancora oggi in posizione di « leadership » nello specifico settore. La « Garvin » non tratta in proprio e in genere non addebita commissioni ai suoi clienti, clienti che essa è interessata a mantenersi per gli eventuali ordini di acquisto o vendita di titoli che essi le possono passare. A volte, se richiesta da banche che non possono contraccambiare con altro lavoro, la « Garvin » carica una commissione variabile da 1/16 a 1/8%.

Abbiamo già detto che il mercato dei F. F. è strettamente legato alla situazione delle riserve in eccedenza delle banche membri: in effetti però l'offerta di F. F. risulta sempre inferiore al totale delle riserve in eccedenza in ogni momento e ciò perchè non tutte le banche partecipano al

mercato dei F. F., perchè buona parte delle riserve trovasi sparpagliata presso varie « country banks » che probabilmente non hanno mai avuto esperienza in F. F.; perchè alcune banche che magari in una settimana hanno un eccesso di riserve non possono tuttavia cederle, dovendo esse compensare con tale eccedenza una precedente deficienza di riserve mantenute presso la F. R. E' interessante osservare che mentre le deficienze di riserve si riportano da una settimana all'altra, un surplus di riserva — se esso surplus non deve compensare una precedente deficienza — non si può riportare alla settimana successiva: la F. R. esercita uno stretto controllo sul livello delle riserve individuali delle banche le quali hanno in verità cura di attenersi rigidamente all'osservazione delle « reserve requirements »; è raro il caso di una banca che per due o tre settimane di seguito sia « deficiente » in riserve presso la F. R. anche perchè quest'ultima non esiterebbe, se necessario, ad avvertire la banca deficiente invitandola all'osservanza dei limiti legali.

L'offerta di F. F. oltre che provenire, per il grosso, dalle banche, può provenire anche da altre fonti come i dealers di titoli governativi, i quali possono averli ricevuti in pagamento di vendite di titoli effettuate alla F. R., oppure da « country banks » ad un tasso più vantaggioso di quello che avrebbero spuntato con una grossa banca o da grosse Società per conto delle quali effettuano abitualmente compravendite di titoli. Analogamente, la domanda di F. F., oltre che dalle banche proviene anche dai predetti dealers quando ad esempio questi sono incaricati di vendere pacchetti di titoli delle Società loro clienti le quali abbisognino di fondi immediatamente liquidi per determinate circostanze.

Si è usato più volte in precedenza il termine di acquisto e vendita di F. F.: in verità trattasi, come dicevamo, di fondi rispettivamente prestati o presi in prestito. Come prestiti infatti devono figurare queste operazioni in F. F. nelle statistiche o denunce che le banche devono periodicamente presentare alla F. R. Appunto perchè sono considerate prestiti, le banche devono rispettare i noti limiti imposti dalla legge alle varie categorie di banche per la concessione o la richiesta di prestiti. Ad esempio una banca nazionale non può prestare su base scoperta importi superiori al 10% del capitale e riserve e non può chiedere prestiti per importi superiori al suo capitale sociale. Queste regolamentazioni costituiscono naturalmente limitazioni non indifferenti nelle contrattazioni di F. F.; le banche possono però parzialmente eluderle effettuando le compravendite di F. F. assistite da collaterale di titoli governativi. In tal caso ad esempio, la contrattazione avviene su una base di « patto di riacquisto » (« repurchase agreement » o buy-backs » etc.): la banca fa un acquisto fermo

da un dealer o altra banca di titoli governativi per consegna oggi e pagamento in F. F. e allo stesso tempo con lo stesso dealer o banca stipula una vendita ferma degli stessi titoli per consegna domani e pagamento in F. F., ad un determinato prezzo comprensivo di interesse. L'operazione può essere stipulata anche su base aperta (« open ») nel senso che si protrarrà per vari giorni; in tal caso il prezzo verrà pattuito giorno per giorno. Le operazioni stipulate con « patto di riacquisto » e garantite da titoli di Stato scadenti non oltre i 18 mesi, in base a nuove regolamentazioni del « Comptroller of the Currency » dell'agosto 1957, dovranno essere limitate al totale del capitale e riserve di una banca; se la garanzia comprende titoli statali scadenti oltre i 18 mesi o obbligazioni di agenzie governative, i limiti saranno del 25% del totale capitale e riserve della banca.

Il mercato dei F. F., nato appena nel 1920 come un mezzo per permettere alle banche di aggiustare le loro posizioni di riserva con la F. R., è oggi una delle due importanti istituzioni del mercato del denaro negli S. U., poichè oltre a continuare ad adempiere la funzione originaria per la quale nacque, esso è divenuto anche un importante sbocco, per l'investimento temporaneo delle riserve secondarie delle banche e poichè esso ormai finanzia, direttamente o indirettamente, il grosso delle operazioni dei dealers di titoli governativi.

3. — *Il Mercato dei Treasury Bills.*

Benchè sia il più giovane fra i vari mercati che compongono il mercato del denaro di New York — la prima emissione di bills risale al novembre 1929 — i buoni del Tesoro governativi costituiscono attualmente il più importante dei vari strumenti del mercato monetario: per essere essi facilmente collocabili ad ogni momento, per essere un titolo di assoluta sicurezza, di sicuro reddito e di breve scadenza, i T. B. costituiscono uno sbocco eccellente per investimenti temporanei da parte di banche, società, istituzioni varie, etc. Al 31 dicembre 1958 vi erano circa \$ 30 miliardi di T. B. in essere (su un debito pubblico totale di \$ 283 miliardi), così distribuiti:

— F. R.	\$ 2.284 milioni
— Banche commerciali	\$ 5.194 »
— Casse di risparmio	\$ 139 »
— Compagnie d'assicurazione	\$ 726 »
— Agenzie governative e trustfunds	\$ 78 »
— Altri investitori	\$ 21.326 »

Come si vede, il grosso dei T. B., è attualmente nelle mani degli « altri investitori » costituiti principalmente da Società industriali e commerciali le quali vi investono quella parte di disponibilità liquide che possono sottrarre alle loro banche di conto (con evidente scarso gradimento di queste ultime) e da stati, municipalità, etc. La F. R., che nel 1947 deteneva circa il 90% dei \$ 17 miliardi di T. B. allora in essere, detiene ora appena 1/6 dei bills in essere: la F. R. acquista i buoni partecipando, come qualsiasi altro investitore, alle aste settimanali man mano che i buoni in portafoglio vengono a scadere; essa può però aumentare o diminuire il suo portafoglio con acquisti o vendite effettuabili giornalmente sul mercato aperto.

Per l'acquisto di T. B. bisogna rivolgersi ai servizi di dealers specializzati: attualmente vi sono cinque dealers bancari (tre banche in New York e due in Chicago, che hanno però anche uffici in New York) e una dozzina circa di dealers non-bancari. E' compito dei dealers quello di « fare mercato » in ogni momento e per ogni investitore responsabile. Oltre alle banche « dealers » tutte le grosse banche commerciali del Paese hanno uffici specializzati il cui compito è quello di servire la propria clientela desiderosa di investire in buoni del Tesoro.

Vediamo ora quali sono le caratteristiche del T. B.

A differenza di altri titoli governativi che vengono emessi ad un determinato tasso di interesse, i T. B. sono titoli emessi al portatore « on a discount basis » e che pertanto non fruttano interessi a scadenza. La scadenza più comune è quella dai 90 - 92 giorni, benchè il Tesoro abbia in varie riprese emesso titoli a scadenza più lunga (142 e 237 giorni). Il reddito è rappresentato dal divario fra prezzo di acquisto e prezzo di vendita. Settimanalmente, e precisamente alle 2 p. m. di ogni lunedì — a seguito di precedente annuncio che il Segretario al Tesoro rende pubblico ogni giovedì e dove vengono specificati i vari termini dell'asta (importo, quanto verrà assegnato su base non-competitiva, etc.) — si tengono presso la F. R. di New York aste su base competitiva e non competitiva: le offerte devono pervenire prima delle 2 p. m., in busta sigillata, presentate tramite i dealers o le grosse banche commerciali. Le aste non-competitive hanno lo scopo di servire i piccoli investitori quali banche minori, società medie, etc.; in genere il Tesoro, nel rendere noti i termini per la partecipazione all'asta, fa noto l'ammontare fissato per le offerte su base non-competitiva, ammontare che in generale non supera mai i \$ 200.000. Il grande interesse si concentra dunque sulle aste competitive: l'abilità dello investitore è di potere calcolare, in base al trend del mercato dei « bills » e alle notizie giornaliere di cui egli è a conoscenza, con la maggiore possi-

bile approssimazione, il prezzo più alto al quale potranno essere aggiudicati i buoni : il prezzo di asta deve essere compilato sulla base di 100 con non più di tre decimali. Dopo le 2 p. m. — quando cioè tutte le offerte sono state presentate — si procede alla F. R. di New York all'apertura delle varie buste e le relative offerte vengono messe giù per ordine decrescente di prezzi. Esse vengono poi telegrafate al Tesoro, dove si procede allo « allotment » dei buoni partendo dal prezzo più alto. I giornali del martedì portano tutti i dettagli relativi all'asta del giorno precedente. L'annuncio dirà all'incirca così : « Le offerte relative a \$ 1.200.000.000 di T.B. offerti dal Tesoro sono ammontate a \$ 2.074.000.000 di cui sono stati accolti \$ 1.200.105.000 inclusivi di \$ 211.000.000 accolti su base non-competitiva al prezzo di 99.255 pari ad un tasso di reddito del 2.948%. Il prezzo massimo risultò di 99.260 per un tasso di reddito del 2.926%; il più basso di 99.251 per un tasso di reddito del 2.963%; il prezzo medio è risultato 99.225 per un tasso del 2.948% che è superiore al tasso medio della scorsa settimana pari al 2.841% » (questo è l'annuncio ad esempio del risultato delle aste del 7 aprile scorso). La F. R. comunica successivamente ad ogni dealer l'ammontare di buoni che gli è stato assegnato e poichè il regolamento deve avvenire il giovedì successivo, i dealers hanno due giorni buoni per fare affari con i buoni assegnati loro senza averli ancora pagati : incidentalmente il regolamento deve avvenire in fondi federali.

Come già detto, il Tesoro emette periodicamente « bills » a scadenza oltre i 90 giorni : il più popolare fra questi è quello a 142 giorni noto come « tax anticipation bills » (possono raggiungere anche i 237 giorni) : scopo di questi bills, la cui scadenza è fatta coincidere con quella del pagamento delle tasse trimestrali, è di fornire al Tesoro i fondi in anticipo sulla scadenza relativa al versamento delle tasse e alle Società di lucrare un tasso d'interesse dal giorno di acquisto a quello in cui restituiranno i bills al Tesoro come evidenza delle tasse già versate.

Come s'è già detto, i dealers « fanno il mercato » per i T.B., mercato nel quale acquisti e vendite vengono fatti a prezzi espressi in termini di tasso di reddito. Si dice ad esempio che i buoni scadenti il 7 maggio p. v. quotano oggi (aprile 11) 2.44% - 2.34% rispettivamente « bid » e « offer ». Il divario fra i due prezzi rappresenta il profitto del dealer, che in questo caso è di 10 punti, ammesso che egli riesca a vendere a 2.34 il milione di T.B. da lui pagati a 2.44. In tempi di mercato incerto, il dealer cercherà di allargare questo divario il più possibile in modo da mettersi al sicuro dalla eventualità di acquistare ad un tasso di reddito troppo basso (= prezzo troppo alto) o di vendere a un tasso di reddito troppo alto (= prezzo troppo basso). Praticamente a causa della facile collocabilità

dei buoni e del relativamente stretto divario fra « bid » e « offer », i T.B. possono vendersi anche dopo che si sono tenuti pochi giorni in portafoglio senza rischio di perdite: ecco perchè le banche li utilizzano volentieri per aggiustare la loro posizione di riserve con un minimo rischio. Va notato inoltre che il divario si allarga man mano che i buoni si avvicinano a scadenza e anche questo è un fattore che concorre a ridurre la possibilità di perdite. Il tasso di reddito dei T.B. è uno degli indicatori di fondamentale importanza per il mercato del denaro di New York. L'andamento settimanale di questo tasso fornisce una indicazione abbastanza corretta circa lo stato del mercato monetario nei vari momenti; inoltre, gli altri tassi dei mercati secondari come quello delle accettazioni bancarie e della carta commerciale in genere si adeguano alle flessioni e al trend del tasso dei bills. Su questa materia relativa ai vari tassi o prezzi di mercato ci intratterremo comunque più approfonditamente a suo tempo.

Prima di chiudere queste note, dobbiamo accennare al mercato giornaliero « secondario » dei T.B.: i buoni possono essere infatti oggetto di compravendita quotidiana sull'« over-the-counter-market » mantenuto dai dealers. I dealers in genere fanno offerte in proprio alle aste del lunedì per ammontari di un certo rilievo: una volta ottenuta l'assegnazione essi possono poi cedere durante la settimana a terzi (investitori non-bancari, piccole banche, etc.) i titoli acquistati il lunedì con un buon margine di profitto. Anche la F. R. può scendere, come si diceva, sul mercato aperto ad acquistare o vendere buoni in conformità con le istruzioni ricevute dal Federal Open Market Committee.

Finalmente, è interessante rilevare che a partire dalla fine del 1934 i T.B. vennero a rimpiazzare i preesistenti « certificates of indebtedness » — obbligazioni governative scadenti in un anno — che fino ad allora erano stati il titolo a breve consuetudinariamente emesso dal Tesoro. I « certificates » vennero nuovamente rimessi in uso durante la seconda guerra mondiale, quando essi costituirono uno dei tanti strumenti necessari a finanziamento della guerra e dei crescenti deficit di bilancio. Attualmente vi sono in essere ben \$ 36 miliardi di « certificates » distribuiti fra F. R. per circa 18 miliardi, banche commerciali per circa 7 miliardi e 10 miliardi a mani di « altri investitori ».

(*Continua*).

RENATO GUADAGNINI

New York.

IL MERCATO DEL DANARO E DEI CAPITALI IN SVIZZERA

Mentre l'aumento del tasso ufficiale di sconto del 15 maggio 1957 dall'1 1/2% al 2 1/2%, secondo l'Istituto di emissione rappresentò principalmente un segnale d'allarme per l'economia contro i pericoli di una supercongiuntura (il tasso dell'1 1/2%, com'è noto, era invariato sin dal novembre del 1936), la riduzione al 2% avvenuta il 26 febbraio scorso costituì più che altro un adattamento al nuovo livello dei bassi saggi d'interesse: la Direzione della Banca non mancò tuttavia di sottolineare espressamente che qualora l'espansione del credito assumesse proporzioni eccessive e dovesse manifestarsi un rafforzamento delle tendenze inflazionistiche, non tarderebbe a prendere i necessari provvedimenti di difesa. Senza dubbio volle alludere a restrizioni creditizie nonchè al vincolo di disponibilità presso la Banca stessa.

Comunque, al momento, i pericoli accennati non sono osservabili. La domanda di crediti — se si fa astrazione dal settore edilizio — è ognora piuttosto debole e i tassi d'interesse dovrebbero aver presto raggiunto il limite inferiore. D'altra parte non sussiste dubbio alcuno che i saggi di interesse per ipoteche di primo grado in un prossimo avvenire scenderanno indistintamente al 3 3/4%.

La domanda di denaro a breve termine è inesistente. Il tasso privato di sconto per l'esiguo movimento di cambiali è già sceso leggermente al di sotto del 2%. Obbligazioni a breve scadenza di banche o prestiti quotati in borsa sono ricercatissimi a scopo d'investimento e il loro reddito non raggiunge che l'1 1/2% per scadenza ad un anno e l'1 3/4% circa per scadenza a due anni.

Il sistema bancario, naturalmente, si vede costretto a ridurre proporzionalmente i tassi d'interesse passivo, per es. al 2 1/2% - 2 3/4% i saggi per libretti di risparmio e di deposito, tassi, questi, che sicuramente non si addicono ad incrementare il senso del risparmio del popolo. In connes-

sione con la recessione, l'incremento dei risparmi dovrebbe in ogni caso subire un rallentamento. In generale le principali banche non mostrano più grande interesse per obbligazioni di cassa, ciò che d'altronde trova espressione nei bassi tassi d'interesse (titoli a 3 - 4 anni, 2 $\frac{3}{4}$ %; oltre 3%). Le cosiddette obbligazioni di tutto riposo (Confederazione e Cantoni) quotate in borsa, rendono attualmente solo il 2.87%. Nuovi prestiti con durata di circa 15 anni vengono emessi alla pari e ad un tasso del 3 $\frac{1}{4}$ - 3 $\frac{1}{2}$ %, secondo il debitore. Per certificati di Investment Trusts l'interesse è sempre vivo. Il numero dei Trusts, che oggi sono ovunque di gran moda, è aumentato ulteriormente. Alla Borsa valori, l'ottimismo non accenna ad affievolirsi.

Per molti inaspettato è stato il ripetuto aumento del tasso di sconto delle Banche federali americane, provvedimento propizio che ha già determinato una certa richiesta di divise e con ciò una contrazione delle disponibilità del mercato.

L'emissione di nuovi prestiti esteri — per il momento ancora leggermente ostacolata da interventi amministrativi — dovrebbe pure, fra breve, sottrarre al mercato dei capitali mezzi cospicui. Se poi le importazioni dovessero rianimarsi (sembra che le scorte siano qua e là calate assai) e il disavanzo della bilancia dei capitali dovesse nuovamente aumentare (sia quale risultato di accresciuti investimenti all'estero da parte del pubblico che in conseguenza di un incremento dei trasferimenti di capitali esteri) non sarebbe assolutamente escluso che l'attuale pletora di denaro accennasse a diminuire e il livello dei tassi d'interesse mostrasse di nuovo tendenza al rialzo. Esistono comunque diversi elementi che inducono a non attribuire alla situazione presente carattere duraturo. Gli avvenimenti che si susseguono nella economia mondiale e nella politica internazionale non sono certo tali da condannare l'economia monetaria ad essere la cenerentola, prescindendo poi dal fatto che all'economia dell'Europa occidentale si presenta proprio ora un difficile periodo di riassetto e i mercati delle divise devono ancora dare la dimostrazione della loro stabilità a lungo andare.

Il dollaro USA che, si può dire, per anni si mantenne in Svizzera al livello del punto-oro inferiore (4.28 $\frac{1}{2}$), è salito ora a 4.32 $\frac{3}{4}$ sotto l'influsso dell'accresciuta domanda. Pure forte è stata la domanda della lira sterlina. I prezzi dell'oro monetato ed in lingotti, in seguito alla rafforzata offerta degli ultimi giorni, mostrano leggera tendenza al ribasso.

Mentre nella prima settimana del mese in corso le riserve oro e valute estere sono diminuite di 45 milioni di franchi, il regresso registrato

nella settimana successiva è stato di 113 milioni, ciò che conferma che l'aumento del tasso di sconto in America, ha ravvivato l'interesse per investimenti a breve scadenza. Nonostante il citato regresso delle riserve, gli averi in conto giro presso la Banca Nazionale svizzera — in seguito all'afflusso di banconote — sono aumentati da 2946 milioni a 2978 milioni di franchi. Questa somma veramente ragguardevole sta a dimostrare l'alto grado di liquidità dell'economia svizzera, e, anzitutto, del sistema bancario: un maggior trasferimento di capitali all'estero non sarebbe perciò solo pensabile bensì persino auspicabile.

Zürich, metà marzo.

La liquidità del mercato monetario si è mantenuta sostenuta anche nelle ultime quattro settimane, sebbene la massa monetaria — in seguito a cessioni di dollari da parte della Banca Centrale — abbia subito una contrazione di circa 100 milioni di franchi. La circolazione fiduciaria, con 5485 milioni, è rimasta abbastanza stabile, mentre i crediti del mercato verso l'Istituto di emissione sono scesi leggermente raggiungendo i 2859 milioni; i crediti della Confederazione e degli altri depositanti hanno subito un aumento di 61 milioni raggiungendo i 382 milioni.

Permane pertanto la pressione sui tassi d'interesse, tanto più che la richiesta di nuovi crediti bancari non ha registrato finora un incremento degno di nota. La domanda per investimenti a breve scadenza è quindi sempre viva, come pure forte è ognora l'interesse per il collocamento di capitali a breve termine all'estero.

Mentre il tasso ufficiale di sconto, dal 26 febbraio u. s. si mantiene invariato al 2%, per le cambiali commerciali si fa sempre più frequente l'applicazione di un tasso privato dell'1 3/4% - 1 7/8%. Il tasso per le scorte obbligatorie di generi alimentari e foraggi venne fissato in modo uniforme al 2%, per le altre scorte obbligatorie al 2 1/2%.

Sul mercato dei capitali è sempre sentita la mancanza di possibilità d'investimento, sì che le nuove emissioni — soprattutto per conto di enti svizzeri — sono caratterizzate senza eccezioni da fortissime sottoscrizioni, ad onta del fatto che il tasso sia sceso ormai al 3 1/2%. Pochi sono i prestiti esteri collocati in questi primi mesi dell'anno. Parecchie emissioni sono comunque pronte ed attendono solo che Berna dia loro via libera.

La settimana scorsa furono collocati con ottimo successo 15 milioni di franchi di obbligazioni 4 1/2% Kjøbenhavns Telefon Aktieselskab (Società Anonima dei Telefoni di Copenhagen).

In armonia con le maggiori borse valori estere, i mercati svizzeri sono caratterizzati dalla tendenza al rialzo. Spesso ci si chiede fino a quando durerà questa sfrenata evoluzione. Le cause principali di tale euforia sono da ricercare nella insufficienza delle azioni ed obbligazioni disponibili per investimenti (e ciò nonostante i numerosi titoli esteri, in particolare americani, quotati), nelle crescenti necessità d'investimento dei risparmiatori istituzionali e least not last nell'operare degli Investment Trusts, i quali crescono ormai come funghi e con le loro peculiarità permettono l'accesso ai mercati azionari anche ai piccoli risparmiatori. Se questo non rappresenti il seme di future delusioni, ce lo dirà l'avvenire. Con diversità di sentimenti è stata appresa, tanto in Svizzera quanto all'estero, la decisione di alcune maggiori aziende svizzere di trasformare i loro titoli al portatore in azioni nominative e ciò allo scopo di prevenire il pericolo di eccessive ingerenze estere. In quale misura tale pericolo fosse presente non è dato sapere.

La grande liquidità del mercato ha pure fatto flettere il tasso per ipoteche di primo rango, il quale sempre più va soggetto ad interferenze politiche: presto dovrebbe esser d'uso un tasso uniforme del 3 3/4%. In seguito alla discrepanza tra domanda e offerta in taluni casi s'è persino già registrato un tasso inferiore. Il reddito medio delle obbligazioni della Confederazione quotate in borsa non arriva che al 2,83%. L'indice delle obbligazioni si fissa a 101.51%, contro il 99,79% all'inizio dell'anno.

La larghezza del Parlamento svizzero nella concessione di crediti, manifestatasi ancora una volta nella sessione di marzo e tale d'aver suscitato il malumore del contribuente, non ha finora sminuito l'interesse per i titoli statali. Ma quale Parlamento oggi al mondo non trova più facile votare nuove spese che non un aumento delle entrate?

Sul mercato delle divise, il franco francese gode di un ulteriore rafforzamento. La temporanea e leggera flessione della moneta svizzera dovrebbe ricondurre ad operazioni d'arbitraggio sugli interessi nonchè all'uscita di capitali collegata alle emissioni per conto dell'estero. Attualmente le variazioni positive e negative dei depositi ed investimenti esteri dovrebbero più o meno equilibrarsi.

Le negoziazioni di oro sembrano aver subito negli ultimi tempi un incremento. I prezzi mostrano leggera tendenza al rialzo.

Le importazioni del mese di marzo sono scese, rispetto al mese corrispondente dell'anno precedente, di 11,5 milioni di franchi ed hanno rag-

giunto i 629,7 milioni (mese precedente 564,9 milioni). Le esportazioni sono state inferiori di 27,1 milioni e sono assommate a 566,4 milioni di franchi (mese precedente 551,5 milioni). La media giornaliera del valore del commercio estero è stata in marzo di 26,2 milioni di franchi, contro 24,7 milioni nel corrispondente mese dell'anno precedente. Il disavanzo registrato nel primo trimestre del 1958 ammontava a 238,2 milioni di franchi: nei primi tre mesi di quest'anno il saldo passivo è stato di soli Fr. 177,6 milioni. Le accresciute esportazioni sembrano avere carattere stagionale.

L'economia svizzera attende con impazienza i risultati finali dei negoziati in corso da mesi tra i sei Paesi del MEC e gli altri undici Paesi dell'OECE circa una definitiva regolamentazione delle vicendevoli relazioni economiche. Secondo l'opinione svizzera un fallimento dei negoziati sarebbe fatale per tutte le parti.

ALFRED HIRS

Zürich, metà aprile.

LES PERSPECTIVES DES VALEURS D'URANIUM

1. — *Les mines d'uranium.* Il y a peu de temps encore, le Congo Belge, l'Afrique du Sud et le Canada étaient considérés comme les sources les plus importantes. Depuis lors cependant, la recherche de minerai d'uranium a été intensifiée sur le territoire des Etats-Unis et d'importants gisements ont été découverts, avant tout dans les états de New Mexico et du Wyoming; vu qu'actuellement les stocks d'oxyde d'uranium dépassent déjà les besoins effectifs, il se peut que l'extraction de ce minerai vienne à être restreinte.

2. — *Le rôle du Gouvernement.* Au début, tous les domaines d'exploitation de l'énergie atomique se trouvèrent exclusivement contrôlés par le Gouvernement américain. Ceci se comprend aisément, vu que le rôle joué par la physique nucléaire dans la guerre du Pacifique imposa le secret sur toutes nouvelles découvertes. Plus tard, les progrès scientifiques réalisés tant à l'étranger que dans ce pays même ont conduit à un relâchement des dispositions légales et à une diffusion des connaissances acquises. De nos jours l'Atomic Energy Commission s'occupe de ces différentes questions. C'est à cette autorité et celle exerçant les mêmes fonctions au Canada, l'Eldorado Mining & Refining Ltd., que la plus grande partie de la production d'uranium est livrée; de leurs commandes dépend le sort des entreprises privées. Les prix sont payés en fonction de la richesse de l'oxyde d'uranium livré, et varient en ce moment (en chiffres ronds) de \$ 6 à \$ 11 la livre. Or, en novembre dernier la Commission a fait part de son intention de répartir les achats d'uranium pour compte du Gouvernement sur une plus longue période de façon à les réduire de 50 millions de dollars l'an durant les 3 prochaines années. De plus, les livraisons d'oxyde d'uranium provenant de nouveaux gisements ne seraient acceptées durant la période 1962-66 que dans la mesure des besoins et aux conditions fixées à ce moment par la Commission.

Les débours de la Commission pour l'achat de matériaux radioactifs s'élevèrent pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1958 — y compris les importations de provenance d'Afrique du Sud et du Canada qui se montent

à environ la moitié de la somme totale — à 559 millions de dollars en chiffres ronds et sont estimées pour l'exercice courant à près de 697 millions de dollars. Signés avant la découverte de nouveaux gisements d'uranium aux États-Unis, les contrats conclus avec l'étranger ne viendront à échéance que dans quelques années.

3. — *Les perspectives de l'industrie.* Nous ne mentionnerons dans le cadre de notre étude que les producteurs d'uranium d'Amérique du Nord, c. à. d. les compagnies dont l'activité s'étend sur le territoire des États-Unis et du Canada. Comme il s'agit d'une jeune industrie, les titres des compagnies en faisant partie appartiennent à la catégorie de celles qui n'ont pas encore fait leurs preuves (« unseasoned »). Bien que, en raison des frais d'exploitation élevés, la production d'uranium ne laisse qu'une marge de bénéfice relativement petite, les entreprises s'y adonnant ont joui d'une grande popularité, certainement due à l'enthousiasme suscité par tout ce qui se rattache à l'âge atomique. Les dernières déclarations de l'Atomic Energy Commission ont toutefois affecté quelque peu la valeur attribuée à ces titres.

Alors que les producteurs canadiens essayent d'obtenir par l'intermédiaire de leur Gouvernement une prolongation des contrats venant à échéance en 1962 et 1963, les représentants de l'industrie américaine s'opposent à une diminution de leurs livraisons, en se prévalant eux aussi du fait qu'elle mettrait en danger le service des obligations qu'ils ont émises. Ils demandent également qu'aucun contrat avec l'étranger pour la livraison d'oxyde d'uranium ou de concentrés d'uranium ne soit prolongé aussi longtemps que la production indigène est soumise à des restrictions.

4. — *L'évaluation boursière des valeurs d'uranium.* Ainsi que le directeur de l'Atomic Energy Commission l'a souligné, l'intérêt du Gouvernement et de l'industrie, vu à la longue, demande qu'un certain équilibre entre la production et la demande d'uranium soit préservé; les décisions de la Commission mentionnées plus haut ont cependant amené un fléchissement marqué des cours des titres des sociétés en question. Comme il en est souvent le cas, le caractère négatif de cette nouvelle fut exagéré; alors que, il y a quelques années, le public était appelé de tous côtés à participer à cette industrie de l'avenir, ce qui donna lieu à des excès spéculatifs, les valeurs d'uranium sont non seulement tombées considérablement au-dessous des cours maxima enregistrés durant la période 1955-1957, mais ont même atteint un niveau inférieur au profit auquel on est en droit de s'attendre du fait des commandes fermes déjà obtenues.

De l'avis de certains observateurs, les ventes massives de titres d'uranium ont été avant tout le résultat d'une psychose collective. Selon eux, ceux qui affirment qu'il existe une production excessive d'uranium semblent

perdre de vue l'importance du rôle futur réservé aux sources d'énergie nucléaire. Ces observateurs s'attendent à ce qu'à la fin de la prochaine décennie les besoins militaires d'uranium à eux seuls absorbent bien plus que la production indigène actuelle; si les possibilités d'application dans le secteur civil se développaient dans la mesure prévue, la production devrait être fortement augmentée afin de satisfaire cette demande accrue. Quoiqu'il en soit, en raison de ces perspectives incertaines tout porte à croire que les valeurs d'uranium conserveront encore, du moins pour un certain temps, leur caractère spéculatif.

5. — *Les sociétés se consacrant à la production d'uranium.* Parmi les entreprises relativement nombreuses qui se dédient plus ou moins exclusivement à la production d'oxyde d'uranium — et qui parfois ne revêtent qu'une importance locale — nous mentionnerons seulement les plus importantes tout en les décrivant brièvement :

a. Entreprises canadiennes.

Sociétés et actions ordinaires en circulation	Cours approx. 26-3-59	1953-59		bénéf. net par action		Div.	dette consol. par action
		pl. haut	pl. bas	1957	1958		
Algom Uranium Mines (4,350,007)	\$ 17	\$ 25.25	\$ 3.23	\$ 2.24	\$ 3.08	—	\$ 5.45 (*)
Consol. Denison Mines (4,451,215)	14.62	25.37	.07	(**)	2.15	—	4.94
Gunnar Mines (3,484,335)	16.50	21.75	2.25	2.58	3.22	\$ 1.50	1.27
Northspan Uranium Mi- nes (7,219,966)	1.82	9½	1.81	(d)	(d)	—	11.83
Stanrock Uranium Mines (4,661,566)	1.33	5.05	1.31	(d)	(d)	—	5.68
<i>Obligations</i>							
Consol. Denison Mines 5%, 1/6/72	101	101	95				
Gunnar Mines 5%, 1/10/60	103	103	99				
Northspan Uranium Mi- nes 5¾%, 1/7/63							
avec droit de sous- cription	88	125½	81				
sans droit de sous- cription	83	92½	76				
Stanrock Uranium Mines 5¾%, 1/6/63							
avec droit de sous- cription	83	107	82				
sans droit de sous- cription	77	92½	77				

(d) Deficit.

(*) Remboursée le 1er avril 1959.

(**) Ce chiffre ne peut être obtenu, 1957 étant la première année d'activité.

Algom Uranium Mines Ltd. est contrôlée à raison de 64% par la société anglaise bien connue, la Rio Tinto Company, et exploite les mines de Lake Nordic and de Quirk Lake dans la région de Blind River en Ontario. Un contrat prévoyant la livraison d'oxyde d'uranium pour un montant de 207 millions de dollars est à exécuter jusqu'au 1er janvier 1962. D'accord avec les dispositions contractuelles, les livraisons mensuelles de concentrés ont été réduites de 420,000 livres à 340,000 livres à partir du 30 juin 1958. La capacité journalière d'extraction s'élève à 3000 tonnes tandis que les réserves totales de minerai étaient estimées à fin 1958, en chiffres ronds, à 28 millions de tonnes d'une teneur d'oxyde d'uranium de 2.14 à 2.56 livres par tonne. Du point de vue financier, la société a fait des progrès remarquables: un prêt bancaire de 15 millions de dollars fut remboursé en 1958, et du fait de l'exercice du droit de souscription à des actions ordinaires au prix de \$ 11 par action, échû le 3 février, la dette consolidée de 23.7 millions de dollars se trouvera entièrement réglée à fin avril 1959. L'extraction de minerai a passé de 2,065,000 tonnes en 1957 à 2,072,000 tonnes en 1958, alors que les livraisons de concentrés d'uranium ont passé durant la même période de 4.2 à 4.7 millions de livres.

La Consolidated Denison Mines Ltd., apparemment très bien administrée, possède probablement les plus grandes réserves de minerai d'uranium, estimées à 136 millions de tonnes d'une teneur de 2.78 livres d'oxyde d'uranium par tonne; selon la société, ces réserves garantissent la production au taux actuel pour plusieurs décennies. La compagnie commença son activité en juin 1957 et à fin 1958 extrayait 6,000 tonnes de minerai par jour en exécution d'un contrat qui prévoit la livraison de concentrés d'uranium pour 202 millions de dollars et échoit le 31 mars 1963. En 1958, les frais de production purent être réduits de \$ 12.71 à \$ 10.01 par tonne et l'on s'efforce constamment de les diminuer encore. L'an dernier, les ventes s'élevèrent à 42.3 millions de dollars. Des revenus bruts effectifs de 18.3 millions de dollars, 11.6 millions ont été employés à réduire la dette consolidée, 4 millions à l'achat de biens d'investissement et le reste à l'augmentation du fonds de roulement. Les prêts bancaires, qui imposent certaines restrictions quant au paiement de dividendes, s'élevèrent à 6 millions dollars alors que le solde de la dette consolidée, qui au total se monte à 28 millions de dollars, est représenté par des obligations à 5% venant à échéance le 1er juin 1962. Les livraisons à l'Eldorado Mining ayant dépassé la quantité contractuellement fixée, une réduction de la production de l'ordre de 20% jusqu'à l'échéance de l'accord est possible.

Gunnar Mines Ltd. qui s'occupait à l'origine uniquement de l'extraction de l'or, devint un des premiers producteurs d'uranium. En 1956, une capacité d'exploitation journalière de 1250 tonnes fut atteinte, augmentée par la

suite à 1650 tonnes. Comme un contrat prévoyant la livraison d'oxyde d'uranium pour une valeur de 77 millions de dollars vient à échéance le 1er octobre 1960, des négociations furent engagées en vue de l'obtention de nouvelles commandes. Ces pourparlers ont été couronnés de succès; en effet, un nouveau contrat ferme de \$ 40 millions en vigueur jusqu'en 1962 fut conclu avec l'autorité canadienne, de sorte que la production quotidienne de 1650 tonnes pourra être maintenue. Les réserves de la société étaient estimées à fin 1957 à 1.4 millions de tonnes de minerai exploitable à ciel ouvert ayant une teneur de 3.48 livres d'oxyde d'uranium par tonne et de 1.8 millions de tonnes de réserves souterraines encore plus riches. Si les réserves de la société sont moins importantes comparées à celles d'autres producteurs, elles sont par contre de très haute qualité. La situation financière de la société est plutôt favorable; en effet, elle a pu réduire sa dette consolidée de près de 12 millions de dollars en 1957 à 4 millions de dollars approximativement à fin 1958; d'autre part, son fond de roulement s'élevait à fin 1957 à \$ 6 millions, comparé à des engagements à court terme de 4.5 millions de dollars. La récente faiblesse des titres de cette entreprise, seule société canadienne de ce secteur ayant distribué un dividende jusqu'à ce jour, reflète plutôt l'incertitude quant à la conclusion de futurs contrats que le manque de réserves de minerai.

En 1956, un syndicat, à la tête duquel se trouvait une maison de très bonne renommée, négocia la vente à raison de 99% de leur valeur nominale de \$ 45 millions de lettres de gage à 5 3/4% de la *Northspan Uranium Mines Ltd.*, échéant le 1er juillet 1963, avec droit de souscription permettant à leurs détenteurs d'acquérir 50 actions ordinaires au prix de \$ 3 par action. Le public qui, à l'époque, entrevoyait un brillant avenir pour cette industrie, réserva un accueil très favorable à l'emprunt. Les réserves de minerai de l'entreprise, placée sous la direction du groupe Rio Tinto qui détient environ 40% du capital-actions, sont estimées à 17 millions de tonnes en chiffres ronds avec une teneur d'oxyde d'uranium de 1.94 à 2.16 livres par tonne. La société obtint un contrat prévoyant la livraison de concentrés d'uranium pour un montant de 275 millions de dollars, le plus important de son espèce jusqu'à ce jour, ce qui explique pourquoi ces obligations furent considérées comme un placement à court terme des plus attrayants, promettant au surplus un bénéfice appréciable par l'exercice des droits de souscription. Malheureusement, la production fut entravée par une insuffisance de machines et de personnel, ce qui eut pour conséquence un accroissement des frais de production et nécessita l'exploitation des gisements les plus riches. Les livraisons contractuelles de 445,000 livres de concentré d'uranium par mois ne purent être atteintes de ce fait qu'en juillet 1958 et dépassées dans la deuxième moitié de la même année. Toutefois, pour la

première moitié de l'année courante il a été demandé à la société de limiter ses livraisons à 400,000 livres. En 1959 la société aura donc à affronter des difficultés financières, les liquidités ne se montant qu'à 8.5 millions de dollars au 31 décembre 1958, au regard d'obligations à court terme de 18 millions de dollars, cependant que \$ 28.1 millions additionnels de dette consolidée deviennent remboursables en 1959. La dette totale s'élève présentement à 82 millions de dollars; d'un autre côté l'on espère que le bénéfice brut atteindra 230 à 240 millions de dollars pour la période contractuelle. Le succès de la société dépendra de la mesure dans laquelle la rentrée de liquidités parviendra à couvrir les frais d'exploitation et le service de la dette.

Stanrock Uranium Mines Ltd. fondée en 1956, produit présentement du minerai d'uranium à une cadence de 3,300 tonnes par jour et peut en livrer aux termes de son contrat pour un montant de 97 millions de dollars jusqu'au 31 mars 1963. L'extraction fut retardée par une inondation qui provoqua en outre des frais supplémentaires pour plus de \$ 4 millions, de sorte que les dépenses totales nécessaires à la mise en exploitation s'élevèrent à près de 40 millions de dollars, ce qui a mené à une émission additionnelle de \$ 3 millions de lettres de gage à 5 3/4% et de 300,000 actions ordinaires. De plus, la société se vit contrainte de demander l'assentiment des porteurs de \$ 26 millions de lettres de gage pour la prorogation de deux annuités échéant en 1959 et d'émettre des traites à un an d'un montant de 1.3 millions de dollars, pour se procurer les fonds destinés au paiement des intérêts échus au cours de cette année. Depuis le début de la production, en mars 1958, un total de 565,000 livres de concentrés d'uranium d'une valeur de 6 millions de dollars en chiffres ronds a été extrait et vendu. Les réserves probables sont estimées entre 15 et 20 millions de tonnes de minerai d'une teneur approximative de 2 livres d'oxyde d'uranium par tonne.

b. *Entreprises américaines.* Alors que la plupart des producteurs canadiens d'uranium se consacrent exclusivement à l'extraction et à la concentration de ce minerai, une majeure partie de la production américaine est le résultat de l'activité d'entreprises pour lesquelles les profits en découlant sont relativement de moindre importance. Les sociétés en question, telles que Anaconda Company, Phillips Petroleum, Union Carbide et Vanadium Corporation of America sont bien connues et tout commentaire à leur sujet nous paraît donc superflu dans le cadre de cet exposé. Parmi les entreprises dont le résultat dépend dans une grande mesure de la production d'uranium, nous citerons les suivantes :

Sociétés et actions ordinaires en circulation	Cours approx. 26.3.59	1953-59		bénéf. net par action		Div.	Dettes consol. par action
		pl. haut	pl. bas	1957	1958		
Atlas Corp. (9,492, 078)	\$ 7 1/4	\$ 12 1/2	\$ 6 3/8	\$ —.26 (d)	(**)	\$.15 (*)	\$ 1.28
Homestake Mining (2,009,280)	43	52	31 1/4	2.10	\$ 2.05	2.—	5.65
Kerr-McGee Oil Ind. (2,378,575)	64	75 3/4	27 3/4	2.31	1.94	— .80	25.52

(d) Déficit.

(*) Plus dividende en actions ordinaires.

(**) Ce chiffre n'est pas encore obtainable.

Atlas Corporation, un « investment trust » qui s'est signalé dans le passé par ses placements extrêmement heureux dans des fonds de placement bon marché et des valeurs de services publics durant la période 1930-1940 et plus tard également par ses investissements du même genre dans des titres de l'industrie cinématographique et celle du pétrole, fit son entrée dans le domaine de l'uranium en 1954. Tout d'abord, la mine de Delta en Utah fut acquise pour 14 millions de dollars; d'autre part, 10 millions de dollars furent placés dans la Lisbon Uranium Co. et des montants moindres dans d'autres compagnies minières américaines et canadiennes. Le risque inhérent à la production d'uranium devint pourtant évident en 1956 quand de nouvelles fouilles révélèrent que la mine Delta susmentionnée avait été surévaluée et un mont de plus de 9 millions de dollars dut être amorti. En 1958 les investissements de l'Atlas Corporation dans l'industrie de l'uranium — plus de 4 millions de tonnes de minerai avec une teneur d'oxyde d'uranium de 6 livres par tonne — représentaient encore malgré cela 46 millions de dollars, soit 45% de l'actif total, le reste consistant principalement en pétroles et autres valeurs minières. Les risques assumés par la société du fait de ses intérêts dans la production d'uranium n'ont donc pas abouti aux mêmes résultats que les investissements précédents, raison pour laquelle le cours de ses actions qui avait dépassé \$ 12 en 1955 est tombé à près de \$ 7, alors que durant la même période les valeurs d'autres « investment trusts » bénéficièrent d'avances remarquables, celles de la Lehman Corp., par exemple, passant de \$ 20 à \$ 30.

Homestake Mining Co., le premier producteur d'or du pays, entreprit l'extraction d'uranium en 1953 dans la région des Black Hills au Wyoming et à l'est de l'Utah. En 1956, elle acquit une participation de 25% dans certains intérêts de la *Sabre Pinon Corporation* (cours actuel \$ 8) et une participation de 24% à diverses mines du district d'Ambrosia Lake au Nouveau Mexique; cette entreprise possède maintenant deux fonderies d'une capacité journalière de 2250 tonnes et a concentré jusqu'ici 300,000 tonnes provenant d'autres mines. Homestake a investi à peu près 17 millions de dollars dans

cette industrie et conclu un contrat pour la livraison d'oxyde d'uranium avec l'Atomic Energy Commission d'un montant de 46 millions de dollars. Ses réserves de minerai d'uranium sont estimées à 3 millions de tonnes d'une teneur de 4 à 8 livres de concentré par tonne. Jusqu'à présent la mine principale a été décevante; de plus, certaines difficultés ont surgi avec les autres partenaires. Comme les mines en question se trouvent dans le premier stade d'exploitation, les résultats sont encore bien modestes. En 1958, sur un bénéfice total par action de \$ 2.05, \$ 0.30 ont été dus à la production d'uranium; en 1957, les chiffres correspondants étaient \$ 2.10 et \$ 0.36 respectivement.

Kerr-McGee Oil Industries, Inc. est une société pétrolière bien intégrée de grandeur moyenne, ayant son siège dans l'état d'Oklahoma; elle compte également parmi les producteurs les plus importants d'uranium indigène. Elle participe à raison de 56% à la Kermac Nuclear Fuels Corp., dont les réserves de minerai d'uranium sont de 25 millions de tonnes d'une teneur moyenne de 6 livres par tonne d'oxyde, ce que correspond à environ un quart des réserves actuellement connues aux Etats-Unis. La Fonderie de Kermac, à Ambrosia Lake, d'une capacité journalière de 3,630 tonnes est une des plus grandes du pays. Un contrat conclu avec l'Atomic Energy Commission prévoit la livraison de 33 millions de livres d'oxyde d'uranium en 5 ans et, subséquemment, des livraisons annuelles de 4.5 millions de livres jusqu'au 31 décembre 1966. La valeur totale des livraisons se place entre 300 et 350 millions de dollars (*).

New York, le 31 mars 1959

(*) *Studio della* SWISS AMERICAN CORPORATION, 25 Pine Street, New York 5, N. Y.

SUMMARIES - ZUSAMMENFASSUNGEN

DIETERLEN, Pierre — *Mutual Prospects between Entrepreneurs and Wage-earners and Monetary Policy* (p. 301-318).

There is nothing more opposed to « irenicism » which characterized the thought of liberals than « agonism » which expresses monetary phenomena and their inherent policy. The role of the Central Bank is to restrain and control requests. Fundamentally the balance is more or less kept through a series of complementary disagreements between buyers and sellers, borrowers and lenders of money whose forecasts are never exact.

The author examines here the role of the mutual prospects between entrepreneurs and wage-earners during an inflation period. In the author's opinion this asymmetrical reciprocity seems to explain the process of inflation and its progressive growth.

The *flexibility of forecasting* of entrepreneurs, which is generally higher, represents the element of growth, whereas that of labourers, which is generally weaker, represents the element of delay. But the former is an increasing function of the *flexibility of forecasting* of entrepreneurs. When the *flexibility of forecasting* of entrepreneurs becomes infinite and the delays in reacting disappear, inflation becomes hyperinflation.

Monetary-policy must therefore operate on the elasticity of forecasting of entrepreneurs and commercial banks. These are in fact the origin of the supply and demand of credit, and of the consequent growth of the monetary bulk; the task of monetary policy is to control these phenomena and avoid their excessive development. This is the reason for which the action of the central bank is almost always opposed to that which those who resort to credit and commercial banks would require.

Cases of Commercial Law.

MARCHESANO, Enrico — *Duties and Responsibilities of Private Enterprise in Underserved Countries* (p. 321-329).

The entrepreneur's function which institutionally develops in a climate of economic freedom and mere convenience is here considered in relation to the tasks of progress. Here the entrepreneur must have his share with the support of the state. Only the solidarity among states could resolve the great problems of underserved countries and zones; this, owing both to the amount of means, and to the solidarity necessary to remove the suspicion which is always liable to appear when an action of this kind is left to the initiative of a single state.

In short, the author's opinion is that entrepreneurs should undertake their risks in this new aspect of economic solidarity as well; this because of a moral and practical exigency; in fact the absence of the entrepreneur would cause the state to take decisions far beyond its competence and this would jeopardize the conditions necessary to the efficient action of private enterprise even in the future.

STERNBERG MONTALDI, Annamaria — *The Afro-asiatic World in the Present International Situation* (p. 330-334).

The author explains the manner in which the solidarity which is spreading in the Afro-asiatic world is mainly negative in character in that it only develops in the leit-motiv of anticolonialism and independence. The author's opinion on this situation is that the Europeans ought to have a new different detached approach to which the Arabs might react without the fanaticism typical of their political action. But even that would hardly contain any probability of bettering the cause of those countries, because of the negative basis of their solidarity. The pan-Arab and pan-African movement will probably develop until their extreme consequences.

DEMARIA, Giovanni — *The Future of Western Emigration towards Underdeveloped Countries* (p. 335-343).

This essay, which the author has summed up for the Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali was presented at the « Table Ronde des Problèmes de l'Europe » which took place in Venice at the Fondazione Cini in September 1958.

Many people believe that owing to the new forms of European solidarity which will be realized by the European Economic community, it will no longer be possible to direct intense relations of economic and political collaboration, and therefore it will no longer be possible to send large numbers of active Western people towards overseas territories dependent on the countries of the E.E.C. itself; whereas this could be done under the effect of the old colonial policies. On the other hand many people believe that, except for certain circumstances, the movement of working people from Arab-Asiatic countries will also be stopped; native workers who up to yesterday could find jobs in Europe, especially in France, will no longer be able to leave their countries and be admitted in the countries of the E.E.C. and enjoy the advantages of a higher living standard.

The author observes and brings evidence that although both these views seem to be fairly reasonable and are therefore largely shared, they definitely contradict the principles of the present economic and political situation. Therefore the author suggests a complete revision of the approach of the capitalistic countries towards underdeveloped ones and towards coloured people in general. This approach will not have to give up the positive points of capitalistic penetration, but on the other hand it will have to take into due account two factors: the trend towards emancipation which is stronger and stronger in subject countries and the penetration of Russian Communism in its aggressive and structural forms.

PAOLANTONIO, Eugenio — *The Question of the Great Navigable Canals in the Po Valley* (p. 344-359).

After mentioning the several economic advantages of inland waterways in comparison with the systems of land transportation, the author examines two plans for the Venezia-Locarno waterway.

The first plan has several drawbacks, especially because the Po does not allow a safe navigation and in certain places does not even reach the depth of 4 feet, as for instance along the Cremona-Milano Canal which can only bear vessels under 600 metric tons of tonnage. On the contrary the Mincio-Ticino Canal studied

in the second plan is almost 12 feet deep throughout and therefore navigation on it is safe all through the year for vessels of 1,350 metric tons.

The second plan allows a junction for the most industrialized areas of Lombardy; the author dwells on this point and gives many details about the concentration of the most important productive organizations along the Mincio-Ticino canal with a volume of traffic of 8 million metric tons a year, whereas the Milano-Cremona canal would have a traffic volume of only 2 million metric tons.

The existence of this waterway in the vicinity of ironworks, which constitute 90% of the industrial production in Lombardy would permit the installation of blast furnaces and refining hot metal plants which, as is well known, are the most economical, but they depend necessarily on the possibility of cheap transportation.

The adjustment of production costs to those of the Common Market and the absorption of a great quantity of labour are objects which the new waterway would favour. But if the plan of the Cremona-Milano Canal should be chosen instead of that of the Mincio-Ticino Canal, the new enterprise would fail its aims as, in the author's opinion, the county of Cremona, which is an underdeveloped area, would have no noteworthy advantage from it especially owing to its already existing connection with the sea through the Po. The consequences of a wrong choice between the two plans under discussion would therefore be very serious.

I. U. B. — *Corporation Bond and Guarantee with maritime mortgage* (p. 360-365).

Art. 2410 of the civil code allows the issue of an amount of bonds not higher than the capital paid in and still existing at the time of the last balance. This is the general rule that art. 2410 itself allows to derogate in a few strictly limited cases.

Among these cases there is that concerning bonds guaranteed by immovables. Is it possible to guarantee bonds with a mortgage on a ship, instead of a mortgage on immovables? Here the author illustrates this problem in its various aspects.

DIETERLEN, Pierre — *Reziprozität der Aussichten und Währungspolitik* (S. 301-318).

Nichts steht mehr der Irenik entgegen, die den liberalen Gedanken des Agonismus charakterisierte, der die Währungsphänomene und die bezügliche Politik erklärt. Die Rolle der Zentralbank besteht im Bremsen und im Ausgleich der Strömungen. Grundsätzlich erhält man das Gleichgewicht, gut oder schlecht, mit einer Reihe von komplementären Antagonismen zwischen Käufern und Verkäufern, Darlehensgebern und Darlehensnehmern, deren Voraussichten jedoch unvollkommen sind. Auf einer anderen Ebene der Abstraktion bilden auch die reziproken Beziehungen zwischen Geldmenge und Umlaufgeschwindigkeit ein als antagonistisches Komplement doppelt spezifiziertes Phänomen.

Der Autor studiert mehr im Detail, wie in Inflationsperioden die Reziprozität der Aussichten zwischen Unternehmern und Dienstnehmern spielt. Diese asymmetrische Reziprozität scheint ihm den Inflationsprozess und seine fortschreitend Erweiterung

zu erklären. Die Elastizität von normaler Weise höher gespannten Prognosen der Unternehmer bildet das erweiternde Element; jene der Dienstnehmer, normal etwas niedriger, bildet das verzögernde Element. Aber die Elastizität der Prognosen der Unternehmer ist eine wachsende Funktion der Reaktionen der Gehaltsempfänger; die Reaktionsverzögerung dieser letzteren zeigt sich als abnehmende Funktion der Elastizität von Unternehmerprognosen. Wenn diese letzteren unendlich werden und die Verzögerungsreaktionen wegfallen, geht die Inflation in ein Chaos über.

Die Währungspolitik besteht also in der Einwirkung auf die Elastizitäten von Prognosen der Unternehmer und der Handelsbanken, wo Angebot und Nachfrage von Krediten entstünden und zugleich das Anwachsen der Geldmenge bewirkten, um sie zu korrigieren, wenn sie exzessiv in Erscheinung treten, oder noch besser, vorzubeugen, dass sie nicht exzessiv werden. Und diese Aktion der Zentralbank ist fast immer konträr dem Verlangen der Kreditnehmer und der Handelsbanken. Die Zentralbank ist notwendiger Weise also unpopulär.

MARCHESANO, Enrico — *Verpflichtungen und Verantwortung der Privatinitiative in den Ländern, die in der Fase der Entwicklung stehen* (S. 321-329).

Die Funktion des Unternehmers, die sich institutionell in einem Klima wirtschaftlicher Freiheit und reiner Konvenienz ergibt, wird hier in Beziehung zu den Aufgaben des zivilen Fortschritts gebracht. In ihm muss der Unternehmer seinen Anteil mit der Unterstützung des Staates haben. Ja es kann überhaupt nur eine Solidarität von Staaten verlangen, die grossen Probleme der Länder und unterentwickelten Zonen zu lösen, sei es wegen des Ausmasses der Mittel oder wegen der notwendigen Solidarität, um den Verdacht zu vermeiden, der sich immer ergeben kann, wenn eine Aktion dieser Art der Initiative eines einzigen Staates allein überlassen wird.

Im wesentlichen besagt die Stellungnahme des Verfassers, dass die Unternehmer ihre Risiken auch in diesem neuen Abschnitt wirtschaftlicher Solidarität übernehmen müssten; dies aus einer pflichtgemässen und praktischen Notwendigkeit heraus: die Abwesenheit des Unternehmers von der Bühne liesse das Feld für Entscheidungen des Staates frei, und zwar auch dort, wo er institutionell nicht geeignet ist; dies würde auch für die Zukunft die notwendigen Bedingungen für eine starke Entwicklung der Privatinitiative pädizieren.

STERNBERG MONTALDI, Annamaria — *Die afrikanisch-asiatische Welt in der gegenwärtigen internationalen Lage* (S. 330-334).

Der Verfasserin schildert wie die Solidarität, die sich zwischen der afrikanisch-asiatischen Welt herausbildet, einen eminent negativen Charakter hat, insofern sie sich nur im Leitmotiv des Antikolonialismus und der Unabhängigkeit entwickelt.

Dieser Lage gegenüber müssten nach Meinung des Verfassers die Europäer ein anderes Verhalten einnehmen, verschieden und losgelöst von dem Vorgehen, auf das nur die Araber ohne den mindesten Fanatismus in ihrer politischen Aktion eingehen könnten. Aber auch dies würde bei dem gegebenen negativen Katalysator der Solidarität dieser Länder nur geringe Erfolgsmöglichkeiten haben. Die panarabische und panafrikanische Bewegung werden sich wahrscheinlich bis in ihre äussersten Konsequenzen entwickeln.

DEMARIA, Giovanni — *Die Zukunftsaussichten der westlichen Emigration nach den unterentwickelten Ländern* (S. 335-343).

Diese Abhandlung, die der Verfasser für die Rivista Internazionale aufgegriffen und ausgearbeitet hat, geht auf eine Intervention bei der « Table Ronde des Problèmes de l'Europe » zurück, die in Venedig bei der Cini-Stiftung am 29. und 30. September 1958 stattfand.

Viele sind heute der Ansicht, dass zufolge der neuen Formen europäischer Solidarität, die mit der Bildung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft wirksam werden, es nicht möglich sein wird, zu den überseeischen Gebieten, die von den Ländern der Gemeinschaft abhängig sind, stärkere Beziehungen wirtschaftlicher und politischer Zusammenarbeit zu schaffen und dorthin grössere Kontingente der aktiven westlichen Bevölkerung zu schicken, wie es früher für einige europäische Nationen unter der Auswirkung alter Kolonialpolitiken möglich war. Viele aber glauben auch, dass, gewisse Umstände ausgenommen, die gegenteilige Bewegung der aktiven Bevölkerung arabisch - asiatischer Länder in gleicher Weise zum Stillstand kommen wird; gemeint sind die Gruppen von Arbeitern, die bis gestern in europäischen Gebieten, besonders in Frankreich, Beschäftigung fanden; sie werden nicht mehr ihre Ursprungsländer verlassen können, um in europäischen Ländern, wenn schon nicht dauernd so doch kontinuierlich zu sein und dort an den Vorteilen eines höheren Lebensstandards teil zu haben.

Der Autor legt in seiner Analyse dar, dass auf den ersten Blick diese Ansicht zwar ganz vernünftig erscheine und weitgehend geteilt werde, dass sie jedoch im radikalen Gegensatz nicht nur mit dem Geist einer besseren zukünftigen internationalen Ethik, sondern auch zur gegenwärtigen wirtschaftlichen und politischen Lage stehe. Er ist daher für eine komplette Revision der Unterstützung seitens der kapitalischen gegenüber den weniger entwickelten und farbigen Bevölkerungen, eine Unterstützung, die, wenn sie schon gewährt wird, den positiven Zug der kapitalistischen Durchdringung in sich tragen und in den betroffenen Ländern dem so starken Streben nach Selbstbestimmung und Unabhängigkeit Rechnung tragen muss, wie auch dem derzeitigen Eindringen des russischen Kommunismus.

PAOLANTONIO, Eugenio — *Die Frage der grossen schiffbaren Kanäle in der Po-Ebene* (S. 344-359).

Der Autor nennt zuerst die vielfältigen wirtschaftlichen Vorteile, die die Binnenwasserstrassen gegenüber dem Landtransportwesen kennzeichnen und geht dann zur Prüfung zweier verschiedener Entwürfe für eine Wasserstrasse zwischen Venedig und Locarno über.

Der erste, sogenannte « Süd-Kanal » würde verschiedene Nachteile aufweisen, da der Po selbst dort, wo mit hohen Kosten beachtliche Regulierungsarbeiten durchgeführt wurden, keine reguläre Schifffahrt erlaubt und an einigen Stellen nicht einmal eine Tiefe von 1.20 m erreicht; hinzu kommt die Enge des Kanales Cremona-Milano, die nur die Durchfahrt von Kähnen mit einer Höchsttragfähigkeit von 600 Tonnen erlaubt. Auf dem Kanal Mincio-Ticino, der im zweiten Entwurf vorgesehen ist und überall eine Tiefe von 3.50 m aufweist, wäre mit Sicherheit das ganze Jahr hindurch die Schifffahrt mit Kähnen bis zu 1.350 Tonnen möglich.

Dieses zweite Projekt erlaubt eine Verbindung mit dem höchst industrialisierten Zonen der Lombardei und diesem Punkt widmet der Verfasser besondere Aufmerksamkeit. Mit der Wiedergabe vieler Daten dokumentiert er, wie sich die bedeutendsten produktiven Komplexe längs des « Nordkanals », mit einem Verkehrsvolumen von 8 Millionen Tonnen jährlich, gegenüber 2 Millionen auf dem Wasserweg Mailand - Cremona - Po, verdichten. Die geplante Wasserstrasse in der Nähe der siderurgischen Werke, die 90% der Produktion der Lombardei repräsentieren, würde schliesslich die Aufstellung von Hochöfen und Walzanlagen mit Flüssigkeitsbetrieb ermöglichen, die bekanntlich die wirtschaftlichsten sind, aber billige Transportkosten zur Voraussetzung haben.

Die Produktionskosten an jene des Gemeinsamen Marktes anzugleichen und viele Arbeitskräfte zu absorbieren, sind Zielsetzungen, deren Erreichung die neue Wasserstrasse erleichtern würde. Wollte man jedoch die « Südstrasse » verwirklichen, würde das neue Werk weniger der Erfüllung seiner grossen Aufgabe gerecht werden, ohne dafür auf einem anderen Gebiet eine Kompensation zu finden, denn — dem Verfasser gemäss — würde auch die Provinz von Cremona als « unterentwickelte Zone » keinen grossen Vorteil der derzeitigen Verbindung über den Po mit dem Meer gegenüber finden.

Die Folgen einer falschen Wahl für den Bau eines Kanales würden also sehr schwerwiegende sein.

I. U. B. — Rundschau der Handelsrechtspflege — *Obligationen von Gesellschaften und Garantie mit Schiffshypothek* (S. 360-365).

Der Artikel 241¹ des Codice Civile erlaubt die Emission von Obligationen bis zur Höhe des einbezahlten und nach der letzten approbierten Bilanz vorhandenen Kapitals. Dies ist die allgemeine Regel, deren Derogation derselbe Artikel 241⁶ in einigen taxativ angegebenen Hypothesen erlaubt.

Zu diesen gehört der Fall von Obligationen, die durch Immobilien garantiert werden, die im Eigentum der emittierenden Gesellschaft stehen, und zwar bis zu zwei Drittel des Wertes dieser Immobilien. Ist es möglich, diese Obligationen mit einer Schiffshypothek zu garantieren, anstatt mit einer solchen auf unbewegliche Güter? Dieses Problem wird von verschiedenen Gesichtspunkten her in diesem Artikel beschrieben.

(Deutsche Übersetzung von ANTON STÖGER)

RECENSIONI

DOBB, Maurice — *Problemi di storia del capitalismo*. Roma, Editori Riuniti, 1958. Traduzione di Alessandro Mazzoni, in 8°, pp. 422, Lire 2.500.

Con la ricchezza monografica pressochè sconfinata sui tratti anche meno noti della storia economica e con una problematica non meno dibattuta, parrebbe non essere troppo difficile impegnarsi, come il Dobb, sui problemi di storia del capitalismo. Anche perchè l'assunto resta tuttavia modesto o almeno elastico rispetto all'impegno che domanderebbe una vera e propria storia del capitalismo.

Un lavoro come questo, ligio ai temi tipici — il capitalismo (metodologia); il declino del feudalesimo e lo sviluppo della città; la borghesia ai suoi inizi; la nascita del capitale industriale; la formazione del proletariato; la rivoluzione industriale e il secolo XIX; il periodo tra le due guerre e gli anni successivi —, potrebbe facilmente risolversi in uno dei tanti rifacimenti della storia del capitalismo, ove al grado palese della maggior diligenza s'accompagna l'evidenza dell'assurdità di dipanare i fatti sul consueto arcolajo di una problematica dello sviluppo che ha già allineato falangi di sostenitori e di detrattori.

Già, perchè un commento all'apparenza vago e sciolto come questo nostro è pur misurato sull'autore. I suoi temi — senza nessuna malizia sul genere di letteratura dell'editore italiano — sono difatti del cliché consueto alla produzione marxista. Di buona lega marxista è il vigore dell'analisi del fenomeno e marxista è anche l'appello ove il mentore del pieno impiego ammonisce sul caso opposto:

*Tutta la sua ricchezza giace abbandonata
Corrompendosi sulla sua stessa fertilità
...Vigne, maggesi, prati e siepi,
Guasti nella loro natura, si trasformano in fore selvagge.*

Ma l'attributo è oggi squalificato, nè sappiamo se all'autore piacerebbe. Nel senso che il marxismo denota ormai — dacchè il grande individualista ebbe la ventura di una scuola — un modo dogmatico e assurdo di interpretare la storia. E questo non è il caso per Dobb. Al contrario, la sua personalità è anche meglio individuata nel dominio dei temi complessi del capitalismo, or vigorosa or sottile, come appunto domanda la complessa tematica.

V'è un altro pregio, in questo libro, che non sarà mai lodato abbastanza: lo svolgimento integrato dei fatti e dei problemi, cui purtroppo la specializzazione storicistica va disabituandoci. Difatti dal monografismo della scuola storica tedesca non ci si è ancora riavuti; né l'economia « pura » par disposta ad occuparsi delle cose della terra. Il libro è dunque notevole anche per la metodologia cui si attiene.

Potremmo dire addirittura coraggioso, chè nell'ambiente accademico questo modo d'indagare è particolarmente sospetto. Sicchè non infondata risulta la preoccupazione dell'autore, ch'esso possa dispiacere sia agli storici che agli economisti.

Ma l'accademismo ufficiale si mantiene su un assurdo. Far della storia economica non è infatti solo far della storia, ma storia più qualcosa: dato più interpretazione. Però non l'interpretazione che la storia generale ricava volta a volta dall'equazione personale dello storico soltanto, sibbene interpretazione obbligata dal *logos* economico. Nel monografismo corrente invece il divorzio è manifesto e addirittura ostentato. Così la storia scade nella curiosità e nella comparazione.

Con Dobb invece la logica tiene non solo il filo del discorso, ma la struttura stessa. E in ciò pure Marx gli è maestro: che sarebbe stata l'interpretazione della storia di questi senza lo studio dei classici e i lumi della fisiocrazia?

TULLIO BAGIOTTI

ROBBINS, Lionello — *La teoria della politica economica nella economia politica classica inglese*. Torino, UTET, 1956. Traduzione di Pasquale Jannaccone. In 8°, pp. XI+199, Lire 1.700.

Nella recensione che precede, l'uso del connotato marxista imponeva una precisazione e un ripudio, giacchè all'intelligenza corrente esso propone non tanto Marx quanto la codificazione dogmatica che ne hanno dato i suoi interpreti.

Queste piane lezioni di Lionel Robbins ci propongono uguale e maggior controllo nell'uso del connotato « liberale ». I liberali dell'economia, sempre nell'intelligenza corrente, sarebbero coloro i quai si rifanno alle fonti genuine del pensiero classico inglese, che mette radici nella filosofia individualistica temperata dal moralismo scozzese. Gli è però che l'intelligenza corrente si ferma al diaframma dei codificatori del pensiero classico, che il linguaggio delle encicliche religiose e laiche ci presenta come manchesteriani.

Queste piane lezioni — l'aggettivo vuol sottolinearne ad un tempo la chiarezza e l'importanza — dovrebbero figurare nelle redazioni della stampa economica e finanziaria di parte padronale come in quella di parte sindacale. In primo luogo, per dimostrarne la stupidità; poi per rifuggire da una pericolosa piaggeria.

Non è infatti azzardato sostenere che il libellismo in materia economica e relativi argomenti sono fondati su una logica ipersemplicità e sconfinante nella banalità. Pochi precetti costituiscono il bagaglio analitico che lo spirito di parte alimenta e quasi sempre rende virulenti.

Così lo « stato » è l'« istanza sociale » — da destra — ci appaiono come creature del diavolo; mentre da sinistra è il padronato demoniaco, quando i giullari di quel credo si lasciano ancora andare ad usare i termini della fede dei padri.

Ora il libro di Robbins rappresenta uno smantellamento sistematico del cliché liberale, riproponendo ad un tempo tutta la fecondità di quella meditazione la quale, se seguiva i suoi schemi, lo faceva con tale discrezione e giudizio da far riflettere come questo tratto apparentemente irrilevante ai fini dello studio della società, ne sia invece la condizione prima. Difatti, se il giudizio dei modelli teorici classici è stato quel che è stato — entusiasta a volte e a volte ingiurioso —, il giudizio umano su questi autori non può trascurare la buona volontà che regge tutta la loro meditazione.

Lo stesso, naturalmente, vale per gli utilitaristi. I quali dettero la misura perfetta del rapporto stato-società con la formula compensativa che i manchesteriani dovevano ritenere spuria, ma che in definitiva è la chiave stessa dell'economia politica:

agenda;
non agenda,
sponcte acta,

ove il grado degli ultimi condiziona l'intervento o il non intervento dello stato: necessario quando gli *sponcte acta* son carenti, pregiudizievole dove questi sono attivi e compatibili.

Il libro origina da un corso di lezioni tenuto alla London School of Economics nel 1939 e riprese nel 1950 a Manchester. E' quasi simbolico che proprio a Manchester sia stata fatta l'esposizione più ampia della materia di questo libro, cioè nella culla del dogmatismo liberale, almeno come vuole la connotazione corrente.

- 1) Il sistema della libertà economica;
- 2) Le funzioni economiche dello stato;
- 3) Le condizioni della popolazione;
- 4) Gli economisti classici e il socialismo da Hume a Senior;
- 5) Gli economisti classici e il socialismo: John Stuart Mill;
- 6) Prospetto generale della teoria classica.

La traduzione è stata condotta da Pasquale Jannaccone, cui l'economia italiana deve da un sessantennio tanto per l'apporto personale fecondissimo quanto per l'introduzione ai lettori della nostra lingua di autori stranieri col giudizio e l'intuito che già fu del Ferrara, prima per la biblioteca dell'economista e ora per la preziosa collana sorella della « Sociologi ed economisti »: « Storia e dottrine economiche ».

TULLIO BAGIOTTI

X. WICKSELL, Knut — *Selected Papers on Economic Theory*. London, George Allen and Unwin, Ltd., 1958. Edited with an Introduction by Erik Lindahl. In 8°, pp. 292, 30 scellini.

E' una traduzione di saggi difficilmente accessibili nell'ispida lingua svedese. L'editore li ha disposti in quattro sezioni, nelle quali figurano: 1) due conferenze su Fini e mezzi in economia e sull'Influenza del saggio d'interesse sui beni; 2) tre articoli critici sulla Produttività marginale come base della distribuzione in economia; sul Problema della distribuzione sul « Punto critico » nella legge dei rendimenti decrescenti nella produttività agricola; 3) recensioni ad opere di contemporanei: il *Cours* e il *Manuel* di Pareto; la *Teoria positiva del capitale* di Böhm-Bawerk; la seconda edizione del *Grundsätze* di Menger e un *in memoriam* per quest'ultimo; la *Mathematical Economics* di Bowley; 4) tre temi di commercio internazionale, sulla Confusione degli scambi forestieri, su Protezione e libero scambio e sulla Questione tariffaria.

Così dato, il contenuto non sembra gran cosa, ma la lettura è una delle più immediate e interessanti che possa incontrare l'economista colto. Soprattutto se ha familiarità con le opere maggiori, o almeno con le *Lezioni*, che noi abbiamo nella nostra stessa lingua (oltre a un saggio classico pubblicato nella « Nuova collana di economisti stranieri e italiani »).

Una lunga introduzione, in effetti uno studio elaborato della vita e dell'opera di Wicksell, per la penna di Lindahl, completa l'interesse del volume. I cercatori di casi piccanti troveranno uno *status quaestionis* abbastanza completo dell'antagonismo tra Wicksell e Cassel uno dei più clamorosi fra due personalità che dovevano parimenti primeggiare nell'estimazione dei contemporanei. Ma per scoprire l'animus di Wicksell verso il suo compatriota dovranno pur sempre riandare all'apprezzamento scientifico che egli, quasi presago di morire, faceva in un lungo articolo per lo « Schmollers Jahrbuch », ove tratto tratto vengon demoliti i meriti del conterraneo e l'originalità viene sommersa nel sarcasmo che già era stato del Bonar: *Maledicti qui ante nos nostra dixerunt!*

TULLIO BAGIOTTI

ANGIOLINI, Vittorio — *Contributo allo studio di una categoria neoclassica. La teoria del valore strumento per l'analisi quantitativa*. Padova, Cedam, 1957, in 8°, pp. 249, Lire 2.000.

Vittorio Angiolini si è impegnato in un tema disperato: *La teoria del valore come strumento per l'analisi quantitativa*. A ciò l'ha certamente confortato il punto d'attacco, neoclassico o, meglio, marshalliano. Dicendo che il tema è disperato, evidentemente giudichiamo a ritroso. E non tanto sull'insuccesso degli econometrici e degli astrologi dei vari « osservatori economici », i quali credevan esser loro la rivelazione profetica del Marshall: che lo schema qualitativo era compiuto, si completasse il quantitativo. E furono delusi. Non da questa fonte, metodologicamente discutibile, ma da quelle che, rivedendo gli entusiasmi del '70, cominciò già all'inizio del secolo a dubitare della fattibilità del calcolo quantitativo del valore.

Ciò in generale. Ma anche in particolare, se si riflette che gli ausiliari logici del Marshall — breve andare, lungo andare, impresa rappresentativa, quasi-rendita, costanza dell'utilità marginale della moneta... — non sono che ausiliari e che la costruzione sistematica cade quando questa impalcatura accessoria viene rimossa.

Qui il punto e il rischio. Ma il rischio è bello! E Angiolini l'ha corso con sincera determinazione.

TULLIO BAGIOTTI

SANNWALD, Rolf e STOHLER, Jacques — *Wirtschaftliche Integration. Theoretische Voraussetzungen und Folgen eines europäischen Zusammenschlusses*. Basel, Kyklos-Verlag, Tübingen, J. C. B. Mohr, 1958. In 8°, pp. XIV+245, rilegato, DM 20,50.

E' un lavoro ordinato e compendioso, dove tuttavia l'originalità è sacrificata alla commissione, che era, appunto, di fornire un testo sulle premesse e le conseguenze teoriche dell'unione europea. In questo settore, sin qui, debite eccezioni a parte, non si è lavorato che su estrapolazioni e analogie. E questo lavoro si uniforma alla regola. Suo merito, in ogni caso, d'essere riuscito in questa funzione manualistica, tanto che la letteratura di circostanza sta già saccheggiandolo, come ci risulta dai vari riscontri.

TULLIO BAGIOTTI

KELLER, Paul — *Dogmengeschichte des Wohlstandspolitischen Interventionismus*. Winterthur, Verlag P. G. Keller, 1955, in 8°, pp. X+367, s.i.p.

E' un lavoro di grande attualità su un settore che sin qui ha avuto solo contributi parziali e di poco impegno.

Scelta e problematica sono condotte con lodevole circospezione. L'aderenza bibliografica è costante e fedele. E' però ancora il lavoro di un baccelliere dove l'unità va ricercata più nello schema che nell'autore. Ma è molto, riflettendo che mancava di una traccia; e si vorrebbe che tutti iniziassero così.

TULLIO BAGIOTTI

COMMONS, John R. — *Legal Foundation of Capitalism*. Madison, The University of Wisconsin Press, 1957. 8° picc., pp. X+394, \$ 1.95.

Leggendo la *Distribution of Wealth*, proprio alla Johns Hopkins di Baltimora, dove l'autore aveva trovato stimolo da quell'alta fonte del pensiero economico che fu Richard T. Ely, il recensore s'era impigliato in uno strano caso di ereditarietà. Se la derivazione böhm-bawerkiana era palese sul piano bibliografico — (il recensore si occupava dell'influenza degli austriaci sugli americani della generazione di Commons e di J. B. Clarck) — non lo stesso riusciva a stabilirsi sul piano intrinseco. Difatti i *Rechte und Verhältnisse vom Standpunkte der volkswirtschaftlichen Güterlehre*, come tentativo di ampliare la teoria del valore anche ai beni immateriali, non uscivano per questo dalla mera causalità economica. La posizione di Commons di fondava così su una analogia solo apparente, tant'è che doveva riconoscere come nel citato lavoro si fosse impegnato nel tentativo di fondere ciò che era impossibile fondere: la « psicologia edonistica di Böhm-Bawerk e i diritti legali e le relazioni sociali che egli stesso aveva analizzati e poi esclusi dalla sua grande opera di teoria psicologica del valore ».

Questo tentativo di Commons cadeva in un momento difficile per la suscettibilità metodologica determinata dalla Methodenstreit, ed è facile indennizzare il suo accoglimento.

Tuttavia non disarmò e il suo « clou » teoretico venne ribadito in queste *Legal Foundations of Capitalism* (1924). Qui l'indisciplina metodologica è esaltata dalla letteratura vebleniana, soprattutto critica, e dalla casistica concreta sulle decisioni delle corti nel cui studio l'autore fu lungamente impegnato. Naturalmente « indisciplina » nel significato della logica unimodale. Al giudizio elastico dell'evoluzionismo e del comportamentismo, la cosa cambia aspetto. E' difatti su questi paradigmi che le *Legal Foundations* trovano unità e coerenza. Ma che il disegno dei tedeschi (e perchè no, degli italiani: *Economia e diritto* di Giorgio Del Vecchio), di conciliare in unità logica economia e diritto sia riuscito al Commons, non si può dire. Le difficoltà sono nell'ordine dell'*a priori*, che nessuna evoluzione e nessun comportamento può eliminare.

Ciò nondimeno questo libro resta come una testimonianza di buona volontà, ricchissimo di pensiero e di riscontro. Tanto migliore dei candeggiati teorici di molti autori che si cullano in tautologie e credono aver rapito il fuoco dal cielo solo perchè il loro gioco verbale, appunto perchè tautologico, non risulta controvertibile.

TULLIO BAGIOTTI

LITTLEFIELD e PETERSON, *Principi di direzione del lavoro d'ufficio*, Milano, Ed. Angeli, 1958, pp. 167.

E' la traduzione della prima parte del « Modern Office Management » che consta di 31 capitoli raggruppati in 7 sezioni rispettivamente dedicate al « ruolo del lavoro d'ufficio nella Direzione moderna », ai « principi d'organizzazione del lavoro d'ufficio », alle « condizioni ambientali e strumentali », alle « mansioni del lavoro d'ufficio », ai « procedimenti, metodi e moduli », agli « standards e controlli » ed alle « responsabilità del personale d'ufficio ». Il testo in argomento tratta solo delle prime due sezioni. E' quindi soltanto la parte generale dell'opera e come tale non affronta alcun problema particolare, nell'ambito di quello generale dell'organizzazione d'ufficio, nè tanto meno lo risolve.

Ciò nonostante riveste un notevole interesse perchè effettua un'ampia messa a punto dell'importanza del lavoro d'ufficio nell'ambito della Direzione e conseguentemente costituisce un'illustrazione panoramica dei problemi organizzativi ad esso connessi. In altri termini è interessante ai fini della conoscenza e valutazione di problemi fino ad ora poco avvertiti e del loro inserimento in un sistema logico.

Quest'opera è presentata in una veste prettamente didattica che risulta di aiuto al lettore nell'inquadrare la materia pur conservando un'esposizione scorrevole e leggera.

B. KRONAUER

Ed. BRITISH INSTITUTE OF MANAGEMENT (Ed.), *The Measuring of work in the Office*, 1956, pp. 20.

Il volumetto, che fa parte della serie — Office Management — è un sommario, sia pure abbastanza ampio, delle moderne tecniche di misurazione del lavoro d'Ufficio, argomento che sempre più sta interessando gli specialisti sia americani che inglesi, come è ampiamente dimostrato dalla accurata bibliografia che il libro porta in calce.

Il primo capitolo di questo libretto è dedicato ai motivi che rendono opportuna in un'azienda l'applicazione delle tecniche di misurazione del lavoro d'Ufficio: la necessità di stabilire a priori il tempo ed il personale necessario per svolgere un determinato volume di lavoro, di occupare pienamente il personale, di determinare degli standards di produzione, di gettare le basi di un incentivo finanziario anche per il lavoro d'ufficio, e così via. Dopo aver descritte nel II° capitolo le varie tecniche di misurazione (cronometraggio, tempi standard, campionatura delle attività) ed accennato anche ad alcuni strumenti meccanici che possono essere d'aiuto nello svolgimento del lavoro, conclude esaminando le tecniche formali di misurazione del lavoro: studio dei tempi e sintesi di dati elementari. Poichè questo volumetto non si proponeva l'approfondimento di questa materia, ma piuttosto la dimostrazione delle validità di queste tecniche non solo nel campo della produzione, ma anche in quello delle attività amministrative, possiamo dire che lo scopo è stato raggiunto. Molto interessante ed accurata, come già abbiamo accennato all'inizio, la bibliografia finale.

R. COLLORIDI

CREDITO COMMERCIALE

Capitale Sociale L. 1.000.000.000 — Riserve L. 771.941.366

Sede Sociale CREMONA — Direzione Generale MILANO

Presieduta dal Dr. Ing. Giovanni Falck si è tenuta il 25 marzo u. s. in Milano - Via Armorari, 4 - l'Assemblea Ordinaria degli Azionisti per prendere in esame il Bilancio al 31 dicembre 1958 che presenta le seguenti risultanze:

Attivo	.	.	.	.	.	.	.	.	.	L. 162.863.244.319
Passivo	.	.	.	.	.	.	.	.	.	L. 160.901.242.666
Capitale e Riserve	.	.	.	.	.	.	.	.	»	1.721.941.366
Eccedenza attiva	.	.	.	.	.	.	.	.	»	240.060.287
										L. 162.863.244.319

L'Assemblea, esprimendo la propria soddisfazione per il progressivo sviluppo dell'Istituto, ha approvato ad unanimità le Relazioni ed il Bilancio chiuso al 31 dicembre 1958, nonchè il proposto riparto degli utili che assegna un dividendo di L. 35 per azione da nominali L. 200 e l'ulteriore passaggio a Riserve di Lire 50.000.000.

L'Assemblea ha poi confermato nella carica di Amministratore il Dr. Francesco Bertulesi ed ha nominato un nuovo Amministratore nella persona del Sig. Ernesto Jaeger; ha pure provveduto alla nomina di un Sindaco effettivo nella persona del Rag. Mario Cattaneo e dei due Sindaci supplenti nelle persone del Dr. Giuseppe Apolloni e del Sig. Francesco Robolotti.

Il Consiglio di Amministrazione ed il Collegio Sindacale per l'esercizio 1959 risultano pertanto così composti:

Consiglio d'Amministrazione: Presidente - Falck Dr. Ing. Giovanni; Vice Presidente - Mapelli Mozzi Conte Dr. Costanzo; Consiglieri - Bertulesi Dr. Francesco, Brambilla Avv. Piero, Chiodeli Dr. Giuseppe, Danelli Dr. Gianfranco, Gerli di Villa Gaeta Conte Paolo, Gilberti di Montevicchia Conte Ferruccio, Jaeger Ernesto, Maggia Dr. Guido, Motta Conte Avv. Galileo, Pesenti Dr. Ing. Carlo, Prandoni Dr. Ing. Mario, Rossi Rag. Umberto, Spada Dr. Massimo.

Collegio Sindacale: Presidente - Ballerini Rag. Pietro; Sindaci effettivi - Ardigò Dr. Rag. Roberto, Castelli Dr. Rag. Giacomo, Cattaneo Rag. Mario, Osio Avv. Umberto; Sindaci supplenti - Apolloni Dr. Giuseppe, Robolotti Francesco.

CONDIZIONI GENERALI DI ABBONAMENTO

ALLA

RIVISTA INTERNAZIONALE DI SCIENZE ECONOMICHE E COMMERCIALI

L'abbonamento è annuale e si rinnova tacitamente per l'anno successivo, se non disdetto entro il mese di novembre con lettera raccomandata.

La semplice reiezione di fascicoli non può essere considerata come disdetta.

Il prezzo deve essere pagato anticipatamente e comunque non oltre il 31 marzo. Dopo tale data sarà riscosso un diritto fisso del 10% in più, a rimborso delle spese di esazione.

I reclami per qualunque fascicolo non ricevuto devono essere trasmessi subito dopo il ricevimento del fascicolo successivo. In caso diverso i fascicoli richiesti verranno spediti solo contro rimessa anticipata del loro prezzo di vendita.

Ai correntisti con pagamento rateale si accorda l'addebito in conto corrente della quota di abbonamento con aumento del 20%.

L'abbonamento importa, agli effetti legali, elezione di domicilio in Padova presso la Casa Editrice.

L'ultimo fascicolo di ogni anno si invia ai soli abbonati in regola coi pagamenti. Agli altri si spedisce contrassegno.

Ogni richiesta di cambiamento di indirizzo dovrà essere accompagnata dall'importo di L. 100.

Gli abbonati che non sono in regola coi pagamenti, non potranno disdire l'abbonamento senza avere prima provveduto all'estinzione del debito.

ÉCONOMIE APPLIQUÉE

Tome XII - N. 1-2

Profit et Croissance III

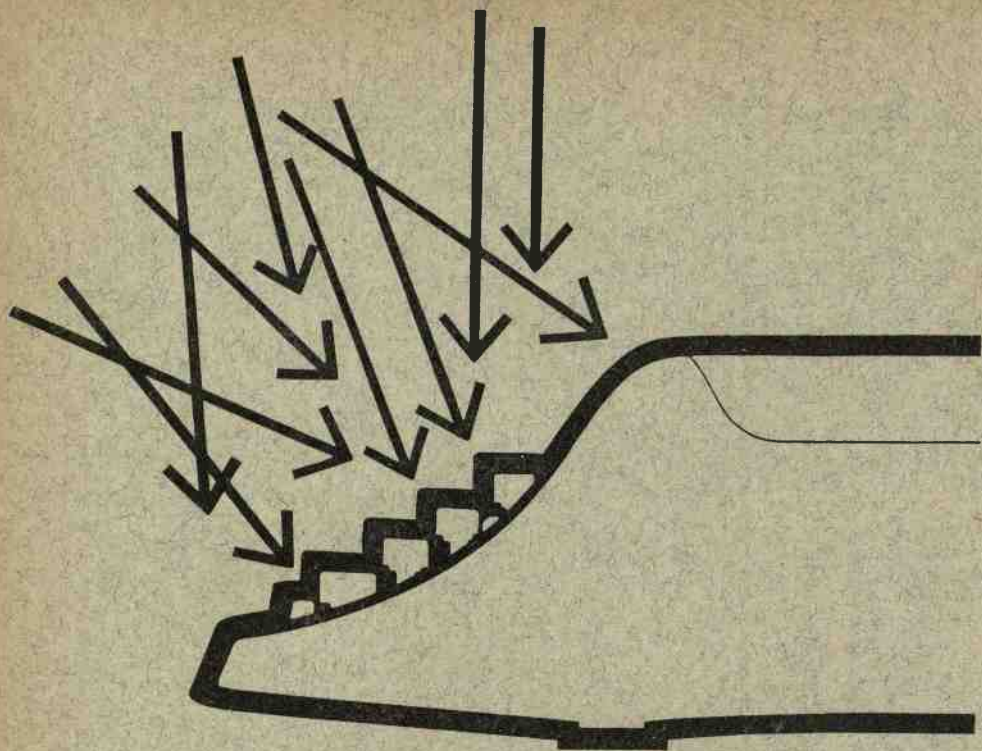
Janvier-Juin 1959

T. SCITOVSKY, Croissance balancée ou non balancée? - *F. PERROUX*, Note pour le lecteur français sur l'article du Pr. Scitovsky. - *C. GRUSON*, Prix, Profit et développement économique. - *B. S. KEIRSTEAD*, Intérêt, Profit et accumulation du capital. - *J. DOWNIE*, Taux relatifs de profit. - *Ch. BETTELHEIM*, Variations du taux de profit et accroissement de la productivité du travail. - *P. A. BARAN*, Réflexions sur la sous-consommation. - *L. BUQUET*, Croissance et créations économiques collectives. - *S. KUZNETS*, La croissance économique des petites nations. - *J. PAELINCK*, Possibilisme et pôles de croissance: phénomènes de prestige et de propagation dans le cadre de l'industrialisation néerlandaise. - *A. G. HART*, Fluctuations et croissance économique en France (1820-1952). - *J. AKERMAN*, Une théorie générale du développement économique est-elle concevable? - *E. HEIMANN*, Après le succès du capitalisme - où allons-nous? - *J. LACROIX*, *P. FRAISSE*, *J. CUISENIER*, *F. PERROUX*, *P. de GAUDEMAR*, *P. HADJI-DIMOU*, Recherches et dialogues philosophiques et économiques (Cahier 73). - *J. LACROIX*, *G. LAVAU*, *F. MAURO*, *R. SAVATIER*, *B. CAZES*, Recherches et dialogues philosophiques et économiques (Cahier 79). - *M. RUBEL*, Les premières lectures économiques de Karl Marx (Cahier 76). - *LE THANH KHOI*, Les relations économiques sino-soviétiques 1949-1958 (Cahier 77). - *H. CHAMBRE*, Les régions économiques en U.R.S.S. (Cahier 78). - *L. BOURCIER de CARBON*, Les rapports monétaires des métropoles et des Pays d'outre-mer (Cahier 80). - *J. WEILLER*, *L. FAUVEL*, *H. G. JOHNSON*, *G. MARCY*, *J. W. HACKETT*, Balances extérieures et problème monétaire 1949-1959 (Cahier 81).

ÉCONOMIE APPLIQUÉE et CAHIERS
de l'INSTITUT de SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE


Directeur: François PERROUX, Secrétaire Général: H. BONJOUR

(I. S. E. A., 35, Boulevard des Capucines, PARIS - 2ème)



Olivetti Studio 44

Ha tutte le prestazioni di una normale e moderna macchina per scrivere da ufficio; le sue dimensioni la raccomandano particolarmente allo studio professionale, all'artigiano, al negoziante, al tecnico, al pubblicitista, all'uomo d'affari. E' sperimentata, venduta, apprezzata in tutto il mondo: negli U.S.A. è stata definita 'ottima'. E' una macchina costruita e collaudata da una tecnica d'avanguardia.

 **olivetti**



Prezzo lire **72.000** + I.G.E.
compresa la valigetta